



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

19 DÉCEMBRE 2019

TOME I

Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Séance du 19 décembre 2019

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Numéro de page
	Convocation	2019/2553
	Ordre du jour Conseil municipal	2019/2555
	Emargement des Elus	2019/2561
	Compte-rendu du Conseil municipal	2019/25
	Partie délibérations	
V2019-475	Compensation carbone de l'ensemble des déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants depuis 2014	2019/2588
V2019-476	Tramway 5ème ligne - Projet de modification de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis de la commune au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement - Avis du Conseil municipal	2019/2590
V2019-477	Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	2019/2593
V2019-478	ZAC de la Pompignane - Bilan de la participation du public par voie électronique Approbation du dossier de création de la ZAC	2019/2597
V2019-479	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (secteur sud) - Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation	2019/2606
V2019-480	Quartier Prés d'Arènes - ZAC de la Restanque - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation	2019/2613
V2019-481	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 3f - ACM Habitat	2019/2618
V2019-482	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5a1 - M&A Promotion	2019/2621
V2019-483	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5a2 - ACM Habitat	2019/2624
V2019-484	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e1 - ERILIA pour le compte de l'association LEPIC&COLL&CALM	2019/2627
V2019-485	ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e2 - ACM Habitat	2019/2630
V2019-486	ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Lot VIII.b1 - SCCV Montpellier TECH POWER	2019/2633
V2019-487	ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°21 - URBIS REALISATIONS	2019/2635
V2019-488	ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a1 ACM Habitat	2019/2638
V2019-489	ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a2 - FDI Promotion	2019/2641

V2019-490	ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A2 - ACM Habitat	2019/2644
V2019-491	Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane" ZAC de la Pompignane- Secteur Coeur de quartier - Agrément de candidature de la SCI "Pompignane Développement" en vue d'une cession foncière	2019/2647
V2019-492	Quartier Port Marianne - ZAC Blaise Pascal - Suppression de la ZAC	2019/2650
V2019-493	ZAC Port Marianne-République - Cession de terrains à la SA3M Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone	2019/2653
V2019-494	Acquisition d'un terrain - Rue de Ferran, Montpellier - Propriété de Madame Ollivia GASTANAGA	2019/2656
V2019-495	Bail emphytéotique relatif à l'occupation du stade de l'Abbé Prévost, rue Beauséjour-Ville de Montpellier / SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge - Approbation - Autorisation de signature	2019/2658
V2019-496	Transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne	2019/2661
V2019-497	Demande de suppression de cahier des charges de lotissement - Parcelle EY n°421 - Rue du Moulin des Sept Cans	2019/2664
V2019-498	Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous	2019/2666
V2019-499	Cité Educative Montpellier Mosson - Attributions de subventions - Année scolaire 2019-2020	2019/2669
V2019-500	Réalisation d'un groupe scolaire ZAC Pierres Vives, quartier de la Mosson - Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions	2019/2672
V2019-501	Carte scolaire - Rentrée 2020-2021 - Modification suite à l'ouverture de l'école Joan Miro	2019/2675
V2019-502	Convention de financement entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) - Autorisation de signature	2019/2677
V2019-503	Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) 2020	2019/2679
V2019-504	Accueils de Loisirs associatifs - Conventionnement de places avec la Ville de Montpellier au profit de l'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs)	2019/2681
V2019-505	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine"- 16ème édition	2019/2683
V2019-506	Réalisation d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm - Demande de subventions	2019/2685
V2019-507	Site BMX Freestyle provisoire - Convention de mise à disposition entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	2019/2687
V2019-508	Rapport sur la Politique de la Ville 2018	2019/2689
V2019-509	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019	2019/2693
V2019-510	Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault - Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022	2019/2696
V2019-511	Partenariat Ville de Montpellier - Structures associatives de la Petite Enfance dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022	2019/2701
V2019-512	Convention d'objectifs relative à une action de soutien à la parentalité entre la Ville de Montpellier et la Maison départementale des solidarités du Montpelliérain - Service territorial PMI Ecusson	2019/2704
V2019-513	Classement de la Ville de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande	2019/2706

V2019-514	Montpellier Grand Coeur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions	2019/2708
V2019-515	Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale de fermeture pour les débits de boissons et restaurants	2019/2711
V2019-516	Convention d'occupation du domaine public - Restaurant-Bar-Buvette Parc Zoologique de Lunaret - Désignation de l'occupant	2019/2713
V2019-517	Jardins familiaux Les Grands Grès - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit	2019/2715
V2019-518	Montpellier Contemporain (MoCo) - Convention de financement - Exercice 2020	2019/2717
V2019-519	Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Avenant à la convention pluriannuelle pour l'année scolaire 2019-2020 - Demande de subvention à la DRAC	2019/2719
V2019-520	Programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier - Saison 2020	2019/2721
V2019-521	Appel à projets d'exposition pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy	2019/2724
V2019-522	Mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo) - Avenant n°1 relatif à la mise à disposition d'une licence de 3ème catégorie de débit de boissons	2019/2727
V2019-523	Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée	2019/2729
V2019-524	Élections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales	2019/2731
V2019-525	Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance franco-suédoise pour un urbanisme durable	2019/2733
V2019-526	Signature de la Déclaration de Durban et adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors	2019/2735
V2019-527	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019	2019/2737
V2019-528	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Fonds d'Urgence Climatique - Création - Adoption	2019/2739
V2019-529	Budget 2019 - Décision modificative n°2 - Adoption	2019/2741
V2019-530	Budget - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020	2019/2744
V2019-531	Fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	2019/2747
V2019-532	Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019	2019/2750
V2019-533	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement RESTANQUE - 6 500 000 € - Exercice 2019	2019/2755
V2019-534	Tarifs pour la Ville de Montpellier	2019/2757
V2019-535	Représentations du Conseil municipal - Désignations	2019/2812
V2019-536	Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Approbation	2019/2814
V2019-537	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2019	2019/2818
V2019-538	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2020	2019/2820
V2019-539	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité" - Exercice 2020	2019/2823

V2019-540	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2020	2019/2825
V2019-541	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2020	2019/2831
V2019-542	Attributions de subventions Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2020	2019/2835
V2019-543	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat Sports" - Exercice 2020	2019/2839
V2019-544	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2020	2019/2844
V2019-545	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2020	2019/2851
V2019-546	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2020	2019/2854
V2019-547	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2020	2019/2869
V2019-548	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2020	2019/2872
V2019-549	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2020	2019/2878
V2019-550	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie" - Exercice 2020	2019/2880
V2019-551	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Écologie urbaine" - Exercice 2020	2019/2882
V2019-552	Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Droit des Femmes" et "Santé" - Exercice 2020	2019/2884
V2019-553	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2020	2019/2888
V2019-554	Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre notre commune la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC)	2019/2892
V2019-555	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de Prestations Services Traiteurs - Autorisation de signature	2019/2894
V2019-556	Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Stationnement sur voirie	2019/2896
V2019-557	Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Henri Salvador - Approbation	2019/2903
V2019-558	Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile - Approbation	2019/2908
V2019-559	Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Joséphine Baker- Approbation	2019/2913
V2019-560	Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2018) - Avenant n° 2	2019/2918
V2019-561	Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maitrise d'Ouvrage Déléguée Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2018	2019/2921
V2019-562	Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet Protocole d'accord	2019/2923
V2019-563	Propriété Legs Guiraud - Démolition des bâtiments pour mise en sécurité du site - Autorisations d'urbanisme	2019/2925

V2019-564	Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2019	2019/2927
V2019-565	Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal	2019/2929
V2019-566	Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire de Montpellier	2019/2931
V2019-567	Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022	2019/2933
V2019-568	Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier - Dérogation	2019/2936
V2019-569	Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier - Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature	2019/2939
V2019-570	Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg	2019/2941
V2019-571	Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle "Montpellier Contemporain".	2019/2943
V2019-572	Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro	2019/2945
V2019-573	Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	2019/2947
V2019-574	Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	2019/2949
V2019-575	Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation	2019/2951
V2019-576	Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2019/2953
V2019-577	Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019	2019/2955
V2019-578	Adoption du procès-verbal de la séance du 21 novembre 2019	2019/2961
	Partie décisions	
	Synthèse des décisions	2019/2963
VD2019-491	Décision relative au sinistre ayant touché l'espace Martin LUTHER KING - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	2019/2970
VD2019-528	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04442 - Association en toute franchise Département de l'Hérault"	2019/2972
VD2019-529	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04432 - SNC Le Polygone - SNC le Polygone II"	2019/2974
VD2019-533	Décision d'ester en justice "requête n°1905097-3TA- Ressources Humaines"	2019/2976
VD2019-537	Décision relative à la Convention d'Occupation Précaire du 17 impasse des Tanneurs Ville de Montpellier / Mme Dalila BENADJILA - Avenant n°1 Décision relative au Bail Commercial du 1er étage du Centre Technique Municipal Garosud Ville de Montpellier / BTP-CFA LANGUEDOC-ROUSSILLON - Avenant n°2	2019/2978
VD2019-538	Décision relative au Bail Commercial du 1er étage du Centre Technique Municipal Garosud Ville de Montpellier / BTP-CFA LANGUEDOC-ROUSSILLON - Avenant n°2	2019/2980
VD2019-543	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des chœurs au profit de l'association "Corée Graphie" pour le 10 novembre 2019.	2019/2982
VD2019-544	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des chœurs au profit de l'association "Corée Graphie" pour les 12-13-14-15 et 16 novembre 2019	2019/2983

VD2019-547	Décision relative à l'avenant n°1 au N° 6B0174 - Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites assos-zoo - Avenant de prolongation	2019/2985
VD2019-548	Décision relative à l'avenant n°1 au marché N° 6B0174 - Référencement et statistiques du portail multisites montpellier.fr - Avenant de prolongation	2019/2987
VD2019-551	Décision relative au marché n°V9B0090ZO - Achat de matériels de transport tractés / Remorque porte caisson agricole et caissons / Remorque bétailière	2019/2989
VD2019-554	Décision d'ester en justice "requête n°1905387-3 TA Ressources Humaines - Recours indemnitaire"	2019/2991
VD2019-557	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre N° V9B0085EM passé selon une procédure adaptée pour des achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien Espaces Verts.	2019/2993
VD2019-558	N°VD2019-558 - Direction Energie et Moyens Techniques Décision relative à l'attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance (V9D0015EM)	2019/2996
VD2019-559	N°VD2019-559 - Direction Sports et Jeunesse Décision relative au contrat de fournitures, livraison et pose des modules de saut et des éléments de protection du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont - Autorisation de signature	2019/2999
VD2019-560	Direction Energie et Moyens Techniques Attribution d'un marché en appel d'offres ouvert pour la location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol - V9D0017EM	2019/3001
VD2019-561	Direction Sécurité et Tranquillité Publique Décision relative au marché n° 7D0011 - Maintenance de la Vidéoprotection de la Ville de Montpellier - Avenant n° 1 - Changement des indices de révision des prix - Autorisation de signature	2019/3003
VD2019-562	Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour l'exercice 2020	2019/3005
VD2019-563	Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées-Exercice 2020	2019/3007
VD2019-564	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique Décision d'ester en justice "Requête n°1905597-1 TA - Régis COTENCIN"	2019/3009
VD2019-565	Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public Décision relative au marché n°V9B0027UV "Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers" - Avenant n°1	2019/3011
VD2019-566	Théâtre Jean Vilar - Autorisation de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales	2019/3013
VD2019-568	Décision d'ester en justice "Association des riverains de la rue des Carmélites - Conseil d'Etat"	2019/3015
VD2019-569	Décision relative au Marché 6D0038 - Avenant n° 2 au marché de Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation	2019/3017
VD2019-570	Décision relative à la rétrocession concession trentenaire Acte 45895	2019/3019
VD2019-571	Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) pour l'année 2019	2019/3021

VD2019-572	Décision relative à la convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines du 26 Septembre 2019 au 12 Juin 2020 - Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole	2019/3023
VD2019-573	Décision d'ester en justice "Requête n°1905699-3 TA - Ressources humaines"	2019/3025
VD2019-574	Décision relative à la convention de mandat de travaux pour la mise en sécurité et la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret Avenant n°1 - Autorisation de signer l'avenant	2019/3027
VD2019-575	Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association UNICEF pour le 20 novembre 2019	2019/3029
VD2019-576	Décision relative à la construction du groupe scolaire croix Lavit (Benoite Groult) - Marché n° 6D0050 - Prolongation du délai pour le lot 11 - Avenant n°4	2019/3030
VD2019-578	Décision relative au marché public de prestations de services n° V8B0010RU pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville	2019/3032
VD2019-580	N°VD2019-580 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique Décision d'ester en justice "Requête n° 1905729-1 TA - ASSOCIATION NON AU BETON"	2019/3034
VD2019-581	Décision relative au marché n°V9B0091ZO - Entretien des parcelles forestières du parc zoologique de Lunaret	2019/3036
VD2019-584	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 4 décembre 2019	2019/3038
VD2019-585	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Centre International de Musique Médiévale" pour les 23-24 et 25 octobre 2019	2019/3040
VD2019-586	Décision d'ester en justice "Requête 1905680-1 TA - Monsieur et Madame GIMENEZ Jean"	2019/3042
VD2019-587	Décision d'ester en justice "Assignation TGI - BOUTOT Magali"	2019/3044
VD2019-591	Décision relative au marché n° V9B0077AI - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination - Transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire '	2019/3046
VD2019-596	Décision d'ester en justice "Requête 1905974-3 TA - Ressources humaines"	2019/3048
VD2019-599	Décision d'ester en justice "Requête en référé n°1906004-1 TA - CHARRAUD Eric Stéphane"	2019/3050
VD2019-600	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04917 CAA - COUTU Bernard"	2019/3052
VD2019-601	Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB	2019/3054
VD2019-605	Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs - Gymnase Marcel CERDAN - Renouvellement de la convention de partenariat - Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules FERRY – Du 01/01/2019 au 31/12/2020	2019/3057
VD2019-613	N°VD2019-613 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique Décision d'ester en justice "Requêtes 19063791 et 1906379-1 TA GHUYSEN Grégoire	2019/3059



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le jeudi 19 décembre 2019 à 17 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W82).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 19 décembre 2019.
- Synthèses des affaires du 19 décembre 2019
- Synthèses des décisions du 19 décembre 2019
- Procès-Verbal de la séance du 21 novembre 2019
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général

Service de l'Assemblée -

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

URBANISME ET AMÉNAGEMENT FONCIER OPÉRATIONNELS

1. Tramway 5ème ligne - Projet de modification de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis de la commune au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement - Avis du Conseil municipal
2. Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
3. ZAC de la Pompignane - Bilan de la participation du public par voie électronique - Approbation du dossier de création de la ZAC
4. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (secteur sud) - Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC – Approbation
5. Quartier Prés d'Arènes - ZAC de la Restanque - Programme des équipements publics de la ZAC Dossier de réalisation de la ZAC – Approbation
6. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - lot 3f - ACM Habitat
7. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - lot 5a1 - M&A Promotion
8. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - lot 5a2 - ACM Habitat
9. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - lot 5e1 - ERILIA pour le compte de l'association LEPIC&COLL&CALM
10. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - lot 5e2 - ACM Habitat
11. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Lot VIII.b1 - SCCV Montpellier TECH POWER

12. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°21 - URBIS REALISATIONS
13. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a1 - ACM Habitat
14. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a2 - FDI Promotion
15. ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A2 – ACM Habitat
16. Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane" - ZAC de la Pompignane- Secteur Cœur de quartier - Agrément de candidature de la SCI "Pompignane Développement" en vue d'une cession foncière
17. Quartier Port Marianne - ZAC Blaise Pascal - Suppression de la ZAC
18. ZAC Port Marianne-République - Cession de terrains à la SA3M - Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone
19. Acquisition d'un terrain - Rue de Ferran, Montpellier - Propriété de Madame Ollivia GASTANAGA
20. Bail emphytéotique relatif à l'occupation du stade de l'Abbé Prévost, rue Beauséjour- Ville de Montpellier / SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge - Approbation - Autorisation de signature
21. Transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne
22. Demande de suppression de cahier des charges de lotissement - Parcelle EY n°421 - Rue du Moulin des Sept Cans

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, VIE ASSOCIATIVE ET MAISONS POUR TOUS

23. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

24. Cité Educative Montpellier Mosson - Attributions de subventions - Année scolaire 2019-2020
25. Réalisation d'un groupe scolaire ZAC Pierres Vives, quartier de la Mosson - Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions
26. Carte scolaire - Rentrée 2020-2021 - Modification suite à l'ouverture de l'école Joan Miro
27. Convention de financement entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) - Autorisation de signature
28. Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) 2020

- 29. Accueils de Loisirs associatifs - Conventionnement de places avec la Ville de Montpellier au profit de l'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs)
- 30. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP - Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine"- 16ème édition

JEUNESSE ET SPORTS

- 31. Réalisation d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm - Demande de subventions
- 32. Site BMX Freestyle provisoire - Convention de mise à disposition entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

AFFAIRES SOCIALES

- 33. Rapport sur la Politique de la Ville 2018
- 34. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019

ENFANCE

- 35. Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault - Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022
- 36. Partenariat Ville de Montpellier - Structures associatives de la Petite Enfance dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022
- 37. Convention d'objectifs relative à une action de soutien à la parentalité entre la Ville de Montpellier et la Maison départementale des solidarités du Montpelliérain - Service territorial PMI Ecusson

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

- 38. Classement de la Ville de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande
- 39. Montpellier Grand Coeur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions
- 40. Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale de fermeture pour les débits de boissons et restaurants
- 41. Convention d'occupation du domaine public - Restaurant-Bar-Buvette Parc Zoologique de Lunaret - Désignation de l'occupant

ESPACES VERTS, PARC DE LUNARET ET COMMISSIONS DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

- 42. Jardins familiaux Les Grands Grès - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit

CULTURE

- 43. Montpellier Contemporain (MoCo) - Convention de financement - Exercice 2020
- 44. Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Avenant à la convention pluriannuelle pour l'année scolaire 2019-2020 - Demande de subvention à la DRAC

45. Programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier - Saison 2020
46. Appel à projets d'exposition pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy
47. Mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo) - Avenant n°1 relatif à la mise à disposition d'une licence de 3ème catégorie de débit de boissons
48. Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée

RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES

49. Elections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales

RELATIONS INTERNATIONALES

50. Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance franco-suédoise pour un urbanisme durable
51. Signature de la Déclaration de Durban et adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors
52. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

53. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Fonds d'Urgence Climatique - Création – Adoption
54. Budget 2019 - Décision modificative n°2 – Adoption
55. Budget - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020
56. Fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole – Adoption
57. Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019
58. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement RESTANQUE – 6 500 000 € - Exercice 2019
59. Tarifs pour la Ville de Montpellier
60. Représentations du Conseil municipal – Désignations
61. Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modification
62. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2019
63. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2020

64. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité" - Exercice 2020
65. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2020
66. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2020
67. Attributions de subventions Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2020
68. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat Sports" - Exercice 2020
69. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2020
70. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2020
71. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2020
72. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2020
73. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2020
74. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2020
75. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie" - Exercice 2020
76. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Écologie urbaine" - Exercice 2020
77. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Droit des Femmes" et "Santé" - Exercice 2020
78. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2020
79. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre notre commune la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC)
80. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de Prestations Services Traiteurs - Autorisation de signature
81. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Stationnement sur voirie – Approbation
82. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Henri Salvador – Approbation
83. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile - Approbation
84. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Joséphine Baker- Approbation

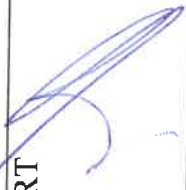









85. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2018) - Avenant n° 2
86. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maitrise d'Ouvrage Déléguée Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2018
87. Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet - Protocole d'accord
88. Propriété Legs Guiraud - Démolition des bâtiments pour mise en sécurité du site - Autorisations d'urbanisme
89. Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2019
90. Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal

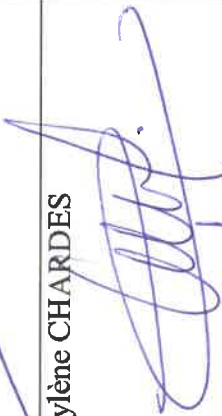

RESSOURCES HUMAINES

91. Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022
92. Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier – Dérogation
93. Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier - Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature
94. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg
95. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle "Montpellier Contemporain"
96. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro
97. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole
98. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier
99. Modification du tableau des emplois et des effectifs – Approbation

RAPPORTS DE LA COLLECTIVITE

100. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
101. Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Fabien ABERT 		Lorraine ACQUIER 	
Luc ALBERNHE 		Rémi ASSIE 	
Sophia AYACHE 		Guy BARRAL 	
Valérie BARTHAS-ORSAL 		Robert BEAUFILS	
Maud BODKIN 		Françoise BONNET 	Jean-Pierre MOURE 

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Sabria BOUALLAGA 		Daniel BOULET 	
Djamel BOUMAAZ 		Anne BRISSAUD 	
Nancy CANAUD 	Alex CADUE 	Gérard CASTRE 	
Mylène CHARDES 		Robert COTTE 	
Christophe COUR 		Jean-Luc COUSQUER 	
Perla DANAN 		Titina DASYLVA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Michaël DELAFOSSE 		Véronique DEMON 	Véronique PEREZ 
Jean-Marc DI RUGGIERO 		Jacques DOMERGUE 	
Michèle DRAY-FITOUSSI 	Séverine SCUDIER	Christian DUMONT 	
Abdi EL KANDOUSSI 	Nicole LIZA	Julie FRÈCHE 	
Vincent HALUSKA 		Clare HART 	
Stéphanie JANNIN 	Pascal KRZYZANSKI 	Sonia KERANGUEVEN 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Pascal KRZYZANSKI 	 Stéphanie JANNIN	Gérard LANNELONGUE 	
Alex LARUE 		Max LEVITA 	
Chantal LEVY-RAMEAU 		Nicole LIZA 	Abdi EL KANDOUSSI 
Audrey LLEDO 		Henri MAILLET 	
Mustapha MAIDOUUL 		Jérémie MALEK 	
Chantal MARION 		Isabelle MARSALA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Hervé MARTIN 		Dominique MARTIN-PRIVAT 	
Patricia MIRALLES 		Jean-Pierre MOURE 	Françoise BONNET
Caroline NAVARRE 		Véronique PEREZ 	Véronique DEMON
Patrick RIVAS 		Brigitte ROUSSEL-GALIANA 	
Cédric de SAINT-JOUAN 		Samira SALOMON 	
Marie-Hélène SANTARELLI 		Philippe SAUREL 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Séverine SCUDIER	Michèle DRAY-FHOUSSI	Sauveur TORTORICI	
Bernard TRAVIER		Henri de VERBIZIER	
Patrick VIGNAL		Annie YAGUE	
Rabii YOUSSEUS			



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019
Salle du Conseil

Convoqué le vendredi 13 décembre 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 19 décembre 2019 à 17 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUCI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUCI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO.

Adoption de l'ordre du jour de la séance

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote :

Madame Samira SALOMON entre en séance.

Adoption du procès-verbal de la séance du 21 novembre 2019

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

103. Compensation carbone de l'ensemble des déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants depuis 2014

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

1. Tramway 5ème ligne - Projet de modification de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis de la commune au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement - Avis du Conseil municipal

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre :

Abstentions : 3 voix (Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Abdi EL KANDOUSSI, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ)

Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance.

2. Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

Monsieur Daniel BOULET sort de séance.

3. ZAC de la Pompignane - Bilan de la participation du public par voie électronique Approbation du dossier de création de la ZAC

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

4. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (secteur sud) - Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

5. Quartier Prés d'Arènes - ZAC de la Restanque - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

6. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 3f - ACM Habitat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

7. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5a1 - M&A Promotion

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

8. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5a2 - ACM Habitat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

Monsieur Daniel BOULET entre en séance.

9. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e1 - ERILIA pour le compte de l'association LEPIC&COLL&CALM

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

10. ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e2 - ACM Habitat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

11. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Lot VIII.b1 - SCCV Montpellier TECH POWER

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

12. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot n°21 - URBIS REALISATIONS

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

13. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a1 - ACM Habitat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

14. ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature - Tranche 7 - Lot 22a2 - FDI Promotion

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

15 ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A2 - ACM Habitat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Patricia MIRALLES, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

**16. Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane"
ZAC de la Pompignane- Secteur Coeur de quartier - Agrément de candidature de la SCI
"Pompignane Développement" en vue d'une cession foncière**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

17. Quartier Port Marianne - ZAC Blaise Pascal - Suppression de la ZAC

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

18. ZAC Port Marianne-République - Cession de terrains à la SA3M - Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

19. Acquisition d'un terrain - Rue de Ferran, Montpellier - Propriété de Madame Ollivia GASTANAGA

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

20. Bail emphytéotique relatif à l'occupation du stade de l'Abbé Prévost, rue Beauséjour- Ville de Montpellier / SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge - Approbation - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

21. Transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

22. Demande de suppression de cahier des charges de lotissement - Parcelle EY n°421 - Rue du Moulin des Sept Cans

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

23. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE)

**24. Cité Educative Montpellier Mosson - Attributions de subventions
Année scolaire 2019-2020**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER)

25. Réalisation d'un groupe scolaire ZAC Pierres Vives, quartier de la Mosson - Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

26. Carte scolaire - Rentrée 2020-2021 - Modification suite à l'ouverture de l'école Joan Miro

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

27. Convention de financement entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

28. Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

29. Accueils de Loisirs associatifs - Conventionnement de places avec la Ville de Montpellier au profit de l'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Daniel BOULET)

**30. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP
Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine"- 16ème édition**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

31. Réalisation d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm - Demande de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

32. Site BMX Freestyle provisoire - Convention de mise à disposition entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

Mesdames Sonia KERANGUEVEN, Marie-Hélène SANTARELLI et Monsieur Cédric de SAINT JOUAN sortent de séance.

33. Rapport sur la Politique de la Ville 2018

Le Conseil prend acte du rapport

Monsieur Rabii YOUSSEF entre en séance.

34. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

35. Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault - Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

36. Partenariat Ville de Montpellier - Structures associatives de la Petite Enfance dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

Monsieur Alex LARUE sort de séance, le pouvoir de Nancy CANAUD à Alex LARUE est temporairement annulé.

37. Convention d'objectifs relative à une action de soutien à la parentalité entre la Ville de Montpellier et la Maison départementale des solidarités du Montpelliérain - Service territorial PMI Ecusson

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

38. Classement de la Ville de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

39. Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

40. Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale de fermeture pour les débits de boissons et restaurants

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

41. Convention d'occupation du domaine public - Restaurant-Bar-Buvette Parc Zoologique de Lunaret - Désignation de l'occupant

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

42. Jardins familiaux Les Grands Grès - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

43. Montpellier Contemporain (MoCo) - Convention de financement - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 1 voix (Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

44. Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Avenant à la convention pluriannuelle pour l'année scolaire 2019-2020 - Demande de subvention à la DRAC

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

45. **Programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier - Saison 2020**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

46. **Appel à projets d'exposition pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance.

Messieurs Alex LARUE (avec la procuration de Madame Nancy CANAUD) et Cédric de SAINT JOUAN entrent en séance.

47. **Mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo) - Avenant n°1 relatif à la mise à disposition d'une licence de 3ème catégorie de débit de boissons**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

Madame Marie-Hélène SANTARELLI entre en séance.

48. **Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Guy BARRAL, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER)

49. **Élections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

50. Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance franco-suédoise pour un urbanisme durable

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

51. Signature de la Déclaration de Durban et adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

52. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "International" Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Maud BODKIN, Abdi EL KANDOUSSI, Nicole LIZA)

53. Vote en autorisations de programme et crédits de paiement Fonds d'Urgence Climatique - Création – Adoption

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

54. Budget 2019 - Décision modificative n°2 – Adoption

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre :

Abstentions : 12 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Ne prend pas part au vote :

55. Budget - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstentions : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD)

Ne prend pas part au vote :

56. Fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

57. Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

58. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement RESTANQUE - 6 500 000 € - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Mylène CHARDES, Véronique DEMON, Véronique PEREZ, Philippe SAUREL)

Messieurs Jérémie MALEK et Patrick VIGNAL entrent en séance.

Mesdames Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Clare HART et Monsieur Djamel BOUMAAZ sortent de séance.

59. Tarifs pour la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre :

Abstentions : 8 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Ne prend pas part au vote :

Madame Maud BODKIN entre en séance.

60. Représentations du Conseil municipal – Désignations

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée.

En ce qui concerne Qualibat, Monsieur le Maire propose le renouvellement du représentant actuel, Monsieur Philippe CAPELIER

En ce qui concerne la Commission Halles et Marchés, Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Pascal KRZYZANSKI

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

61. Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées – Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

62. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

63. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER, Annie YAGUE)

Madame Clare HART entre en séance.

64. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL)

65. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Gérard CASTRE, Patrick RIVAS, Philippe SAUREL)

66. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance.

67. Attributions de subventions Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Jean-Luc COUSQUER, Stéphanie JANNIN, Patrick RIVAS, Séverine SCUDIER)

68. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat Sports" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

69. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

70. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

71. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 14 voix (Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Mylène CHARDES, Perla DANAN, Abdi EL KANDOUSSI, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE)

72. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

73. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Maud BODKIN, Clare HART, Annie YAGUE)

74. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE)

75. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

76. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Écologie urbaine" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

77. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Droit des Femmes" et "Santé" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Caroline NAVARRE)

78. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Luc ALBERNHE, Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Sauveur TORTORICI)

79. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre notre commune la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

80. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de Prestations Services Traiteurs - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre :

Abstention : 7 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prend pas part au vote :

81. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Stationnement sur voirie

Le Conseil prend acte du rapport.

Ne prennent pas part au débat : Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES

82. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Henri Salvador - Approbation

Le Conseil prend acte du rapport.

83. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile - Approbation

Le Conseil prend acte du rapport.

84. Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Joséphine Baker- Approbation

Le Conseil prend acte du rapport.

85. Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2018) - Avenant n° 2

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

86. Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maitrise d'Ouvrage Délignée Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

**87. Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet
Protocole d'accord**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

88. Propriété Legs Guiraud - Démolition des bâtiments pour mise en sécurité du site - Autorisations d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

Madame Titina DASYLVA entre en séance.

89. Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

90. Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Sabria BOUALLAGA)

Monsieur Djamel BOUMAAZ entre en séance.

102. Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix (Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

91. Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

92. Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier – Dérogation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

93. Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier - Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

94. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER)

95. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle "Montpellier Contemporain".

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention :

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Guy BARRAL, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

96. Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Chantal MARION)

97. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

98. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote :

99. Modification du tableau des emplois et des effectifs – Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ)

Ne prend pas part au vote :

100. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Le Conseil prend acte du rapport.

101. Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

Le Conseil prend acte du rapport.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 19 heures 30.

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUS

Compensation carbone de l'ensemble des déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants depuis 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de réunions de travail, de rencontres internationales ou de missions économiques, culturelles, sportives et de coopération avec nos villes jumelles, les élus de la ville sont amenés à se déplacer à l'échelon national et international afin d'y représenter Montpellier.

Suite à la déclaration d'urgence climatique le 18 juillet dernier et dans la continuité du Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste et de l'ensemble des actions écologiques conduites depuis 2014, il est proposé au Conseil de compenser les émissions carbonees liées aux déplacements des élus et de leur accompagnant depuis le début du présent mandat.

Cela représente 116 800 km cumulés pour les déplacements internationaux et 53 495 km cumulés pour les déplacements nationaux soit un total de 170 295 km cumulés parcourus depuis 2014. 38 tonnes de CO₂ ont ainsi été émises lors de ces trajets, ce qui constitue la séquestration carbonee liée à la plantation de 254 arbres (source : calculateur carbone de Reforest'ation).

La compensation carbonee est une action supplémentaire qui s'ajoute à l'ensemble des efforts déjà déployés par la ville pour participer activement à la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, la plantation d'arbre rend de nombreux services écosystémiques parmi lesquels la séquestration carbonee, la diminution des températures, la protection faunistique et floristique ou encore le maintien d'emplois locaux liés à la gestion des forêts.

La Ville de Montpellier pourrait ainsi participer à la reforestation de zones vulnérables de la planète et compléter la compensation carbone des déplacements des élus en plantant un total de 500 arbres, répartis dans différentes régions du monde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner son accord pour que la Ville de Montpellier compense les émissions carbonees liées aux déplacements nationaux et internationaux des élus et de leurs accompagnants tout en participant au développement des canopées de notre planète ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEOUS

Tramway 5ème ligne - Projet de modification de la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis de la commune au titre de l'article L.122-1 du code de l'environnement - Avis du Conseil municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Laverune/Clapiers de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la déclaration d'utilité publique (DUP) initiale.

La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018.I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération du 18 novembre 2019, La Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier.

En application des articles L.122-1 et R.122-7 du Code de l'environnement, et dans la mesure où le tronçon modificatif est situé sur le territoire de la commune, son avis est sollicité sur le dossier comprenant l'étude d'impact et sur la demande tendant à voir reconnaître l'utilité publique du projet.

Le dossier transmis est composé des pièces suivantes :

- plan de situation,

- objet de l'enquête et informations juridiques et administratives,
- notice explicative,
- plan général des travaux,
- caractéristiques principales des ouvrages,
- appréciation sommaire des dépenses,
- étude d'impact,
- évaluation socio-économique,
- dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU),
- annexes, intégrant notamment les délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole et le bilan de la concertation préalable.

Le tracé modifié soumis à enquête publique emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Laverune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon, soit un tracé long de 3,7 km comprenant 6 stations intermédiaires, selon le plan ci-après reproduit :



Le reste du tracé de la ligne 5 demeure celui déclaré d'utilité publique le 28 août 2013.

Le tracé modificatif répond aux objectifs de la ligne 5 :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et les pôles d'emplois,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la métropole.

Il préserve par ailleurs le parc Montcalm, permettant ainsi à la Ville de l'aménager en un vaste espace vert de loisirs ouvert à la population.

Il ressort de l'étude d'impact que les principaux enjeux du projet portent sur les thématiques suivantes : démographie, urbanisation, circulation et trafics, réseaux de transport, qualité de l'air et acoustique. Il apparaît à la lecture du dossier que le bilan environnemental du projet, conjugué aux mesures d'accompagnement, est particulièrement favorable.

Le tracé modificatif répond ainsi pleinement aux enjeux de la Ville et plus largement du territoire métropolitain, et il est donc dans l'intérêt de la Ville de Montpellier de voir ce projet modifié aboutir.

De plus, ce dossier de modification de la Déclaration d'Utilité Publique nécessite de mettre en compatibilité le PLU de la Ville de Montpellier, notamment s'agissant de l'institution d'emplacements réservés et de la règle de stationnement à proximité de futures stations du tramway. Ainsi conformément à la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme adoptée par les 31 communes et approuvée par le Conseil de Métropole du 22 juillet 2015, la Ville de Montpellier est appelée à émettre un avis simple sur le dossier de mise en compatibilité du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 de tramway ;
- de donner un avis favorable sur le dossier de mise en compatibilité du PLU ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Djamel BOUMAAZ, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Délibération n°V2019-477

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Concernés par la géographie prioritaire de la politique de la ville, les quartiers de la Mosson et des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Le 16 décembre 2016, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier, ont signé aux côtés de l'ANRU, le protocole de préfiguration relatif à ces deux quartiers, phase d'études préalables à l'élaboration des projets urbains, en vue d'une contractualisation avec l'ANRU pour déterminer les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier.

Le projet de renouvellement urbain porté par la Métropole va ainsi fortement contribuer à la transformation du quartier de la Mosson, situé au nord-ouest de Montpellier, en limite des communes de Juvignac et Grabels. Quasi entièrement urbanisé sous forme d'une ZUP d'environ 250 ha dans les décennies 60 à 70 et parachevé dans la décennie 80, il comprend environ 9 000 logements pour près de 24 000 habitants.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest ;
- Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés ;
- Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier ;

- Connecter la Paillade à la ville et au monde avec les nouveaux réseaux de transports et les écosystèmes de l'innovation.

S'agissant du quartier des Cévennes, c'est l'ensemble immobilier de plus de 900 logements des Cévennes qui est principalement concerné par le projet de renouvellement urbain. Situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, la copropriété des Cévennes a été construite entre 1964 et 1975. Elle s'étend sur une emprise foncière unique, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter et son cloisonnement se renforcer, enclavant de fait une partie des bâtiments.

Le projet urbain des Cévennes vise les objectifs fondateurs suivants :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces ;
- Faire des unités résidentielles à taille humaine ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique.

Dans ces deux nouveaux projets de renouvellement urbain, l'approche dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse est prioritaire pour la Métropole et la Ville qui, en lien avec leurs partenaires, œuvrent pour apporter des réponses adaptées à l'ensemble des problématiques. C'est pourquoi sur chacun de ces quartiers plusieurs interventions sur des groupes scolaires existants sont envisagées.

A la Mosson, suite à la démolition des groupes scolaires dont l'urgence patrimoniale est avérée, l'offre éducative au regard d'un certain nombre d'enjeux démographiques, éducatifs, sociaux et urbains est réinterrogée au-travers du futur projet urbain, par :

- la construction d'un pôle éducatif au sud du quartier après démolition des groupes scolaires Neruda/Bolivar et Renaud/Balard,
- la construction d'un pôle éducatif dans le quartier des Halles après démolition des groupes scolaires Senghor/Joyce, Woolf/Boulloche et Van Gogh/Roosevelt,

Positionnés en bordure des futurs cours paysagers pour faciliter leur ouverture sur leur environnement et conforter leur rôle dans le quartier, ces équipements s'inscriront dans la continuité paysagère et dans un souci de connexion au quartier. La perspective est de créer, au sein des écoles, des espaces pour accueillir des fonctions de sociabilité, de parentalité, culturels, sportifs et de loisirs en lien avec le tissu associatif dense qui caractérise ce quartier. Les pôles éducatifs et le label « cité éducative » pour lequel la Ville a été retenue, deviennent ainsi complémentaires.

Sur le quartier des Cévennes, le projet prévoit la démolition-reconstruction du groupe scolaire Daubié/Brès en proposant un aménagement qui réponde à la fois à la problématique de visibilité et d'accès à l'équipement scolaire et de désenclavement de la copropriété. La mise en valeur et l'amélioration du fonctionnement de cet équipement et de ses abords doit jouer un effet levier pour la transformation urbaine.

Afin de conforter le rôle des équipements publics à même de répondre aux besoins de la population et pour favoriser le lien social, plusieurs réhabilitations sont également prévues :

- la réhabilitation de la maison pour tous Léo Lagrange située au cœur du quartier des Halles à la Mosson,
- la requalification en profondeur de la maison de quartier Chabrol située au cœur de la copropriété des Cévennes.

Par délibération de son Conseil Municipal en date du 20 septembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a donc décidé d'élaborer, pour chacun des deux quartiers, un projet d'aménagement et d'organiser tout au long de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées.

A l'issue du bilan de cette concertation, elle envisage de mettre en œuvre ces projets en désignant un aménageur afin de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les tâches

nécessaires à la réalisation deux opérations d'aménagement dans le cadre de deux concessions de renouvellement urbain.

Ces opérations de renouvellement urbain ont notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux besoins futurs des habitants.

Un certain nombre de ces équipements sont aujourd'hui de compétence communale : groupes scolaires, maisons pour tous, maison de quartier.

Or, le caractère complexe de telles opérations de renouvellement urbain, dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de rationalisation des interventions, incite à effectuer la programmation et la réalisation de ces équipements de la façon la plus intégrée possible.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP prévoit en son article 2 II. « - Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Au vu de ces éléments, il est proposé que la Métropole réalise la totalité des équipements nécessaires à la réalisation des opérations dans le cadre des deux projets de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et du quartier des Cévennes.

Ainsi, la Métropole se verrait transférer, par convention, la maîtrise d'ouvrage sur les équipements relevant en principe des compétences de la commune de Montpellier.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera aux équipements situés dans les périmètres et dans le cadre des deux concessions de renouvellement urbain.

Le montant prévisionnel des travaux nécessaires à la réalisation de ces équipements publics, hors ingénierie et frais sur travaux, sont estimés à :

- Mosson : 44 521 000 € HT
- Cévennes : 18 043 000 € HT

Le coût de l'ensemble des opérations sera porté par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle en organisera la prise en charge par la Ville notamment dans le cadre des concessions de renouvellement urbain Mosson et Cévennes à venir.

Les ouvrages sont remis à la Commune après réception des travaux notifiée aux entreprises et expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux, à condition que la Métropole ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Les deux projets de convention rentreront en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties et prendront fin au plus tard à la date de clôture de chacune des concessions de renouvellement urbain envisagées ou par la résiliation des conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Mosson conduite par Montpellier Méditerranée Métropole telles qu'exposées ci-dessus ;
- d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;
- d'approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier des Cévennes conduite par Montpellier Méditerranée Métropole telles que précisées ci-dessus ;

Délibération n°V2019-477

- d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour le projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de transfert MOA Ville-3M Cévennes
- Convention transfert MOA ville_3M Mosson.pdf

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Daniel BOULET, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

ZAC de la Pompignane - Bilan de la participation du public par voie électronique Approbation du dossier de création de la ZAC

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Par délibération n°V2018-423 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme en vue de la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Pompignane. Ce projet se situe à l'est de la commune, sur un périmètre d'environ 12 ha, constitué de deux sites principaux : le cœur de quartier autour de l'avenue Alphonse Juin, et une partie du plateau situé entre la rue de Pinville et le campus technologique (ancien site IBM).

Ce périmètre est inclus dans celui de la concession d'aménagement qui a été confiée par la Ville à la SA3M par délibération du 29 septembre 2016, notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, qui s'étend à l'échelle du quartier sur près de 110 hectares.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette Zone d'Aménagement Concerté sont conformes aux objectifs généraux énoncés pour le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et se déclinent au sein du périmètre proposé selon les enjeux qui y ont été identifiés. Ils sont les suivants :

- Le confortement du cœur de quartier (commerces, services, équipements), relais de proximité à l'échelle de la Pompignane, autour de la constitution d'un espace public majeur paysager,
- La diversification des types d'habitat et la création de nouveaux logements afin de garantir une mixité de populations et un renouvellement des formes urbaines,
- La prise en compte des espaces public et du paysage pour constituer des liens vers les entités paysagères du quartier (Parc Rimbaud, rives boisées du Lez, parc des Pastourelles, espace boisé rue Marie Durand, espace paysager à constituer le long de la rue de Pinville, en lien avec des entités

paysagères alentours (parc du domaine de la Pompignane, parc de Grammont...), dans une logique de lien affirmé entre les berges du Lez et le plateau de la Pompignane,

- La constitution d'un nouveau quartier d'habitat mixte sur le secteur situé à l'est de la rue de Pinville, formant une couture urbaine entre les lotissements existants et le campus technologique de la Pompignane, doté d'une vaste promenade plantée donnant à voir la ville et le paysage lointain,
- L'accueil de nouveaux équipements publics et privés de proximité au sein du secteur situé à l'est de la rue de Pinville,
- L'amélioration de la protection contre le risque hydraulique,
- Le développement des modes doux alternatifs à l'automobile, au sein du quartier,
- La mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

Le contenu du dossier de création de ZAC :

Conformément à l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme, un dossier de création a été élaboré, comprenant :

1. un rapport de présentation qui expose notamment l'objet et la justification de l'opération à savoir développer – grâce à l'outil adapté de la procédure de zone d'aménagement concerté - une opération de renouvellement urbain maîtrisée, sur deux secteurs ciblés du quartier de la Pompignane (Cœur de quartier et frange Ouest du plateau de la Pompignane), dans un site déjà urbanisé et proche du centre-ville de Montpellier, avec un contexte de développement urbain et démographique fort et des besoins en logement exprimés, en application du SCoT, du PLU, du Plan Local de l'Habitat visant plus de mixité sociale, afin de réaliser de nouveaux secteurs d'habitation, avec des commerces, des équipements de proximité, structurés spatialement, paysagés, favorisant la diversité sociale et fonctionnelle, et donnant une nouvelle attractivité à ce quartier hérité des années 60/70. Cette opération considère les éléments du PDU (plan de déplacements urbains) et ceux du SDMA (schéma directeur des modes actifs) « Mobilités plurielles », dans l'affirmation des modes alternatifs de déplacement (piétons, vélos, transports en commun, ...), en recours aux nuisances générées par un trop fort trafic automobile.

Ce rapport de présentation comporte également une description de l'état du site et de son environnement.

Il indique le programme global prévisionnel des constructions, à savoir environ 97 500 m² de surface de plancher (SDP), avec :

- La création d'environ 1 400 nouveaux logements en mixité sociale,
- Une offre complète en commerces, activités / bureaux,
- Une crèche, un groupe scolaire,
- La création ou le réaménagement de voiries et réseaux, ainsi que des espaces verts et des ouvrages de protection hydraulique.

Enfin, il énonce les raisons pour lesquelles au regard des dispositions d'urbanisme en vigueur sur le territoire de Montpellier et de l'insertion dans l'environnement naturel ou urbain, le projet faisant l'objet du dossier de création a été retenu. Ces raisons sont notamment les suivantes :

- Le projet améliore la lisibilité et la structuration, par des espaces publics paysagers, du quartier de la Pompignane, tout en tissant des liens entre le Lez et le plateau de la Pompignane;
- Le projet crée une nouvelle attractivité pour la Pompignane en proposant à proximité de l'hyper centre de Montpellier de nombreux logements diversifiés et en mixité sociale, mais aussi une polarité de quartier renforcée, avec des commerces et des équipements de proximité ;
- Le projet renforce l'image du quartier en révélant les lieux : le cœur du quartier organisé autour d'une grande place publique, les « balcons » du plateau et leur large promenade paysagée, offrant des vues remarquables vers le centre-ville et les reliefs alentours ;
- Le projet opère une couture urbaine respectueuse et progressive avec les secteurs urbanisés préexistants ;
- Le projet permet la mise en place d'itinéraires de modes actifs articulés avec les quartiers alentours ;
- Le projet propose une architecture et un urbanisme adaptés au climat méditerranéen, et met en œuvre les principes de développement durable de la ville.

2. un plan de situation

Il rappelle la localisation de la ZAC dans l'est de la commune de Montpellier, en limite sud de la commune de Castelnau-le-Lez, entre Lez et plateau de la Pompignane

3. un plan de délimitation du périmètre

Le périmètre de ZAC représente une superficie d'environ 12 ha, répartie entre deux secteurs principaux : le cœur de quartier et la frange Ouest du plateau technologique de la Pompignane.

4. l'étude d'impact et son résumé non technique

Il résulte de cette étude d'impact que :

- Les mesures destinées à éviter / réduire / compenser les effets potentiels du projet sur l'environnement ou la santé humaine, sont :

- La programmation pluriannuelle des constructions adaptée à la capacité d'intégration du quartier, accompagnée d'équipements et d'espaces publics sources de convivialité et de vivre-ensemble ;
- Le développement des mobilités actives et alternatives, qui se traduit dans la mise en œuvre progressive du Schéma Directeur des Modes actifs « Mobilités plurielles » adopté par la Métropole, et déjà dans le quartier de la Pompignane, par une amélioration conséquente de la desserte par les bus depuis septembre 2019, avec la perspective prochaine de la mise en service de la ligne MétroNOME 1 (bus à haut niveau de service), entre la place de l'Europe et le pôle d'échange de Sablassou, qui desservira une part importante de la ZAC de la Pompignane, ainsi que les principaux sites d'emplois présents sur le plateau de la Pompignane ;
- La prise en compte des risques de pollution, la poursuite de la réparation de la ville au quotidien, la poursuite de la concertation et de l'association de la population dans l'élaboration des projets, la poursuite du travail de conception avec l'équipe d'architectes-urbanistes, pour une meilleure intégration du bâti dans son environnement.

- A l'échelle de la ZAC de la Pompignane, d'autres mesures visant à réduire et éviter les impacts cumulés sont mises en avant et se déclinent sur les thématiques suivantes :

- Paysagère, avec la création d'allées arborées, d'espaces verts, d'aménagements paysagers et de plantations,
- Hydraulique, intégrant les structures de rétention des eaux pluviales et des équipements de régulation afin de limiter les débits rejetés,
- Faune/flore, ce volet proposant différentes mesures pour éviter et réduire les impacts : accompagnement écologique du chantier, délimitation et respect des secteurs identifiés d'intérêt écologique, création de micro-habitats pour la petite faune, limitation de la prolifération des espèces végétales invasives pendant les travaux, débroussaillage et terrassement respectueux de la biodiversité, information et panneaux de sensibilisation du public, gestion douce de la végétation en phase d'exploitation.

- Le suivi de ces mesures, ainsi qu'un calendrier prévisionnel pour chacune des thématiques concernées, sont mis en place :

- Mesures paysagères : Suivi de la reprise des plantes et de l'entretien des aménagements paysagers, avec deux visites par an, pendant 2 ans
- Mesures hydrauliques : Suivi du fonctionnement des structures de rétention et des équipements annexes, avec deux visites par an, pendant 4 ans
- Mesures faune/flore : Réalisé avec le bureau d'études naturaliste du projet, un programme de mesures a été établi et concerne les points suivants : Suivi écologique de l'efficacité des mesures ; suivi de l'état sanitaire des arbres d'intérêt écologique après travaux ; suivi de la reprise et de la survie des plantations réalisées par rapport à leur taux de survie ; suivi de l'absence d'espèces végétales invasives ; suivi des gîtes, nichoirs, micro-habitats potentiellement installés (maintien des aménagements, diversité spécifique, effectifs) ; suivi de l'exploitation des bassins de rétention par les amphibiens ; suivi de l'évolution des populations animales relatives à certaines espèces cibles.

5. Le régime fiscal de la ZAC

Le dossier de création de la ZAC précise que la part intercommunale de la taxe d'aménagement ne sera pas exigible en raison de l'exonération prévue par les articles L.331-7 et R.331-6 du code de l'urbanisme. En effet, l'aménageur prend à sa charge le coût des équipements publics suivants :

- Les voies et les réseaux publics intérieurs à la zone,

- Les espaces verts et espaces publics paysagers correspondant aux seuls besoins des futurs habitants ou usagers de la zone.

6. L'étude de faisabilité sur le potentiel de développement des énergies renouvelables

Conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, toute opération d'aménagement faisant l'objet d'une évaluation environnementale doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération.

Cette étude, dénommée « Diagnostic de potentialités en énergies renouvelables », est annexée au dossier de création.

Conformément à l'article R. 122-5 du Code de l'Environnement, les conclusions de cette étude ont été intégrées dans l'étude d'impact. L'objectif était de déterminer globalement quelles énergies renouvelables pourront être mises en œuvre lors de la réalisation du projet. Plusieurs pistes ont été étudiées, les plus intéressantes étant liées à l'énergie photovoltaïque. Par ailleurs, un projet de récupération de chaleur est actuellement en cours d'étude. Dans tous les cas, l'objectif pour la collectivité est d'optimiser la mise en place d'énergies renouvelables, au détriment des énergies fossiles. Enfin, il est important de noter que le projet sera réalisé en optimisant la thématique de la bioclimatique (ventilation naturelle, îlots de fraîcheur, bâtiments passifs), ainsi que la performance énergétique des bâtiments.

Concertation préalable :

Par délibération n°V2019-161 du 12 juin 2019, et au terme d'une période de concertation avec le public, organisée au titre du Code de l'Urbanisme entre le 1^{er} et le 30 avril 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le bilan de concertation préalable à la création de la ZAC de la Pompignane, tel que présenté en synthèse dans la délibération du 12 juin 2019 et en intégralité dans son annexe, établissant que :

- Les modalités de la concertation ont été respectées et mises en œuvre par la Collectivité, que ce soit les annonces et articles dans la presse, l'organisation d'une réunion publique le 4 avril 2019, ou encore la mise à disposition du dossier accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de la population.
- Des inquiétudes se sont manifestées, relatives notamment à la modification structurelle du quartier et à l'arrivée de nouvelles populations, mais aussi à l'accroissement du trafic automobile et de la pollution de l'air, ou encore la modification du paysage urbain.
- Des attentes fortes ont également été formulées, notamment en matière d'amélioration des voiries et trottoirs, du cadre de vie, du degré d'équipement de proximité du quartier ou encore de la mobilité alternative à l'automobile (développement des transports en commun, pistes cyclables, ...).

A l'issue de cette phase de concertation publique, il n'a pas été relevé d'opposition majeure au projet de ZAC de la Pompignane.

Au titre du Code de l'environnement, notamment l'article L. 123-19, la délibération du Conseil municipal en date du 12 juin 2019 a également engagé une participation du public par voie électronique sur le projet de la ZAC de la Pompignane, soumis à évaluation environnementale.

Avis de l'Autorité Environnementale et réponse de la Collectivité

L'étude d'impact et son résumé non technique, transmis à l'Autorité Environnementale le 24 avril 2019, ont fait l'objet d'un avis transmis par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale à la Ville de Montpellier le 25 juin 2019, par lequel celle-ci effectue des recommandations (avis joint en annexe dans le dossier de création).

En réponse, il est rappelé tout d'abord que l'objectif d'une opération de renouvellement urbain est de limiter l'expansion de l'urbanisation sur les milieux naturels et agricoles, en refaisant la ville sur la ville. Ce principe suppose que les développements urbains rendus nécessaires par la demande en logements soient - conformément au SCoT approuvé - localisés prioritairement dans des milieux urbains pouvant être affectés par des effets cumulés avec ceux d'autres activités humaines existantes ou projetées, au bénéfice d'une meilleure préservation de la nature. Dans le cas de la Pompignane, les contraintes environnementales identifiées, liées au développement du trafic automobile relèvent d'une plus grande échelle territoriale que celle de la ZAC. Par ailleurs, depuis la concertation du public, dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil municipal en date du 12 juin 2019, et suite à la transmission de l'étude d'impact à l'Autorité Environnementale, la collectivité a travaillé sur plusieurs thématiques, afin d'optimiser le projet :

Délibération n°V2019-478

amélioration de la desserte en transport en commun, développement des modes actifs (vélos, piétons), régulation du trafic, réflexion sur la qualité de l'air, réflexion sur l'ambiance sonore, réflexion sur le plan des aménagements des espaces publics.

Un mémoire, accompagné de plusieurs annexes, a été produit à l'attention de l'Autorité Environnementale le 1^{er} octobre 2019, afin de préciser l'analyse, les impacts et les mesures prises.

Les éléments fournis en réponse par la Collectivité sont les suivants :

- Les enjeux environnementaux ont été expliqués dans leur analyse, et reconsidérés dans leur hiérarchisation, sur la base d'une série complète d'études des thématiques environnementales : faune/flore, air, ambiance sonore, hydraulique, trafic, hydrogéologie, sols, paysage, modes de transport, etc. Un tableau de synthèse des incidences du projet a été élaboré, répondant à chaque enjeu environnemental par des mesures appropriées.
- Un dossier Natura 2000 a été réalisé par un cabinet spécialisé, afin d'estimer l'impact du projet sur la zone Natura 2000 la plus proche (ZSC : Zone Spéciale de Conservation), localisée au Nord-Ouest du secteur d'étude, au niveau du Lez. L'étude a conclu à l'absence d'impact du projet sur la faune et la flore de cette zone Natura 2000. Le Formulaire d'Evaluation des Incidences (FEVI) Natura 2000 relatif à la ZAC de la Pompignane a été transmis à l'Autorité Environnementale ;
- La cartographie superposant les différents enjeux, notamment naturalistes, avec les secteurs d'aménagement de la ZAC pourra être fournie ultérieurement lorsque le projet d'urbanisme sera défini plus précisément ;
- Le processus de choix du projet parmi les variantes a été précisé, mettant en avant les valeurs du projet proposé par le cabinet d'architectes Castro / Denissot & Associés, choisi en 2014 : protéger et valoriser les espaces, prévenir les risques, désimperméabiliser les sols, respecter le cycle de l'eau, diminuer les nuisances, diminuer la dépendance automobile, hiérarchiser et civiliser les espaces publics de voirie, optimiser la localisation des activités, renouveler et diversifier l'offre résidentielle ;
- Concernant les modalités opérationnelles et les échéances des mesures proposées permettant de développer les déplacements en modes actifs, la nouvelle trame viaire intégrant les principes du Schéma Directeur des Modes Actifs « Mobilités Plurielles » s'inscrira dans le Programme des Equipements Publics de la Zone d'Aménagement Concerté. Les chantiers de ces espaces publics s'échelonneront sur un long terme, tout au long de la concession, suivant le rythme de réalisation des nouvelles constructions. Leur programmation temporelle, ainsi que le suivi des réalisations, seront examinés et validés par la Collectivité chaque année.

En ce qui concerne les transports en commun, des décisions importantes ont été prises, afin d'optimiser le fonctionnement des transports collectifs sur la partie Est de Montpellier, dont plusieurs vont permettre de mieux desservir le secteur de la ZAC :

- dès septembre 2019, une restructuration totale du réseau de bus sur l'Est de la Ville (Pompignane / Millénaire) ainsi que des améliorations de fréquence des bus et d'amplitude horaire en matinée et en soirée sur les lignes principales,
- mise en place de la ligne de bus n°16,
- mise en place de la ligne 51, préfigurant la prochaine ligne Métronome 1 à haut niveau de service ;

Il convient de souligner que la collectivité mène par ailleurs plusieurs actions en partenariat avec les entreprises (Plan de Déplacements des Entreprises, Plan des Mobilités), en vue de diminuer la part de l'automobile sur l'espace public.

La collectivité agit au profit d'un changement des mentalités et des comportements, avec l'objectif de la modification progressive des parts modales (diminution de la part automobile, augmentation de la part des transports en commun et des modes actifs - vélos, piétons).

- La thématique « bruit » a également été affinée, afin de limiter l'impact de la circulation sur l'ambiance sonore. La collectivité a ainsi pris la décision de ne pas réaliser de murs anti-bruit, qui ne s'adaptent pas du tout dans le contexte urbain futur. A contrario, plusieurs mesures ont été prises sur cette thématique : le recul des bâtiments vis-à-vis de la voirie, la régulation du trafic, la réalisation de plantations en bordures de voirie, la mise en place d'équipements permettant de réduire la vitesse. Par ailleurs, il est important de rappeler qu'une modélisation acoustique a été réalisée : pour les bâtiments neufs les plus exposés, il est prévu une protection acoustique des façades, notamment au niveau des fenêtres.
- La thématique « air » : une réflexion a été apportée, afin d'estimer l'impact du projet sur la qualité de l'air à moyen terme, en tenant compte de l'ensemble des projets présents sur cette partie Est de la

Ville. Les modifications technologiques à venir sur les flottes de véhicules (afin de limiter les émissions de gaz), la prise en compte de la DEM (Déviation Est de Montpellier) qui va permettre de désengorger la partie Est de Montpellier, la mise en place de nouveaux transports en commun, le développement accru des modes actifs, vont permettre de limiter l'impact sur la qualité de l'air, et ce malgré la réalisation de nouveaux projets d'aménagement.

Participation du public par voie électronique :

L'ensemble de ces éléments, ainsi que le bilan de la concertation préalable réalisée au titre du Code de l'Urbanisme, ont constitué le dossier soumis à la participation du public par voie électronique, lui permettant de s'exprimer sur l'évaluation environnementale du projet de la ZAC de la Pompignane.

Définies par la Délibération du Conseil municipal du 12 juin 2019, les modalités d'organisation de cette participation du public par voie électronique ont été les suivantes et sont rappelées dans le rapport de synthèse annexé à la présente :

- Affichage en mairie dans les panneaux officiels d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Publication sur le site internet de la Ville de Montpellier d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Publication dans le Midi-Libre du 29 septembre 2019 de l'avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- Mise en ligne du dossier à télécharger soumis à la participation du public par voie électronique, avec activation d'une adresse électronique permettant au public de transmettre ses observations et propositions, sur la période du 16 octobre 2019 au 15 novembre 2019 inclus (soit au moins 30 jours) ;
- Afin de faciliter la participation du public, un poste de consultation a été installé en mairie sur la même période, permettant d'accéder aux éléments du dossier. Un dossier papier a également été mis à disposition dans les mêmes conditions, accompagné d'un registre d'observations et de propositions à l'attention du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la procédure de participation électronique du public doivent désormais faire l'objet d'une synthèse.

Cette synthèse – annexée à la présente - établit notamment la recevabilité des observations et propositions collectées, ainsi que les thématiques soulevées par la population, tout en apportant des réponses. 23 observations et propositions ont été reçues dans les formes, dont certaines représentant des collectifs d'habitants.

Les principaux thèmes soulevés par la population et les réponses apportées sont les suivants :

Forme urbaine (habitat, aménagement urbain) : la population a exprimé son souhait d'une vision progressiste de l'habitat, sa crainte des rapports de proximité entre logements existants et nouveaux logements, son souhait d'une cohérence d'ensemble du projet de renouvellement urbain, sa crainte d'une polarité uniquement sur le cœur de quartier, et pour certains le souhait d'une vraie mise à distance des pavillons bordant la rue de Pinville avec l'ensemble urbain projeté de l'autre côté.

Les réponses apportées : développement d'un écoquartier avec un fort potentiel en énergie solaire ; réseau de chauffage urbain à l'étude ; performance énergétique des logements et habitat bioclimatique ; mise à distance des bâtiments et travail sur la forme urbaine ; instauration de franges végétales majeures ; cohérence d'ensemble garantie par l'aménageur, l'architecte en chef, l'action municipale ; proposition d'une petite polarité sur le secteur des Balcons et pas seulement en cœur de quartier ; reconfiguration du plan d'aménagement aux abords de la rue de Pinville pour apaiser celle-ci.

Déplacements (transports en commun, modes actifs, stationnement, circulation) : la population souhaite une adaptation du nouveau plan de circulation et du réseau de bus TaM, le développement d'un transport en commun en site propre ; le développement des modes actifs tenant compte du contexte (topographie, accès au Lez, passerelle, trottoirs, carrefours, etc.), et notamment du vélo (arceaux, station libre-service) ; des craintes se sont exprimées sur l'augmentation du trafic automobile, avec la demande d'un plus grand nombre de stationnements, avec le constat de problèmes déjà existants sur le quartier en matière d'engorgement du trafic et des craintes liées à l'arrivée d'habitants et d'employés supplémentaires dans le quartier.

Les réponses apportées : forte amélioration du réseau de transport en commun depuis septembre 2019 et ligne Métronome 1 à venir ; mise en œuvre du Schéma Directeur des Modes Actifs ; projet de

passerelle abandonné depuis 2016 ; nombreux cheminements paysagers proposés au sein de la ZAC ; reconfiguration des carrefours sur l'avenue de la Pompignane ; facilitation renforcée de l'usage du vélo ; nécessité d'un changement des comportements des citoyens et report modal ; éviter la multiplication des espaces dédiés à l'automobile dont le stationnement de surface pour ne pas inciter à l'usage de la voiture ; développement des solutions alternatives à la voiture.

Les désordres constatés aujourd'hui seront pris en compte et la conception même de la ZAC permettra aux habitants d'effectuer leur propre transition dans leur mobilité urbaine.

Qualité de vie (végétalisation, équipements, cohésion sociale, santé) : la population souhaite que la nature existante soit préservée et que la ZAC comporte un fort volet végétal adapté ; elle souhaite des commerces et des lieux de vie notamment sur le plateau, des équipements divers, plus de propreté urbaine ; elle souhaite également plus de lien social, la prise en compte de la situation des personnes âgées, le développement de groupes collaboratifs et d'actions et d'équipements collectifs ; réduction des différents types de pollution ; lutte contre les moustiques ; d'autres formulent des inquiétudes sur la pollution industrielle du site de la Pompignane

Les réponses apportées : préservation maximale des arbres existants, forte ambition paysagère au sein de la ZAC, renforcer le caractère de cité jardin de la Pompignane ; les demandes d'équipements et de commerces de proximité sont intégrées dans les réflexions en cours sur l'aménagement de la ZAC et dans la mesure du possible ; la ZAC est porteuse de nombreux lieux et espaces de vie collective et partagée ; un marché hebdomadaire est à l'étude ; l'amélioration de l'accessibilité des personnes âgées passe par la requalification et le confort des trottoirs et des espaces publics ; l'offre en commerces et équipements de proximité ; l'offre en logements mieux adaptée aux nouveaux besoins ; l'interaction entre les habitants passe par l'usage des lieux de vie proposés et par les initiatives citoyennes ; pour la santé, les mesures prises globalement au niveau de la mobilité et de la composition du plan du quartier doivent contribuer à réduire les nuisances du trafic automobile (air, bruit, ...) sur les populations. La pollution du site industriel est sous la surveillance de l'Etat et des mesures de confinement et de dépollution sont mises en œuvre ; la prolifération des moustiques doit être appréhendée plus globalement et des actions ont déjà été engagées par les services de l'Etat.

Environnement : la population redoute diverses pollutions, notamment celle du site industriel, propose la récupération de l'eau de pluie pour l'arrosage, souhaite une désimperméabilisation des sols, recommande un suivi des mesures environnementales adoptées, craint une sous-estimation des impacts faune/flore.

Les réponses apportées : le projet de ZAC permet une désimperméabilisation des sols remarquable ; la pollution du site industrielle est sous surveillance, de nombreuses études et compléments environnementaux ont été réalisés pour ce projet (dispositif de suivi) ; le dossier Natura 2000 et l'étude d'impact réalisés ont mis en évidence l'absence d'impact fort sur la faune et la flore, à l'occasion d'un projet refaisant la ville sur la ville, dans un processus de renouvellement urbain ; enfin, une étude de potentialités en énergies renouvelables a été réalisée pour ce projet, avec des pistes intéressantes de développement du photovoltaïque au sein de la ZAC de la Pompignane ; l'approche bioclimatique des logements sera développée ; un réseau collectif de chaleur urbain est à l'étude.

Association du public : les représentants du comité de quartier demandent la possibilité d'être associés par la suite à l'élaboration définitive des projets.

La réponse apportée : l'association du public s'effectue tout au long de l'élaboration des projets.

En conclusion de cette synthèse des propositions et des observations du public, il est important de noter que certains des problèmes relevés par la population dans le cadre de cette procédure sont pour la plupart déjà existants (déplacements, qualité de vie, santé). Globalement, les observations et propositions qui ont été faites précisent l'importance de régler ces problèmes afin que le projet d'aménagement ne vienne les augmenter ou en créer de nouveaux, mais au contraire, qu'il participe à l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie du quartier. Constat est fait globalement que la participation par voie électronique réalisée n'a pas mis en évidence de nouvelles craintes de la part de la population, en comparaison des éléments déjà formulés dans le cadre de la concertation du public au titre du Code de l'urbanisme, dont un bilan favorable a pu être tiré par le Conseil municipal le 12 juin 2019.

Conformément à l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement, une note établit, à la suite et de façon séparée, les motifs que la Collectivité retient en vue de la création de la zone d'aménagement concerté de la Pompignane, ce document étant annexé à la présente. Ces motifs sont principalement les suivants :

Délibération n°V2019-478

- La **croissance démographique très forte** à Montpellier, générant une **importante demande en logements et notamment en logements locatifs sociaux** (+ de 24 000 demandeurs au 1^{er} janvier 2018 sur le territoire de la Métropole), en **immobiliers d'entreprises, de services, et en équipements** ;
- Le **respect des orientations du PLH 2019-2024** par la ZAC de la Pompignane, participant à la **mixité sociale du quartier** ;
- La **volonté municipale de maîtriser le développement urbain** ;
- La **recomposition et le réinvestissement urbains forts du quartier de la Pompignane**, à travers le programme de la ZAC de la Pompignane ;
- La **qualité urbaine du projet**, venant apporter des **réponses aux attentes légitimes de la population**, développée dans la justification de l'opération contenue dans le rapport de présentation du dossier de création ;
- La **cohérence du projet de la ZAC de la Pompignane avec les grands documents de planification urbaine** ;
- La **cohérence du développement urbain proposé avec les grandes politiques locales en matière de mobilités alternatives à l'automobile** et donc de réduction des nuisances associées ;
- Les **vertus d'un projet de renouvellement urbain et de développement durable**, refaisant la ville sur la ville et limitant d'autant l'expansion urbaine sur les campagnes alentours ;
- L'assurance que **l'évaluation environnementale exigée aura permis à la Collectivité et son aménageur de bien appréhender la teneur des enjeux et des impacts environnementaux**, afin d'y répondre par des **mesures concrètes, adaptées et suivies** dans le temps.

En conséquence, sur la base du bilan de la concertation, de l'étude d'impact, de l'avis de l'autorité environnementale, du mémoire en réponse et de ses annexes, de la synthèse des observations et propositions du public dans le cadre de la procédure de participation par voie électronique, au vu des motivations de la décision, et du dossier de création de la ZAC, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des observations et propositions formulées lors de la participation du public par voie électronique, relative à l'évaluation environnementale de la zone d'aménagement concerté de la Pompignane, telles qu'annexées à la présente ;
- de tirer et d'approuver la synthèse de la procédure de participation du public par voie électronique, comportant les réponses formulées par la Collectivité, telle qu'annexée à la présente ;
- d'approuver les motifs présidant à la décision de créer la ZAC de la Pompignane, tels qu'exposés ci-avant et développés dans la note de motivation de la décision annexée à la présente ;
- de préciser que les observations et propositions, leur synthèse et les motivations en vue de la création de la ZAC seront mises à disposition du public pendant 3 mois ;
- de rappeler, conformément à l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, qu'aux termes de l'étude d'impact :

1° Les mesures à la charge du maître d'ouvrage, destinées à éviter / réduire / compenser les effets potentiels du projet sur l'environnement ou la santé humaine, sont les suivantes :

- La programmation pluriannuelle des constructions adaptée à la capacité d'intégration du quartier, accompagnée d'équipements et d'espaces publics sources de convivialité et de vivre-ensemble ;
- Le développement des mobilités actives et alternatives, qui se traduit dans la mise en œuvre progressive du Schéma Directeur des Modes actifs « Mobilités plurielles » adopté par la Métropole, et déjà dans le quartier de la Pompignane, par une amélioration conséquente de la desserte par les bus depuis septembre 2019, avec la perspective prochaine de la mise en service de la ligne Métroline 1 (bus à haut niveau de service), entre la place de l'Europe et le pôle d'échange de Sablassou, qui desservira une part importante de la ZAC de la Pompignane, ainsi que les principaux sites d'emplois présents sur le plateau de la Pompignane ;
- La prise en compte des risques de pollution, la poursuite de la réparation de la ville au quotidien, la poursuite de la concertation et de l'association de la population dans l'élaboration des projets, la poursuite du travail de conception avec l'équipe d'architectes-urbanistes, pour une meilleure intégration du bâti dans son environnement.

2° Les modalités du suivi des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine, des mesures de suppression, de réduction et de compensation d'impact, sont les suivantes : mesures paysagères, hydrauliques et de protection de la faune et de la flore, avec un calendrier prévisionnel de suivi pour chacune des thématiques concernées ;

- de prendre acte des observations et propositions formulées lors de la participation du public par voie électronique, relative à l'évaluation environnementale de la zone d'aménagement concerté de la Pompignane, telles qu'annexées à la présente ;

Délibération n°V2019-478

- d'approuver le dossier de création de la ZAC établi conformément à l'article R. 311-2 du code de l'urbanisme, tel qu'annexé à la présente,
- de créer la zone d'aménagement concerté, dénommée « ZAC de la Pompignane », ayant pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains situés au sein du périmètre défini dans le dossier de création, en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, s'appliquant principalement au cœur de quartier et à la frange Ouest du plateau de la Pompignane, avec un programme prévisionnel d'environ 97 500 m² SDP et 1 400 logements en mixité sociale,
- de mettre à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article R 331-6 du Code de l'urbanisme. En conséquence, le périmètre de la ZAC sera exclu du champ d'application de la part intercommunale de la taxe d'aménagement,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à faire établir le dossier de réalisation de la ZAC, tel que visé à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme,
- de charger Monsieur le Maire, ou son représentant, de la bonne exécution de la présente délibération, et notamment des mesures de publicité réglementaires. La présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie. Elle fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse de la PVE
- Note de motivations de la décision
- Dossier de création de la ZAC de la Pompignane

**PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Daniel BOULET, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (secteur sud)

Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique

Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La Ville de Montpellier a engagé au début des années 1990, dans le prolongement d'Antigone, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer qui s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence, la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- l'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue Etienne Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche, l'hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et

Délibération n°V2019-479

de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, est aujourd'hui achevée.

- enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez ainsi que la réalisation des 3èmes et 4èmes lignes de tramway a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct de l'hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Ces modifications de périmètre ont entraîné une augmentation de surface de l'ordre de 0,4 hectares, soit en proportion un peu moins de 2% de surface supplémentaire, à l'échelle de la ZAC. Les modifications de périmètre ont eu pour conséquence une augmentation du programme prévisionnel de constructions de l'ordre de 10 000 m² de surface de plancher. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 1^{er} octobre 2012.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le pont André Lévy,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité de l'hôtel de ville et du tramway.

L'ensemble de ces actions nécessitant l'intervention d'un aménageur, une convention publique d'aménagement a été confiée dans un premier temps à la Société d'Aménagement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 (NB : suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement).

Dans un deuxième temps, il a été décidé de s'adosser à la concession « Nouveau Grand Coeur 2013-2020 » pour confier par avenant n°1 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale (SPL), une mission globale d'aménagement du secteur « Moularès », situé dans le périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer au nord du chemin de Moularès. Celle-ci a été adoptée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 23 juillet 2015 puis conjointement signé par la Ville et la SA3M le 9 septembre 2015.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer a constitué un dossier de réalisation, annexé à la

présente ; celui-ci comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités provisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps
4. l'étude d'impact mise à jour relative au projet de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (secteur sud) et la réponse à l'Autorité Environnementale
5. La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole émettant un avis favorable sur le projet de Programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer inclut :

- Voiries (axes structurants et réseau interne), trame piétonnière, pistes cyclables, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, stationnement,
- Réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
- Réseau d'eaux usées,
- Réseau d'eau potable et défense incendie,
- Réseau de moyenne et basse tension électrique,
- Réseau de gaz,
- Réseau de télécommunications et Pégase,

Les équipements publics relevant des compétences de la Métropole seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée.

Les équipements publics de voiries, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation à titre gratuit dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole et à la Régie des Eaux au titre de leurs compétences seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis dans le cadre de cette opération n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création étant pris en charge par la ZAC.

Il convient de noter que la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) ne s'applique pas à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 900 nouveaux logements de la ZAC et les 1 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone :

- ZAC initiale : dans le cadre de cette première phase, 155 000 m² de SHON ont été construits (logements en résidences principales, étudiantes, de services, locaux d'activités y compris commerces en rez-de-chaussée),
- 1^{ère} extension : l'ensemble correspond à une surface d'environ 50 000 m² répartis comme suit :

- o hôtel de ville : 28 000 m²,
 - o logements, bureaux et commerces : 22 000 m².
- 2^{ème} extension : le programme global de construction prévisionnel comprend un programme majoritairement de logements accompagné ponctuellement de locaux d'activités. L'ensemble correspond à une surface de plancher (SDP) d'environ 65 000 m².

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

L'ensemble des dépenses et recettes de l'opération présentées dans le présent dossier de réalisation s'inscrit dans le bilan de la concession d'aménagement issu du Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018) approuvé par le Conseil Municipal en date du 21 novembre 2019.

En l'état, le financement des équipements publics de la ZAC est assuré par l'opération d'aménagement ainsi que par une participation de la Ville de Montpellier qui s'élèvera à 1,12 million d'euros HT.

L'étude d'impact et la réponse à l'Autorité Environnementale:

Comme le prévoit l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme, l'étude d'impact initiale, modifiée à l'occasion de l'extension de la ZAC en 2012 et portant uniquement sur le secteur sud de la ZAC issus des extensions de l'année 2003 et suivantes, a fait l'objet de compléments et a été rédigée conformément à l'évolution du Code de l'Environnement (article L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants, notamment l'article R.122-5) en tenant compte des caractéristiques du site et des éléments techniques du projet issu des études récentes.

En application de l'article R 122-1-1 du Code de l'Environnement, les études d'impacts doivent être soumises à l'avis préalable de l'Autorité environnementale (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie), laquelle se prononce sur le dossier d'étude d'impact de l'opération. Cet avis porte sur les évaluations des impacts des grands projets et programmes sur l'environnement, et sur les mesures de gestion visant à éviter, atténuer ou compenser ces impacts. L'avis de l'autorité environnementale a été rendu le 27 septembre 2017.

Le cahier de réponse aux remarques formulées par l'Autorité environnementale est intégré au sein du dossier de réalisation joint en annexe.

L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics relevant de ses compétences, à réaliser dans la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. En date du 18 décembre 2019, le Conseil Métropolitain a :

- donné un avis favorable sur le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer,
- approuvé les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- approuvé le principe de leur financement.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 décembre 2019 est jointe au dossier de réalisation lui-même joint en annexe de la présente délibération.

Le dossier de réalisation comportant le projet de programme des équipements publics de la ZAC, établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, est joint en annexe de la présente délibération.

Conformément à l'article R.311-8 du Code de l'Urbanisme, le Conseil municipal est appelé à délibérer en vue d'approuver le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera

affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Mise à disposition du dossier d'évaluation environnementale : synthèse des observations et de la participation du public par voie électronique :

Conformément aux modalités d'information et de participation du public au titre du Code de l'Environnement (L.122-1-1 et suivants, R122-11 et L.123-19 et suivants) arrêtées par la délibération n°V2017-202 du 20 juillet 2017, la Ville a recueilli les observations et propositions du public dans le cadre d'une consultation à partir d'un dossier d'évaluation environnementale comprenant l'étude d'impact mise à jour de la ZAC, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de la collectivité. L'ensemble de ces éléments, ainsi que le bilan de la concertation réalisée au titre du Code de l'Urbanisme, ont constitué le dossier soumis à la participation du public par voie électronique, lui permettant de s'exprimer sur l'évaluation environnementale du projet de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Cette consultation a eu lieu entre le 8 juillet 2019 et le 9 août 2019 inclus, et s'est faite via le site internet de la Ville (www.montpellier.fr) et, en complément, un dossier en version papier a été mis à disposition à l'hôtel de ville de Montpellier.

Définies par la Délibération du Conseil municipal du 20 juillet 2017, les modalités d'organisation de cette participation du public par voie électronique ont été les suivantes et sont rappelées dans le rapport de synthèse annexé à la présente :

- affichage en mairie dans les panneaux officiels d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- affichage sur les lieux du projet, en trois sites différents, d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- publication sur le site internet de la Ville de Montpellier d'un avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- publication dans le Midi-Libre du 21 juin 2019 de l'avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- publication dans La Gazette de Montpellier du 20 au 26 juin 2019 de l'avis de participation du public par voie électronique, au moins 15 jours avant le début de celle-ci ;
- mise en ligne du dossier à télécharger soumis à la participation du public par voie électronique, avec activation d'une adresse électronique permettant au public de transmettre ses observations et propositions sur la période du 8 juillet 2019 au 9 août 2019 inclus (soit au moins 30 jours) ;
- afin de faciliter la participation du public, un poste de consultation (ordinateur) a été installé en mairie sur la même période, permettant d'accéder aux éléments du dossier. Un dossier papier a également été mis à disposition dans les mêmes conditions, accompagné d'un registre d'observations et propositions à l'attention du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la procédure de participation électronique du public doivent désormais faire l'objet d'une synthèse.

Cette synthèse – annexée à la présente et consultable pendant 3 mois sur le site internet de la Ville www.montpellier.fr – établit notamment la recevabilité des observations et propositions collectées, ainsi que les thématiques soulevées par la population, tout en apportant des réponses.

Les principaux thèmes soulevés par la population et les réponses apportées sont les suivants :

- Le risque inondation par débordements du Lez et du ruisseau des Aiguerelles maîtrisé par la réalisation d'ouvrages de rétention réalisés depuis le début des années 2000 qui, loin d'avoir minéralisé le secteur, ont permis au contraire de renforcer sa végétalisation ;

Délibération n°V2019-479

- La densité urbaine envisagée et plus particulièrement la construction d'une tour d'habitation dont l'emplacement a été dessiné dans les documents graphiques du PLU depuis 2011 et qui participe notamment, de par sa hauteur, à la limitation de l'étalement urbain en périphérie de la ville.

Conformément à l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement, une note établit à la suite et de façon séparé les motifs que la Collectivité retient en vue de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, ce document étant également annexé à la présente. Ces motifs sont principalement les suivants :

- La croissance urbaine et démographique très forte à Montpellier ;
- La priorité donnée au logement par la Ville de Montpellier ;
- Le respect des orientations du PLH 2019-2024 par la ZAC, participant à la mixité sociale du quartier ;
- La qualité urbaine du projet, venant apporter des réponses aux attentes légitimes de la population, développée dans la justification de l'opération contenue dans le rapport de présentation du dossier de création de la ZAC ;
- Les vertus d'un projet de renouvellement urbain et de développement durable, capable d'assurer la couture urbaine avec des quartiers résidentiels plus anciens ;
- La cohérence du projet de la ZAC avec les grands documents de planification urbaine ;
- La cohérence du développement urbain proposé avec les grandes politiques locales en matière de mobilités alternatives à l'automobile et donc de réduction des nuisances associées ;
- L'assurance que l'évaluation environnementale exigée aura permis à la Collectivité et son aménageur de bien prendre la teneur des enjeux et des impacts environnementaux, afin d'y répondre par des mesures concrètes, adaptées et suivies dans le temps.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des observations et propositions formulées lors de la participation du public par voie électronique, relative à l'évaluation environnementale de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, telles qu'annexées à la présente ;
- de tirer et d'approuver la synthèse de la procédure de participation du public par voie électronique, comportant les réponses formulées par la Collectivité, telle qu'annexée à la présente ;
- d'approuver les motifs présidant à la décision d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, tels qu'exposés ci-avant et développés dans la note de motivation de la décision annexée à la présente ;
- de préciser que les observations et propositions, leur synthèse et les motivations en vue de l'approbation du dossier de réalisation de la ZAC seront mises à disposition du public pendant 3 mois ;
- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 décembre 2019 émettant un avis favorable sur le projet de programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, telle que jointe en annexe du dossier de réalisation et approuvant notamment la remise des ouvrages à intégrer dans le patrimoine de la Métropole ;
- d'approuver le programme des équipements publics de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer dont le projet est contenu dans le dossier de réalisation, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de confirmer que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer seront exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement, conformément aux dispositions des articles 1585 paragraphe C du code général des impôts et 317 quater de l'annexe II du code général des impôts ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse de la participation du public par voie électronique relative à l'évaluation environnementale de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer
- Note de motivation de la décision d'approbation du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer
- Programme des Equipements Publics de la ZAC port Marianne - Consuls de Mer
- Dossier de réalisation de la ZAC port Marianne - Consuls de Mer

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Daniel BOULET, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Quartier Prés d'Arènes - ZAC de la Restanque - Programme des équipements publics de la ZAC - Dossier de réalisation de la ZAC - Approbation

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4ème ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier actif de 125 ha regroupant de l'habitat de formes diversifiées (collectifs, maisons de ville ...), des activités, des bureaux, des commerces et des équipements publics. Cette mixité programmatique accompagnera le développement du Marché d'Intérêt National (M.I.N.) afin de conférer au quartier une nouvelle identité autour de l'alimentation durable et les produits locaux. Ce projet ambitionne aussi de ramener la nature dans le quartier en désimperméabilisant le sol afin d'améliorer le cadre de vie, la biodiversité et la lutte contre les inondations. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30

mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession, devenue en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier. Aujourd'hui, diverses études et opérations « tests » ont permis à la Ville de Montpellier de valider une stratégie et une méthode permettant d'affiner la programmation selon des principes fondateurs contemporains permettant d'améliorer la prise en compte des impératifs du réchauffement climatique et des enjeux mis en valeur par le « Manifeste de Montpellier pour une Ville écologiste et humaniste », et le Plan Climat Energie Territorial en cours d'étude par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les principes fondateurs de l'évolution du quartier sont les suivants :

- créer un quartier actif qui s'appuie sur la dimension économique déjà présente,
- permettre le développement du MIN compatible avec le futur quartier et créer une identité de quartier autour d'un pôle dédié à l'alimentation durable et les produits locaux,
- agrandir les îlots pour favoriser leur végétalisation, la diversité des programmations immobilières et de la composition urbaine,
- organiser les déplacements pour un espace public partagé,
- intégrer les contraintes et les risques hydrauliques
- désimperméabiliser les sols et réintroduire la nature dans le quartier et (réduction de l'empreinte carbone),
- ajuster les hauteurs pour produire des habitats diversifiés, en respectant le patrimoine paysager historique de la Ville,
- créer des polarités à l'échelle du quartier,
- diversifier les formes d'habitat et assurer la mixité sociale.

Ces études ont permis d'aboutir à une proposition de Programme des Equipements Publics (PEP) ainsi qu'un projet de dossier de réalisation.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC Restanque a constitué un dossier de réalisation ; celui-ci, joint à la présente délibération, comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps,
4. la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le programme des équipements publics.

Une mise à jour de l'étude d'impact complète le dossier de réalisation. Conformément à l'avant dernier alinéa de l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, l'étude d'impact initiale fait l'objet d'un complément, au regard des nouveaux éléments d'informations dont la collectivité ne pouvait avoir connaissance au moment du dossier de création de la ZAC de la Restanque.

1. Le programme des équipements à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Restanque inclut :

- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseaux d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseaux d'eaux usées,
 - réseaux d'eau potable,
 - points d'eau incendie,
 - réseaux de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - réseaux de télécommunications,
- Les équipements publics de superstructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - la création de deux groupes scolaires,
 - la création d'une cuisine centrale.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis, ainsi que le financement des ouvrages.

La réalisation des équipements publics de compétence métropolitaine aura pour maîtrise d'ouvrage la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, dont les réseaux EU et AEP publics existants nécessitant un renforcement.

Pour le renouvellement des réseaux d'assainissement des eaux usées nécessaires également aux besoins de l'opération d'aménagement, ceux-ci seront pris en charge à hauteur de 50 % par la Métropole. Les travaux de renouvellement des réseaux non liés aux besoins induits par l'opération d'aménagement, la maîtrise d'ouvrage et le financement de ces derniers sont assurés par Montpellier Méditerranée Métropole.

Hors renouvellement des réseaux pour l'assainissement des eaux usées, les coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences seront donc pris en charge par l'opération d'aménagement.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis au concédant de la SA3M soit la Ville de Montpellier, en présence de Montpellier Méditerranée Métropole aux fins d'incorporation dans leur patrimoine. Un procès-verbal de remise d'ouvrage tripartite ainsi qu'un acte authentique tripartite le cas échéant seront signés à cette occasion comme précisé à la concession d'aménagement.

Concernant la réalisation des équipements de compétence de la Ville de Montpellier, le programme des équipements publics prévoit la répartition suivante :

- les espaces verts et la cuisine centrale aura pour maîtrise d'ouvrage la SA3M, Ces équipements sont prévus dans le cadre de la ZAC, avec une participation à 100% de la Ville ;
- les groupes scolaires auront pour financeur et maître d'ouvrage la Ville.

La remise des ouvrages réalisés par la SA3M sera faite conformément au traité de concession d'aménagement.

2. Le programme global des constructions à réaliser dans la zone :

Le programme des constructions nouvelles de la ZAC prévoit la réalisation :

- de l'ordre de 7 500 logements: logements familiaux (libres, abordables et sociaux) et spécialisés (étudiants, seniors, jeunes actifs),
- environ 100 000 m² de surfaces de plancher destinées à de l'activité à créer ou moderniser,
- environ 8 700 m² de surfaces de plancher d'équipements publics (2 groupes scolaires).

- le maintien et le développement du Marché d'Intérêt National,
- la création d'un pôle de logistique urbaine,
- la construction de la nouvelle cuisine centrale.

D'autres équipements pourront voir le jour en fonction des besoins émergeant, que ce soit à l'échelle du quartier, de la Ville ou de la Métropole.

En matière d'aménagement d'infrastructures, le programme prévisionnel comporte la réalisation de l'ensemble des voiries, réseaux divers et espaces publics nécessaires à la desserte des îlots constructibles et à la valorisation paysagère et urbaine du site.

3. Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M par délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2012 pour une durée prévisionnelle de 30 ans.

La Ville de Montpellier participe au financement du programme d'équipement public pour la partie qui est au-delà des besoins des futurs habitants, notamment pour la réalisation de la cuisine centrale qui répond à des besoins à l'échelle du territoire communal dans son ensemble.

La participation prévisionnelle de la Ville à l'opération est actuellement de 50 505 000 € HT, et comprend à la fois une participation au PEP et une participation d'équilibre.

4. L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté de la Restanque relevant de ses compétences. En date du 18 novembre 2019, le conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Restanque, comprenant notamment les modalités d'incorporation dans son patrimoine,
- le principe du financement de ces équipements,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-565 est intégrée au dossier de réalisation, joint en annexe de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-565 en date du 18 novembre 2019 approuvant le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Restanque, le principe de leur financement et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, telle que jointe en annexe 1 de la présente délibération ;
- d'approuver le programme des équipements publics de la Zone d'aménagement concerté Restanque dont le projet est contenu dans le dossier de réalisation, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;

Délibération n°V2019-480

- d'approuver le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement concerté Restanque complété d'une mise à jour de l'étude d'impact, établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, et tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ZAC de la Restanque.pdf
- Dossier réalisation V9.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFÉ - P.F.R.A.

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Daniel BOULET, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Tranche 1 - Lot 3f - ACM Habitat

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

Délibération n°V2019-481

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°3f de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	ACM Habitat Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°544a
Surface du lot :	1 035 m ² environ
Nature du projet :	36 logements collectifs locatifs sociaux
SDP envisagée :	2 610 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	2 680 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 3f de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-481

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT**

31 DEC. 2019

**D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.**



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Daniel BOULET, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Tranche 1 - Lot 5a1 - M&A Promotion

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

Délibération n°V2019-482

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrège à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de M&A Promotion pour le lot n°5a1 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	M&A Promotion Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°567
Surface du lot :	1 330 m² environ
Nature du projet :	57 logements collectifs en accession libre
SDP envisagée :	4 000 m² SDP
SDP maximale autorisée :	4 200 m² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de M&A Promotion pour la construction de logements collectifs en accession libre sur le lot 5a1 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Daniel BOULET, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUS

ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Tranche 1 - Lot 5a2 - ACM Habitat

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrège à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°5a2 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	ACM Habitat Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°567
Surface du lot :	1 330 m ² environ
Nature du projet :	56 logements collectifs dont 23 en accession abordable PSLA et 33 logements en locatif social
SDP envisagée :	3 900 m ² SDP dont : dont 1 600 m ² SDP destinés au logement en accession abordable dont 2 300 m ² SDP destinés au logement locatif social
SDP maximale autorisée :	4 095 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour la construction de logements collectifs en accession abordable PSLA et en locatif social sur le lot 5a2 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.I.
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.L.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature - Tranche 1 - Lot 5e1 ERILIA pour le compte de l'association LEPIC&COLL&CALM

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrège à l'ancien sans l'effacer;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ERILIA pour l'association LEPIC&COLL&CALM pour le lot n°5e1 de la ZAC EAI. Ce projet repose sur un programme d'habitat participatif porté par le groupement d'habitants Lepic&Coll&Calm, pour la réalisation de 20 logements collectifs en accession abordable et en accession sociale coopérative.

Maître d'ouvrage :	ERILIA pour l'association LEPIC&COLL&CALM
Localisation du projet :	Section HY n°557b
Surface du lot :	873 m² environ
Nature du projet :	20 logements collectifs en accession abordable PSLA et accession sociale coopérative
SDP envisagée :	1 530 m² SDP
SDP maximale autorisée :	1 606 m² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ERILIA pour l'association LEPIC&COLL&CALM pour la construction de logements collectifs sur le lot 5e1 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.I.
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

ZAC EAI - Demande d'agrément de candidature Tranche 1 - Lot 5e2 - ACM Habitat

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la ville de Montpellier a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 26 avril 2018 puis par le conseil municipal de la ville de Montpellier par délibération du 28 juin 2018 qui a également approuvé le programme des équipements publics de la ZAC EAI.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

Délibération n°V2019-485

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrège à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront des activités innovantes de l'industrie culturelle et créative, des structures de formation et des commerces de proximité ;
- Valoriser le parc Montcalm de 21.3 hectares, support d'activités sportives et de loisirs, tout en permettant d'assurer la gestion hydraulique et de renforcer la trame verte du secteur.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour le lot n°5e2 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage :	ACM Habitat Montpellier
Localisation du projet :	Section HY n°557a
Surface du lot :	1 147 m ² environ
Nature du projet :	30 logements collectifs locatifs sociaux
SDP envisagée :	2 150 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	2 257 m ² SDP

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'ACM Habitat pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 5e2 de la ZAC EAI ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature Lot VIII.b1 - SCCV Montpellier TECH POWER

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable.

Il s'agit d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des commerces et des équipements publics (parking...), un pôle tertiaire constitué de 3 bâtiments linéaires le long des voies ferrées qui accueillera des espaces de co-working, des bureaux et un hôtel innovant.

Ce quartier est très bien desservi en transports collectifs (Pôle d'Echanges Multimodal – gare Nouveau Saint Roch, 4 lignes de tramway, ...) et accueille par ailleurs également le parc urbain René Dumont, d'une superficie d'environ 1,5 ha à terme.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de la SCCV Montpellier TECH POWER en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VIII.b1 de la ZAC, la réalisation d'un projet recevant des activités tertiaires

Dénomination du candidat :

SCCV Montpellier TECH POWER

Localisation :	ZAC Nouveau Saint-Roch Lot VIII.b1
Parcelles cadastrées :	section EV 551p, 552p, 538p et 560p
Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :	1 407 m ²
Nature du projet :	activités tertiaires
SDP envisagée :	7 327 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	7 500 m ² SDP

La SERM précise que la candidature de SCCV Montpellier TECH POWER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la SCCV Montpellier TECH POWER pour la construction la réalisation d'un projet recevant des activités tertiaires sur le lot VIII.b1 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot n°21 - URBIS REALISATIONS

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus

Délibération n°V2019-487

denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir renforcer sa desserte en transport en commun, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1er septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1er mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature d'URBIS Réalisations pour le lot 21 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat :	URBIS Réalisations 8-10 rue des 36 Ponts 31 100 TOULOUSE
Localisation :	ZAC Ovalie (7 ^{ème} tranche) Lot 21
Parcelle cadastrée :	Section PB 286p
Surface du lot :	1 362 m ²
Nature du projet :	50 logements collectifs (25 logements en accession à la propriété abordable et 25 logements en accession libre)
SDP envisagée :	3 360 m ² SDP dont 1 585 m ² SDP en accession abordable dont 1 585 m ² SDP en accession libre dont 190 m ² SDP d'activités
SDP maximale autorisée :	3 528 m ² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature d'URBIS Réalisations en vue de la réalisation d'une opération de 50 logements collectifs en accession à la propriété abordable et en accession libre sur le lot 21 de la ZAC Ovalie ;

Délibération n°V2019-487

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUSS

ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot 22a1 - ACM Habitat

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus

denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir renforcer sa desserte en transport en commun, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1er septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1er mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de d'ACM Habitat pour le lot 22a1 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat : ACM HABITAT
407 avenue du Professeur E. Antonelli
34070 MONTPELLIER CEDEX3

Localisation : ZAC Ovalie (7^{ème} tranche)
Lot n°22a1

Parcelle cadastrée : Section DP41

Surface du lot : 1 101 m²

Nature du projet : 30 logements collectifs locatifs sociaux

SDP envisagée : 1 850 m² SDP

SDP maximale autorisée : 1 943 m² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société ACM Habitat en vue de la réalisation d'une opération de 30 logements collectifs locatifs sociaux sur le lot 22a1 de la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-488

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

31 DEC. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

ZAC Ovalie - Demande d'agrément de candidature Tranche 7 - Lot 22a2 - FDI Promotion

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 26 juin 2003, le Conseil municipal a décidé de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et la vallée du Rieucoulon à l'ouest.

Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus

Délibération n°V2019-489

denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Vanières et la place de la Providence. Ce secteur va voir renforcer sa desserte en transport en commun, avec le passage de la ligne 5 du tramway et l'implantation d'une station rue Bugarel, face au stade de rugby à l'horizon 2025.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1er septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1er mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de FDI Promotion pour le lot 22a2 de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Dénomination du candidat :	FDI Promotion Immeuble Harmonie 501 rue Georges Méliés 34078 MONTPELLIER CEDEX3
Localisation :	ZAC Ovalie (7 ^{ème} tranche) Lot n°22a2
Parcelle cadastrée :	Section PB 40
Surface du lot :	4 789 m ²
Nature du projet :	60 logements collectifs (30 logements en accession à la propriété abordable et 30 logements en accession libre) 1 local commun
SDP envisagée :	3 847 m ² SDP dont 1 884 m ² SDP en accession abordable PSLA dont 1 912 m ² SDP en accession libre dont 51 m ² SDP destinés à un local commun
SDP maximale autorisée :	4 000 m ² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal/

- d'agréer la candidature de FDI Promotion en vue de la réalisation d'une opération de 60 logements

Délibération n°V2019-489

collectifs en accession à la propriété abordable et en accession libre sur le lot 22a2 de la ZAC Ovalie ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

ZAC Port Marianne - République Agrément de candidature - Lot A2 - ACM Habitat

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne – Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

A l'issue du concours d'urbanisme, le Conseil municipal a décidé de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

Par conséquent, la phase opérationnelle peut démarrer à travers le lancement de la consultation du premier îlot, l'îlot A, qui se situe au nord-ouest de la ZAC et à l'angle sud-est de la Place Pablo Picasso.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM HABITAT en vue de la cession du lot n°A2 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- Dénomination du candidat : ACM - HABITAT
- Localisation : Lot A2
- Parcelles cadastrées : Section SB 172b, SB 173a, SB 258a, SB 259a, SC 249, SC 254 ;
- Nature du projet : Réalisation de logements collectifs sociaux, bureaux et locaux commerciaux ;
- Surface du lot : 2 518 m² ;
- SDP envisagée : 4 117 m² SDP ;
- SDP maximale autorisée : 4 300m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature d'ACM HABITAT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM HABITAT en vue de la réalisation de logements collectifs sociaux, bureaux et locaux commerciaux sur le lot A2 de la ZAC Port Marianne – République,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane" ZAC de la Pompignane- Secteur Coeur de quartier - Agrément de candidature de la SCI "Pompignane Développement" en vue d'une cession foncière

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane. Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 septembre 2016 et notifiée le 22 novembre 2016.

Inclus dans le périmètre de la concession, un projet immobilier d'initiative privée a été porté à la connaissance de la Collectivité. Localisé sur le terrain de l'actuel centre commercial de la Pompignane (parcelle CR304), ce projet immobilier se situe désormais au sein du périmètre de la ZAC de la Pompignane, dans le cœur de quartier.

Conformément à la fiche de lot établie pour cette opération immobilière par l'architecte en chef du projet de renouvellement urbain, l'atelier CASTRO/ DENISSOF & ASSOCIES, le projet de construction doit venir à l'alignement de l'avenue Alphonse Juin et se développer plus largement que sur la seule parcelle d'origine.

Délibération n°V2019-491

Pour ce faire, le promoteur doit acquérir deux emprises détachées de la parcelle mitoyenne CR303, dont la SA3M s'est portée acquéreur.

L'acquisition de ces parcelles par le promoteur finalisera la maîtrise de différents tènements fonciers, en vue de réaliser un programme de logements collectifs neufs, commerces et bureaux. Cette cession foncière permet d'accentuer le processus de renouvellement urbain.

Aussi, conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de la SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT en vue de la cession de ces deux parcelles issues de la parcelle CR303, la nouvelle numérotation de ces parcelles étant en cours.

Dénomination du Candidat :

SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT, domiciliée au 125 rue Gilles Martine 34070 MONTPELLIER, représentée par son gérant OCEANIS PROMOTION,

Localisation des terrains à céder : rue André Malraux
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Parcelle CR0303b d'une surface cadastrale de 642 m²
Parcelle CR0303c d'une surface cadastrale de 576 m²

Surface totale à céder : 1 218 m² ;

Nature du projet : Construction d'un programme neuf de logements collectifs avec commerces et bureaux en RDC

SDP maximale autorisée : 8 500m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature de la SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la SCI POMPIGNANE DEVELOPPEMENT pour la cession foncière par l'aménageur SA3M des terrains susmentionnés, en vue du projet susvisé.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.I.
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Quartier Port Marianne - ZAC Blaise Pascal Suppression de la ZAC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est située à l'est de la commune de Montpellier, dans le quartier Port Marianne.

Les objectifs de cette opération ont été arrêtés par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 9 juin 1987 et la ZAC Blaise Pascal a été créée par délibération du Conseil Municipal du 29 février 1988. Par délibération du Conseil Municipal du 29 février 1988, la concession de la ZAC Blaise Pascal a été confiée à la SERM (Société d'équipement de la Région Montpelliéraine) et le dossier de réalisation a été approuvé.

Une modification permettant d'augmenter le périmètre de la ZAC a par la suite été engagée et le dossier modificatif de ZAC correspondant a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 9 novembre 2001.

Le quartier Blaise Pascal, situé de part et d'autre des parcs d'activités du Millénaire fut l'un des premiers réalisés à Port Marianne.

Il répond à plusieurs objectifs urbains, notamment :

- Rapprocher l'habitat et les activités,
- Offrir tous types de logements : petits collectifs, maisons de ville, intermédiaires, et une mixité sociale avec la création de logements sociaux,
- Privilégier l'intégration des espaces verts à la ville, à travers une large esplanade structurante, des parcs publics...

La définition architecturale de l'opération, signée Claude Vasconi, privilégie l'ouverture des logements sur leur environnement : larges terrasses, rez-de-chaussée protégés par des jardins privés, espaces extérieurs collectifs traités en espaces verts ou piscines.

Au 31 décembre 2018, 152 006 m² de SDP (surface de plancher) de constructions ont été réalisés dans la ZAC Blaise Pascal dont :

- 1 826 logements réalisés, dont 458 logements sociaux (25%), soit 122 752 m² de SDP,
- 11 376 m² de SDP de bureaux,
- 782 m² de SDP de commerces,
- 15 557 m² d'équipements publics.

Les équipements publics réalisés dans cette opération sont les suivants :

- Le groupe scolaire composé de l'école élémentaire Blaise Pascal et de l'école maternelle Sarah Bernhardt ;
- Le Gymnase Mireille Bessière ;
- La Maison pour tous Mélina Mercouri ;
- Le square du Colonel Vedel ;
- La place Tycho Brahé ;
- Le parc de Costebelle ;
- La Caserne de CRS.

Au 31 décembre 2018, le programme de la ZAC Blaise Pascal (programme des constructions et programme des équipements publics) a donc été réalisé en totalité.

Considérant que le programme de la ZAC est entièrement réalisé, que les terrains à bâtir sont construits et que la concession avec la SERM est échue depuis le 31 décembre 2018, il convient aujourd'hui de prononcer sa suppression conformément à l'article R 311-12 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de supprimer la Zone d'Aménagement Concerté Blaise Pascal conformément à l'article R 311-12 du code de l'urbanisme ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R 311-5 du code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à disposition du public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de présentation de suppression de la ZAC

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

ZAC Port Marianne-République - Cession de terrains à la SA3M Avenue Raymond Dugrand et avenue Nina Simone

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concerté (ZAC), dont la création a été approuvée par le Conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signé le 7 avril 2015.

Il a été proposé par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'en échelonner pour chacun le paiement.

Par signature d'un premier acte notarié le 20 décembre 2017, la Ville a cédé à la SA3M quatre parcelles. Un deuxième acte, ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal le 12 juin 2019, est en cours de rédaction par le notaire pour une signature avant la fin de l'année 2019.

En plus des quatre actes notariés prévus, la SA3M sollicite la Ville en vue d'acquérir des reliquats de parcelles situées le long des avenues Raymond Dugrand et Nina Simone, telles que précisées ci-dessous :

parcelles à céder	superficie	prix de vente
SB 259b (370 m ²) et SB 259a (34 m ²)	404 m ²	3708 €
SB 15a	16 m ²	768 €
SB 261a	89 m ²	2670 €
SC 228b (47 m ²) et SC 228c (16 m ²)	63 m ²	15183 €
SC 216a (42 m ²) et SC 216b (20 m ²)	62 m ²	553 €
SC 218a	47 m ²	17907 €
SC 220a	10 m ²	385 €
SC 222a	21 m ²	525 €
SE 108a	167 m ²	2505 €
SE 178a	230 m ²	6210 €
SE 15a (1 m ²) et SE 15b (112 m ²)	113 m ²	6738 €
total	1222 m²	57 152 €

Suivant l'avis des domaines du 13 novembre 2019, les services fiscaux ont évalué ces terrains d'une superficie de 1222 m² à 57152 €, soit le prix d'acquisition de ces terrains.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées SB 259b, SB 259a, SB 15a, SB 261a, SC 228b, SC 228c, SC 216a, SC 216b, SC 218a, SC 220a, SC 222a, SE 108a, SE 178a, SE 15a et SE 15b d'une superficie totale de 1222 m² au prix de 57152 € HT (cinquante-sept mille cent cinquante-deux euros),
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur,
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Acquisition d'un terrain - Rue de Ferran, Montpellier Propriété de Madame Ollivia GASTANAGA

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame Ollivia GASTANAGA est propriétaire, par héritage, d'une emprise de terrain de 2 815 m², à extraire de la parcelle BD 243, en cours de numérotation et a sollicité la Commune pour son acquisition.

La totalité de cette parcelle est située en zone naturelle (Espaces Naturels Sensibles). Elle est grevée des réserves C 13 (réservation pour la création d'un cheminement piéton le long du Lez) et R 19 (réservation pour équipement léger d'animation et de protection écologique du Lez Vert) du Plan Local d'Urbanisme et se situe en zone submersible rouge.

Il s'agit d'un secteur particulièrement végétalisé, à proximité du Zoo du Lunaret et en bordure du Lez. Cette acquisition permettrait à la collectivité de maîtriser un espace naturel préservé plus important, en associant la parcelle mitoyenne BD 36 déjà propriété de la commune.

Il est proposé d'acquérir ce terrain au prix de 11 €/m² soit 30 965 € (trente mille neuf cent soixante-cinq euros) pour 2 815 m².

Par courrier en date du 28 novembre 2019, Madame Ollivia GASTANAGA a donné son accord sur les modalités de la transaction.

Délibération n°V2019-494

L'étude LEXNOT à Montpellier a en charge les intérêts de Madame GASTANAGA. Il est proposé de lui confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Madame Ollivia GASTANAGA, une emprise de terrain de 2 815 m², à extraire de la parcelle BD 243p, en cours de numérotation, rue de Ferran à Montpellier,
- d'accepter la transaction au prix de 11 €/m² soit 30 965 € (trente mille neuf cent soixante-cinq euros) pour une superficie de 2 815 m².
- de confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété à l'étude LEXNOT à Montpellier, aux frais de la Ville de Montpellier.
- de dire que les dépenses relatives à cette acquisition seront réalisées sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Bail emphytéotique relatif à l'occupation du stade de l'Abbé Prévost, rue Beauséjour- Ville de Montpellier / SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 22 mai 2014, le Conseil municipal a autorisé la signature d'un protocole d'accord tripartite entre la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, la société SOGEPROM SUD REALISATIONS et la Ville de Montpellier. Signée le 24 juin 2014, cette convention avait pour objet de contracter diverses obligations entre les trois partenaires visant à garantir un nouvel équilibre entre la réalisation d'ensembles immobiliers et le maintien d'équipements sportifs ouverts au public dans le quartier des Beaux-Arts-Pierre Rouge.

Une délibération du 26 juin 2014 a, en application de ce protocole, autorisé la signature d'une promesse de bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE. Cette dernière, signée le 18 juillet 2014, conférait à la Ville la promesse d'un titre pérenne pour une durée de 18 ans pour l'occupation du terrain de sport situé rue de Beauséjour, une fois celui-ci réaménagé par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS, intervenant pour le compte de la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE.

La société SOGEPROM SUD REALISATIONS devait à ce titre, et pour le compte de la SA de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, reconstituer un terrain de sport homologué a minima à la norme U13 au titre de la pratique en compétition officielle du football, clôturé, éclairé, et remettre en état des vestiaires. Le terrain réalisé en nature de stabilisé et d'une dimension minimale de 92 x 56 m, dégagements compris, doit permettre une homologation pour le football à 8, répondant ainsi aux normes des compétitions en U9 à U15.

La Ville acceptait, une fois l'équipement sportif réalisé, de s'en porter locataire.

Les divers contentieux portés contre les permis de construire octroyés dans le cadre de l'opération immobilière prévue entre la SA l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE propriétaire et la société de promotion immobilière qui est son prestataire, désormais purgés de tout recours, ont conduit à un décalage des opérations de construction.

Il convient aujourd'hui de prévoir la signature du bail emphytéotique définitif, constitutif de droits réels, entre la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, propriétaire de l'emprise foncière, et la Ville, pour une durée de 18 ans et pour une redevance annuelle de 20 000 €.

Ce bail emphytéotique prendra effet à la réception de l'équipement sportif par son propriétaire, correspondant à la date d'achèvement des travaux, et dans un délai maximal de trois mois à compter de la signature dudit bail.

Les conditions initialement convenues en 2014 dans la promesse de bail en demeurent inchangées.

La Ville devra, à compter de cette date, assurer la prise en charge de tous impôts et taxes, charges d'entretien du bien, y compris les grosses réparations conformément à la réglementation applicable à ce type de contrat.

Le bail prévoit une utilisation partagée du bien pour satisfaire à la fois les besoins de la Ville, de ses associations, des habitants du quartier, et les besoins des établissements scolaires privés sous contrat en lien avec la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes du bail emphytéotique consenti à la Ville par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE joint en annexe ;
- d'autoriser la signature du bail emphytéotique qui sera réitéré par acte notarié ;
- de dire que Me Fabrice GANIGAL, notaire à Montpellier, désigné par la société de l'ENCLOS SAINT FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE, sera chargé de la réitération de l'acte ;
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville, chapitres 905 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est donc demandé au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 24 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet Bail emphytéotique Enclos St François et Ville pour dcm.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Transfert de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, du complément d'assiette foncière nécessaire à l'extension du complexe funéraire Saint Etienne

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La création d'un cimetière métropolitain, dans le prolongement du cimetière Saint-Étienne à Montpellier, est une réponse à un besoin fort de nouvelles places de sépultures sur notre territoire, confirmé par les communes de Montpellier Méditerranée Métropole, dès la prise de compétence par délibération du 30 septembre 2015.

Engagée dans une politique volontariste, mise en œuvre dès sa création, la Métropole a lancé la conception, la réalisation et la gestion de cet équipement funéraire en vue d'apporter un accompagnement digne et respectueux aux familles endeuillées.

D'une superficie de 13,5 hectares et d'une capacité de 12 000 places, l'équipement a été pensé pour offrir un lieu propice au recueillement et au partage, offrant à l'ensemble de la population les meilleures conditions d'obsèques, dans le respect de toutes les croyances, tous les cultes, dans un cadre neutre, laïque et républicain. Des îlots répondront à tous types d'inhumation, dont les regroupements confessionnels juifs et musulmans. Deux jardins du souvenir et un ossuaire sont prévus.

Au-delà, le site a été conçu, par le cabinet d'urbanisme et d'architecture Traverses, et sera aménagé comme un véritable parc paysager méditerranéen. Ce concept est un choix fort de la Métropole pour des raisons à la fois esthétiques, ornementales et environnementales. Plus de 1300 arbres seront plantés.

Par délibération en date du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a décidé le transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du terrain d'assiette principal dévolu à la création du cimetière. Il avait également été envisagé dès cette délibération de procéder, en fonction de l'évolution du projet alors en phase d'étude, aux ajustements fonciers induits par son évolution.

Il est proposé de procéder auxdits ajustements fonciers au titre de la compétence métropolitaine en matière funéraire :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origine de propriété	Servitudes
Extension du cimetière	RL n° 12a RL n° 10c RL n° 8	82 539 12 030	Acte du 31/12/1976 – Institut Bouisson- Bertrand	Maintien du service Etat Civil

La Métropole exerçant de plein droit, en lieu et place des communes-membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales et un dispositif spécifique de transfert des assiettes foncières et équipements publics relatifs à ces compétences étant dès lors applicable, cette cession complémentaire intervient dans le cadre du dispositif de l'article L.5217-5 du CGCT. Sur ce fondement, la Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens et les contrats en cours seront exécutés jusqu'à leur échéance. La cession de ces biens sera opérée à titre gratuit et ne donnera lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Les contenances cadastrales exactes seront le cas échéant précisées lors de l'établissement du document d'arpentage de division par géomètre-expert.

Concernant l'avancement du projet, les travaux ont démarré. Une déclaration préalable aux travaux a été octroyée par arrêté le 25 octobre dernier en vue de réaménager l'entrée du site et de créer un parking. La demande de permis de construire de la phase 1 – en vue de la construction de la conciergerie et de l'ossuaire est en fin d'instruction. Les travaux relatifs à la phase 1 seront livrés en 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
- de confier à un notaire la rédaction de l'acte de transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauvour TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Demande de suppression de cahier des charges de lotissement Parcelle EY n°421 - Rue du Moulin des Sept Cans

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée EY n°421, située rue du Moulin des Sept Cans à Montpellier. Cette parcelle a été acquise dans le cadre de la réalisation de l'aménagement du carrefour de la rue de Moulin des Sept Cans et de l'avenue Albert Dubout. Elle est incluse dans le périmètre d'un lotissement créé le 27 septembre 1929 comprenant également les parcelles cadastrées EY n°422, appartenant à la SERM, et EY n°143, appartenant aux consorts GRAS.

Dans le cadre de la création du lotissement « CAYREL », les charges, clauses et conditions du lotissement s'imposant aux acquéreurs des lots, ont été établies aux termes d'un acte sous signatures privées le 27 septembre 1929 et déposé le 13 mars 1930, avec le plan de division et d'aménagement des terrains au rang des minutes de Maître André SOULAS, alors notaire à Montpellier.

La portée contractuelle de ce cahier des charges a perduré dans le temps.

Aujourd'hui, le maintien de ce cahier des charges n'a plus d'utilité, il convient donc de procéder à son abrogation afin de permettre, notamment, la réalisation des aménagements d'espaces publics pour lesquels la parcelle EY n°421 a été acquise.

Cette abrogation doit être effectuée par acte notarié avec l'accord unanime de tous les colotis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'abrogation du cahier des charges de lotissement « CAYREL » auquel est soumise la parcelle cadastrée EY n°421, sise commune de Montpellier et appartenant à la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte authentique de suppression du cahier des charges de lotissement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
31 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Démocratie participative,
Vie associative et Maisons
pour tous**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour Tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2019/2020, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 21 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5945 € pour les associations suivantes :

MPT BRASSENS : Les arts du cirque Balthazar : 245€, Les petits débrouillards : 300€, Culture physique fondamentale : 165€, Compagnie Antibrouillards : 455€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 270€

MPT COLUCCI : Devenet : 110€

MPT CURIE : Lemoovenement : 245€

MPT ESCOUTAIRE : Groupe d'entraide mutuelle Lesseps : 140€, Chemins des cimes : 190€

MPT FEUILLADE : Artivistes : 165€, Tin hinan : 330€, Notag street culture : 1430€, Octopus expression : 165€, Compagnie moustache : 165€

MPT LAGRANGE : La ligue des droits de l'homme : 245€

MPT PAUL EMILE VICTOR : Les ours molaires : 165€

MPT ST EXUPERY : Mag danses : 140€, Sonikete Flamenco : 110€, Numérique Montpellier: 140€

MPT VILLON: Montpellier Scrabble: 385€, Mission locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole : 385€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 26 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6545€ pour les associations suivantes :

MPT CAMUS : Comité de quartier Croix d'Argent : 110€, Ma Vie : 55€

MPT CHAMSON : Handic'art : 110€

MPT CHOPIN : Les mains enchantées : 440€

MPT ESCOUTAIRE : Theavida : 275€, Association Féminine Jasmin d'Orient : 440€, Compagnie Poussière : 55€, Les P'tits Loups de Saint Martin : 550€, AXENTS Le Tremplin des entrepreneurs : 55€, Comité de quartier Mion Association : 165€, Ecole Chevaleresque d'art martial historique européen - Confrérie des Chevaliers du Saint-Esprit (ACMH) : 110€.

MPT LAGRANGE : Les Louveteaux de l'Impro : 110€, Lez' Arts-Mêlés : 1045€, R&R : 550€, les petits débrouillards : 110€, Lève-toi et danse : 550€, Jordelan : 110€, Amicale des catalans de Montpellier El Canigo : 220€

MPT PAGNOL : FAC Pas du Loup : 110€, Comité de quartier Chamberte Estanove Pas du Loup : 110€

MPT SARRAZIN : Crèche associative Les Moussaillons : 55€

MPT ST EXUPERY : AFEA : 55€, Comité de Quartier La Martelle : 55€, CEMEA : 880€, Foncia Immobilier : 165€, EAJ Crèche La Ribambelle : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel
- tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Cité Educative Montpellier Mosson Attributions de subventions - Année scolaire 2019-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le programme des Cités Educatives, initié par les Ministères de la Ville et de l'Education Nationale, a pour objectif de contribuer à réduire les inégalités de réussite scolaire en créant des « Territoires à haute qualité éducative » où l'accent sera mis notamment sur le renforcement du rôle de l'école, la continuité éducative et l'implication des parents ainsi que sur la coordination des dispositifs.

80 territoires français ont été sélectionnés par décision ministérielle en septembre 2019.

La candidature de Montpellier pour le Quartier Mosson a été retenue sur la base d'un dossier élaboré conjointement par les services de la Préfecture, de l'Education Nationale, de la Ville et de la Métropole et conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 18 Juillet.

Le programme Cité Educative se décline jusqu'en 2022 avec pour ambition d'être rapidement opérationnel. A ce titre, un premier plan d'action d'un montant total de 64 300 € a été adopté pour l'année scolaire 2019-2020, avec un cofinancement de l'Etat à hauteur de 42 500 €. Pour permettre une exécution immédiate ces sommes ont été imputées au budget 2019 de la Ville par une Décision Modificative adoptée par le Conseil Municipal du 21 Novembre 2019.

Les actions prévues pour l'année scolaire 2019-2020 sous forme de subventions se déclinent comme suit :

- Pour la thématique Education :

Délibération n°V2019-499

N°	Organisme bénéficiaire	Projet	Montant
3112	Caisse des Ecoles	Prévention du décrochage scolaire et des ruptures éducatives pour les 10-16 ans	20 000 €
551	OCCE 34	Renforcer les Projets Artistiques et Culturels dans les écoles Heidelberg, Copernic, Averroes, Boulloche, Mallet et Roosevelt	12 000 €
1469	Les Francas	Renforcer l'accueil périscolaire dans une logique de projets et d'échanges	2 500 €
2294	GFEN	Renforcer le travail éducatif auprès des enfants en Centres de Loisirs.	500 €
3901	Halte Pouce	Accompagner l'accueil en centre de loisirs des enfants en situation de handicap	3 000 €

- Pour la thématique Cohésion Sociale :

N°	Organisme bénéficiaire	Projet	Montant
5012	Compagnie Minibus	Sensibilisation des enfants des écoles à l'accueil d'enfants en situation de handicap et maladies chroniques dans leur classe	7 100 €
1330	CODES 34	Formation de professionnels sur le bon usage des écrans	1 800€
6856	MIAM	Ateliers d'éducation nutritionnelle pour les parents du territoire	1 800€
2575	Ecole des Parents et des Educateurs	Actions de sensibilisation et de coordination sur le thème de l'éducation à la parentalité (Alimentation, activité physique, estime de soi, écrans, sommeil) dans le cadre de l'action de prévention de prévention « J'agis pour ma santé »	5 400 €
3746	Association Uni'sons	Développer l'offre d'accueil et d'accompagnement socio-éducatif des 11-25 ans	6 200 €

Le montant total des subventions s'élève à 60 300 €, le solde, soit 4 000 € correspond au coût d'une formation commune enseignants/ATSEM organisée dans le cadre de Parler Bambin.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus ;
- de prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au budget 2019 sur les chapitres 932 et 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-499

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Vincent HALUSKA, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Nicole LIZA, M. Patrick RIVAS, Mme Samira SALOMON, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Réalisation d'un groupe scolaire ZAC Pierres Vives, quartier de la Mosson - Approbation de l'opération - Lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme - Demande de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau d'équipements publics est en permanence nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

Dans ce contexte, la création du nouveau quartier Pierres Vives dont une grande partie des logements est désormais habitée, génère d'après l'observatoire démographique scolaire un déficit de classes sur ce secteur, rendant nécessaire l'ouverture d'une école en 2024.

A cela s'ajoutent les besoins en renouvellement de nombreux équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson tout proche, récemment labellisé Cité Educative. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

Or le projet de renouvellement urbain envisagé vise à assurer une ouverture et une connexion du quartier de la Mosson avec les quartiers voisins, la ville et le territoire métropolitain dans leur ensemble. La localisation d'une école à l'interface entre les deux quartiers, Mosson et Pierres Vives, doit donc contribuer à cette ouverture et à l'instauration d'une mixité fonctionnelle et sociale.

Le secteur encore non urbanisé, situé en frange nord du périmètre de la ZAC départementale Pierres Vives, apparaît ainsi comme un emplacement stratégique, permettant d'amorcer le programme de renouvellement des groupes scolaires de la Mosson et de répondre aux besoins générés par les nouvelles résidences du quartier Pierres Vives.

La future école, qui se situe dans le secteur des réseaux d'éducation prioritaire (REP), s'inscrit dans les mesures prises par l'éducation nationale pour lutter contre l'échec scolaire.

Ainsi, sera mis en place le dispositif du dédoublement des classes de CP, CE1 et les grandes sections.

De plus cette nouvelle école primaire devra répondre à des objectifs environnementaux ambitieux. Le futur équipement présentera une performance BEPOS, (Bâtiment à Energie POSitive) il mettra également sur sa sobriété et son efficacité en vue d'être parfaitement éco-responsable et adapté au climat montpelliérain.

Le programme de cette opération comprend :

- 14 classes élémentaires, dont 4 classes dédoublées, auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 7 classes maternelles, dont 2 classes dédoublées, ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoirs, salle de psychomotricité, salle multimédia)
- 1 classe ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire)
- L'espace périscolaire : accueil de loisirs, restaurant scolaire et offices de restauration
- Les espaces extérieurs.

Soit une superficie totale d'environ 3 900 m².

Le coût global de l'opération est estimé à 15 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 32 000 € HT aux candidats admis à concourir.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- de décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 32 000 € H.T. par équipe ;

Délibération n°V2019-500

- de passer, avec le lauréat du concours, un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre ;
- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Carte scolaire - Rentrée 2020-2021 - Modification suite à l'ouverture de l'école Joan Miro

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article L. 212-7 du Code de l'Education impose au Maire de soumettre au Conseil municipal les modifications concernant la carte scolaire.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré.

Des modifications de la carte scolaire doivent être opérées pour la rentrée scolaire 2020-2021, en prévision de l'ouverture de l'école Joan Miro qui sera située dans la rue Sabine et Miron Zlatin.

Cette nouvelle école, prévue à terme pour 15 classes, ouvrira partiellement dès la rentrée 2020-2021 et accueillera tous les niveaux scolaires, de la petite section au CM2.

Sa construction vise à absorber l'arrivée des nouveaux enfants sur le secteur, du fait de l'expansion urbaine et de la livraison de nombreux logements sur le secteur pour les 5 années à venir.

Le nouveau secteur de l'école Joan Miro (zone en bleu sur le plan en annexe de cette délibération) sera constitué d'une partie des secteurs scolaires des écoles André Malraux et Chengdu.

Délibération n°V2019-501

Cette modification de la carte scolaire concerne uniquement les élèves qui demanderont une nouvelle demande d'inscription pour 2020-2021 : les petites sections et les Cours Préparatoire. Les élèves des autres niveaux scolaires, et déjà inscrits dans les écoles André Malraux et Chengdu, pourront conserver le droit de poursuivre leur scolarité dans leur école actuelle, conformément au principe de continuité scolaire.

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale est informé de ces modifications qu'il pourra accompagner, le moment venu, des évolutions de postes d'enseignants nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider le nouveau périmètre scolaire présenté qui entrera en vigueur à la rentrée 2019-2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- MIRO_2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Convention de financement entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et à la délibération du Conseil municipal du 20 décembre 2005, la Ville de Montpellier a mis en place en 2006 le Programme de Réussite Educative (PRE).

Compte tenu de la délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2019, la gestion et la coordination du PRE sont transférées de la Caisse des écoles au CCAS à compter du 1^{er} janvier 2020.

En 2020, le CCAS devient ainsi la structure juridique support du PRE mutualisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier. A ce titre, la subvention de 172 000 € habituellement versée par la Ville de Montpellier à la Caisse des écoles aura donc vocation à être attribuée au CCAS.

Par ailleurs, dans le cadre des actions menées au titre du PRE, certains personnels de la Ville de Montpellier sont sollicités pour conduire des interventions auprès d'enfants inscrits dans le dispositif. Des infrastructures et des services de la Ville sont également utilisés pour le fonctionnement du PRE.

Le CCAS et la Ville de Montpellier ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE par la Ville justifiant une contrepartie financière d'un montant de 72 917 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, conclue pour l'année 2020, qui décline les interventions de la Ville relevant du PRE,

Délibération n°V2019-502

précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par le CCAS à la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et le CCAS ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de financement Ville-CCAS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Dépôt de demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2020, la DRAC Occitanie propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles à réaliser par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier doit donc déposer une demande de subvention auprès de la DRAC pour un montant de 25 000 €.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC Occitanie.

Délibération n°V2019-503

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions PACE (Projets Artistiques et Culturels des Ecoles) sont prévues au budget 2020 de la Ville pour un montant global prévisionnel de 50 800 € (dont 19 800 € Ville, 6 000 € DASEN, 25 000 € DRAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, pour un montant de 25 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Accueils de Loisirs associatifs - Conventionnement de places avec la Ville de Montpellier au profit de l'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Pratiques éducatives et Plaisirs sportifs (PePs) gère un accueil de loisirs installé dans ses locaux – place Roger Salengro - depuis plusieurs années.

Cet accueil de loisirs fut initialement créé hors du cadre d'accompagnement des services de la Ville et, n'a donc pas à ce titre bénéficié jusqu'ici d'un financement municipal.

A ce jour, l'utilité sociale de PePs auprès de familles en très grande précarité est reconnue par l'ensemble des partenaires institutionnels. L'association bénéficie d'une équipe salariée et bénévole très investie et qualifiée. Cette mobilisation lui permet de se rendre très disponible pour les enfants et leur famille, et d'assurer un accompagnement global (accompagnement scolaire, accès aux loisirs, appui à la parentalité, ...). 20% du public accueilli est issu de l'Aide Sociale à l'Enfance (demandeurs d'asile et primo-arrivants) et 75% réside à Figuerolles. 2500 enfants sont accompagnés par an (dont 40% de filles).

L'accueil de loisirs est ouvert toute l'année avec une capacité de 12 pour les enfants âgés de moins de 6 ans et de 28 pour les enfants âgés de plus de 6 ans.

Pour soutenir l'association au regard de la spécificité de son action, il est proposé d'intégrer l'accueil de loisirs dans l'offre de loisirs conventionnée avec la Ville à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces 40 places s'ajoutent aux 2523 places existantes réparties sur l'ensemble de la Ville.

Conformément à la délibération V2019-191 du Conseil Municipal du 12 juin 2019, le financement municipal se fait sous la forme d'une participation versée au vu d'un état de fréquentation mensuel d'un montant de :

- 3,05€ par jour par enfant en âge d'être scolarisé en maternelle,
- 2,29€ par jour par enfant en âge d'être scolarisé en élémentaire,
- 3,81€ pour les journées à l'extérieur (camps sous toile pour la période estivale) à raison de 20 jours par an et par enfant.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire de l'accueil de loisirs sont précisées dans la convention type annexée à la présente délibération, et prendra effet au 1er janvier 2020 pour une durée d'un an renouvelable 2 fois par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le conventionnement des places gérées par l'association PePs ;
- de prévoir l'imputation de ce financement au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Daniel BOULET.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Ville Association.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'ONISEP Participation financière pour le jeu-concours "L'avenir s' imagine"- 16ème édition

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'ONISEP Montpellier organise depuis 16 ans un jeu concours « L'avenir s' imagine », qui a pour objectif de donner le goût à l'orientation, sensibiliser les enfants à l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle afin que leurs choix d'orientation soient les plus ouverts possibles. Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Cette démarche est relayée par le Conseil municipal des enfants.

La 16e édition du jeu en ligne se déroule du 1^{er} octobre 2019 au 30 avril 2020.

La Ville s'associe à cette opération en signant une convention avec l'ONISEP, aux côtés des partenaires comme la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), le réseau régional des Chambres de Métiers et de l'Artisanat Occitanie Pyrénées / Méditerranée (CRMA), la Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité Occitanie Pyrénées / Méditerranée (DRDFE), la région Occitanie Pyrénées / Méditerranée, la Mutuelle Des Etudiants (LMDE) et la Direction Territoriale Académies de Canopé de Montpellier et de Toulouse.

A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à, outre sa participation à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours et à la promotion de l'évènement via ses supports de communication, à financer cette opération pour un montant global de 2 500€ TTC.

De son côté, l'ONISEP s'engage de son côté notamment à assurer l'organisation du concours selon les modalités définies dans son règlement du concours, ainsi qu'à associer la Ville de Montpellier à la communication de l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'attribuer dans ce cadre une subvention de 2 500 € à l'ONISEP et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de participation financière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Réalisation d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm - Demande de subventions

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier a saisi l'opportunité exceptionnelle de la reconversion de l'Ancienne Ecole d'Infanterie (EAI) pour porter un programme ambitieux d'équipements sportifs dans le Parc Montcalm réaménagé.

L'aménagement du site a été confié à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Ce parc actuellement accessible au public est réaménagé sur une surface de 20 ha. Les équipements militaires ont été supprimés et la nouvelle programmation du parc permet de maintenir certaines activités, de rajouter de nouveaux usages et de concilier des lieux ombragés, des espaces d'aires de jeux et de terrains de sports.

Ainsi, à la lecture des activités qui se déroulent actuellement dans le parc, de nouveaux équipements sont construits, garantissant des espaces de détente, de bien-être mais aussi des installations sportives répondant aux normes fédérales pour être homologuées pour des entraînements ou compétitions dans certaines disciplines comme par exemple le basket 3X3 ou l'athlétisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles pour le financement de ce programme d'équipements sportifs ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Site BMX Freestyle provisoire - Convention de mise à disposition entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite réhabiliter ou installer des équipements sportifs mis à disposition des associations ou fédérations afin de répondre aux nouvelles normes fédérales et disposer ainsi d'équipements adaptés aux pratiques actuelles.

Afin d'accueillir le Pôle France de BMX Freestyle en vue des Jeux Olympiques de Tokyo puis de Paris, la Ville construit un site provisoire de BMX sur le terrain Grammont 10. Ce site sera animé par les entraîneurs nationaux de la Fédération Française de Cyclisme (FFC), et accueillera les meilleurs sportifs français ainsi qu'étrangers. Les modules seront ensuite installés sur le nouveau Skatepark de Grammont.

Cet engagement doit être formalisé par une convention de mise à disposition conclue entre la Fédération Française de Cyclisme et la Ville de Montpellier. Cette convention définit les conditions d'accueil de la FFC, les fonctionnements et la gestion des accès, les obligations de chacune des parties et l'entretien des locaux et équipements sportifs mis à disposition.

Cette autorisation d'occupation du domaine public sur le site provisoire du BMX Freestyle pour une durée de 24 mois, soit du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021, sera reconduite sur le site définitif du Skatepark de Grammont et adaptée à la gestion du nouveau site.

Délibération n°V2019-507

Cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet de préparation des sportifs français aux Jeux Olympiques 2020 de Tokyo et Paris 2024, constitue une subvention en nature, dont le montant sera valorisé et calculé en vertu de la délibération du Conseil municipal fixant les tarifs pour 2020 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition du site provisoire du BMX Freestyle avec la Fédération Française de Cyclisme ;
- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente les objectifs de préparation des sportifs français aux Jeux Olympiques 2020 de Tokyo et Paris 2024 ;
- de dire que les subventions en nature valorisables selon les tarifs votés en Conseil municipal, seront inscrites au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention afférente.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention provisoire BMX Freestyle.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Rapport sur la Politique de la Ville 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose désormais de la compétence en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;

3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan des actions menées, par objectif opérationnel et par territoire ainsi qu'un bilan financier.

Dans un souci de lisibilité, seuls les principaux projets structurants mis en œuvre en 2018 pour chacun des objectifs opérationnels ont été détaillés. Ainsi, dans ce rapport, sont mis en avant au titre :

- **De l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers :**
 - La mobilisation des entreprises dans le cadre du ProJet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) à travers la charte Entreprises et Quartiers (45 entreprises mobilisées) et la plateforme collaborative métropolitaine *Clauses sociales*, priorisant les publics des quartiers (150 entreprises concernées, 241 668 heures d'insertion réalisées par 439 salariés dont 43 % issus des QPV).
 - L'insertion professionnelle priorisant le public jeune des quartiers : chantier d'insertion Numérique *@t Work* porté par *Informatique Plus*, les commissions d'insertion et actions de proximité animées par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole avec 447 jeunes suivis en 2018.
 - Le développement économique urbain avec une offre d'accompagnement adaptée à différentes étapes du parcours de création-développement d'entreprise et, dans le quartier de la Mosson, une « fabrique à entreprendre » en cours d'expérimentation. Il s'agit de la première plateforme entrepreneuriale d'Occitanie. Deux études distinctes ont par ailleurs été réalisées en 2018 par Argo&Siloe portant sur l'opportunité et la faisabilité d'un centre d'affaires des quartiers (CAQ), et le potentiel de développement économique et commercial dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain Mosson.
- **De la mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain :**
 - La poursuite du renouvellement urbain sur les quartiers du Petit Bard et du Centre et sa finalisation sur le quartier de la Mosson (ANRU 1).
 - L'élaboration du projet de renouvellement urbain sur la Mosson et la copropriété des Cévennes
 - Des opérations anticipées sur la Mosson : démolition de la tour d'Alembert, réhabilitation des résidences Lou Cap Dou Mail, Cérès et Gémeaux.
 - L'année 2018 marque la fin de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) sur la copropriété des Cévennes 1
- **De la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents :**
 - La remobilisation des jeunes en risque de décrochage scolaire dans le cadre d'un partenariat entre associations, Education Nationale et entreprises avec notamment le projet ACTEURS porté par l'association ACTEURS en partenariat avec la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS), UFOLEP, Unis-Cité et le lycée Jean Monnet.
 - L'accompagnement des collégiens dans la recherche de leur stage d'observation de 3^{ème}, dans le cadre d'un partenariat entre les associations, les entreprises et les collègues, au travers des actions

portées par Cité citoyenne (Près d'Arènes), Génération Solidaires et Citoyennes (GSC) à la Mosson en lien les collèges des différents REP et REP+.

- Le repérage des enfants non-inscrits à l'école, action menée par le centre APAJ en partenariat avec l'Education nationale et le PRE. Cette action a notamment permis à l'Education Nationale de renforcer son protocole absentéisme pour le second degré et de le développer pour le 1^{er} degré.
- Le soutien à la jeunesse avec par exemple la démarche engagée par UFOLEP et APS 34 qui animent la commission Jeunes du réseau Mosson depuis septembre 2015. Cette commission réunit une vingtaine de partenaires et mène une réflexion autour de l'offre de loisirs pour les jeunes de 12 à 17 ans. La commission a souhaité travailler en 2018 autour de l'offre éducative et de loisirs du territoire, notamment pendant les vacances d'été et le week-end. Leurs travaux ont abouti à une mutualisation des actions existantes sur le territoire, et au développement d'actions menées en partenariat durant les vacances scolaires. L'objectif était de rendre accessibles ces actions aux jeunes, de mutualiser et de rendre cohérente l'offre de loisirs pendant les vacances scolaires.

▪ **Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements :**

- La mobilisation des établissements culturels Ville et Métropole au service des habitants des quartiers de la politique de la ville pour favoriser l'accès à la culture et au sport (telles que les actions Ideas Box (médiathèque hors les murs), le projet DEMOS, la Zone Artistique Temporaire
- Le développement des projets liés à l'accès aux droits et plus spécialement à la lutte contre l'illectronisme (manque de connaissance des clés nécessaires à l'utilisation des ressources électroniques) comme celui, par exemple, de l'APAJ ;
- L'accès à la santé avec l'organisation d'un Forum Santé par Jasmin d'Orient

▪ **De l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité :**

- Les actions liées à la Prévention de la délinquance des jeunes, la lutte contre la récidive, la prévention des violences faites aux femmes, l'aide aux victimes, la tranquillité publique et au dialogue police population,
- Les actions d'amélioration du cadre de vie : en 2018, ce sont plus de 4,6 M€ qui ont été engagés par les bailleurs avec le soutien de l'Etat et des collectivités locales (Ville, Métropole, Département) pour améliorer la qualité du service rendu et le cadre de vie des locataires du parc social au sein des QPV.

De manière globale, le rapport 2018 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,582 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville (2,67 M€).

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson/Hauts de Massane, avec 45,3% des financements accordés (la population représente 41.3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (9,5%), Figuerolles (5.4%), Près d'Arènes (5%), les Cévennes (4,7%).

Les actions mises en œuvre soit à l'initiative des associations, soit à l'initiative des institutions sont nombreuses et pourtant souvent méconnues et peu visibles car relevant de l'humain et non de l'investissement opérationnel.

Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté en 2018 le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville autour de 3 questions transversales : le développement économique et l'emploi, la jeunesse et l'accès aux droits. Elle a également confié fin 2018 à un prestataire une mission d'accompagnement des conseils citoyens qui ont été renouvelés, en juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du présent rapport annuel sur la Politique de la Ville 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville 2018 - V8.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

- Dans le cadre de la thématique HANDICAP :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	Projet	ACHAT D'UN NOUVEAU TANDEM ELECTRIQUE	1 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET	Investissement	ACHAT DE FAUTEUILS ET MATERIELS HANDIBASKET	12 000 €

Délibération n°V2019-509

	ASSOCIATION			
5086	LES FAUTEUILS DE FEU	Investissement	L'ACHAT DE FAUTEUILS HANDISPORT	7 000 €
TOTAL				19 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 20421, chapitre 904

- Dans le cadre de la thématique COHESION SOCIALE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
913	ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Projet	ACTION EDUCATIVE SUR LE QUARTIER DES CEVENNES : ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL PAR DES BENEVOLES ETUDIANTS D'ENFANTS ET DE JEUNES EN PARTENARIAT AVEC LES STRUCTURES EDUCATIVES ET ATELIERS COLLECTIFS	5 600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique SANTÉ :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
4242	MEDECINS DU MONDE	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

- Modification d'attribution d'une subvention :

Par délibération n°V2019-420 du 21 novembre 2019, la Ville de Montpellier a attribué une subvention d'un montant de 20 000 € à l'association BANQUE ALIMENTAIRE pour le projet ACHAT D'UN NOUVEAU CAMION REFRIGERE. Les crédits seront prélevés sur la nature 20421 chapitre 904.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 27 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme, '
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention Investissement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault - Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement, signé tous les 4 ans entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'allocations familiales (Caf) de l'Hérault. Il contribue, d'une part, au développement et à l'optimisation de l'offre d'accueil sur un territoire ciblé, et, d'autre part, à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants. Le précédent contrat, qui couvrait la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018, est arrivé à échéance.

Les comités techniques et les comités de pilotage chargés du suivi de ce contrat se sont réunis afin d'évaluer et d'analyser la réalisation du schéma de développement 2015-2018 au regard des réalités locales et d'examiner les nouvelles propositions et axes de travail pour la période 2019-2022.

Aujourd'hui, le contexte local s'articule autour de trois enjeux :

- Une forte évolution démographique avec l'arrivée de 3 400 nouveaux habitants par an,
- Une politique Enfance et Jeunesse qui doit s'adapter aux besoins des différentes typologies de familles,
- Une réflexion à mener autour de la future Convention Territoriale Globale.

Aussi, la Ville de Montpellier envisage de poursuivre et d'optimiser sa politique Enfance et Jeunesse dans le cadre du renouvellement du CEJ pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Au regard des bilans et des études territoriales menées par les services de la Ville et de la Caf de Montpellier, des axes de travail prioritaires ont été dégagés et regroupés sous forme de thématiques.

➤ Pour le Volet Enfance

Les objectifs d'une politique petite enfance portée par une commune sont de plusieurs ordres :

- Soutenir les familles,
- Promouvoir les droits des femmes en favorisant leur accès à l'emploi ou à la formation et la conciliation entre vie professionnelle et personnelle,
- Rendre attractif un territoire d'un point de vue économique en offrant à la population active des places d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans. L'absence de mode de garde est l'un des principaux freins à l'accès à l'emploi,
- Lutter contre les inégalités et favoriser la cohésion sociale.

La politique petite enfance mise en place par la Ville de Montpellier vise à offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de qualité, professionnel, diversifié et adapté aux besoins des familles. Cette politique se décline à tous les niveaux, depuis l'accueil des familles jusqu'au développement de l'offre d'accueil. Elle s'appuie largement sur un projet porté par la direction de l'Enfance destiné à garantir la qualité de l'accueil quotidien des enfants grâce à des professionnels formés et reconnus ainsi que sur la formalisation d'un programme d'accueil diversifié associant différents acteurs et types de gestion autour d'un secteur municipal particulièrement développé.

Par conséquent, les 5 thématiques du Volet Enfance du CEJ 2019-2022 sont :

1. **La gestion de l'offre et de la demande des places d'accueil** : la Ville souhaite toujours améliorer sa gestion de l'offre et de la demande sur le territoire. Pour cela, elle désire perfectionner la communication et l'information destinées aux familles en recherche d'une solution d'accueil. Elle souhaite également s'appuyer sur les Relais Assistants Maternels (RAM) pour s'inscrire dans une démarche d'amélioration de l'orientation et de l'accompagnement des familles. Enfin, une réflexion sera menée pour étudier la mise en place d'un « guichet unique » qui centraliserait l'ensemble des demandes de places d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant du territoire et qui éviterait de multiplier les démarches pour les familles (1 seul lieu de pré-inscription).
2. **La régulation de l'offre individuelle d'accueil** : en 2019, la Ville de Montpellier propose une offre d'accueil qui repose sur un réseau municipal de 32 établissements, offrant 1 363 places au total (soit près de 50% de l'offre d'accueil totale, hors assistantes maternelles indépendantes). Parallèlement, l'accueil individuel, proportionnellement plus faible que dans d'autres régions, s'est développé et organisé autour des RAM. Dans le cadre du CEJ 2011-2014 puis 2015-2018, la Ville et la Caf ont amorcé un rééquilibrage en faveur de ce mode d'accueil essentiel et complémentaire. Dans le cadre du CEJ 2019-2022, la Ville poursuivra cet objectif de rééquilibrage au profit de l'accueil individuel pour satisfaire plus globalement aux demandes de places d'accueil. Plus concrètement, il est envisagé de développer de nouveaux secteurs de RAM pour améliorer le service rendu aux familles et aux assistantes maternelles, de relocaliser certains relais pour permettre aux familles et aux AM d'accéder plus facilement aux RAM (point central d'un territoire concerné) et de renforcer les missions des RAM notamment en matière d'orientation et d'accompagnement des familles en recherche d'un mode de garde.
3. **Le soutien aux associations gestionnaires d'un établissement d'accueil du jeune enfant** : parallèlement au développement du secteur municipal, une politique d'accompagnement des projets associatifs s'est structurée et associe aujourd'hui 25 acteurs associatifs offrant 628 places d'accueil. La Ville continue de s'engager auprès de ce secteur en offrant aux associations, sur la base d'une convention de partenariat assise sur le CEJ, une prestation de service horaire pour l'accueil des

Délibération n°V2019-510

enfants montpelliérains. Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente près de 25% de l'offre d'accueil totale, la Ville entend maintenir ce soutien et définir une politique claire en faveur de la création de places émanant de ce secteur.

4. **Le développement de l'offre en accueil collectif** : pour accompagner sa croissance démographique, la Ville poursuit toujours son objectif d'augmenter l'offre d'accueil afin de maintenir le niveau de satisfaction de la demande de places. Ainsi, dans le cadre du CEJ 2019-2022, il est prévu de créer 120 places municipales et de cofinancer 64 nouvelles places associatives, soit 184 places au total.
5. **La gestion des équipements municipaux** : la Ville souhaite optimiser les taux d'occupation des établissements d'accueil municipaux afin d'offrir au plus grand nombre d'enfants une place en structure collective et répondre à la demande croissante sans avoir recours à la création systématique de nouvelles structures. Cette action a déjà été entreprise sur la période contractuelle précédente avec un passage des taux d'occupation de 71,8% à 75,4% entre 2015 et 2018. Dans le cadre de ce nouveau CEJ, cet effort sera poursuivi avec l'objectif de se rapprocher de 80%.

➤ **Pour le Volet Parentalité**

La Ville constate qu'un besoin d'accompagnement à la parentalité s'exprime de plus en plus fortement sur le territoire, en particulier dans les quartiers Politique de la Ville. C'est pourquoi, elle va continuer de s'impliquer dans une démarche qualitative de prise en charge de l'enfant et de sa famille. Ainsi, dans le cadre de ce CEJ, la Ville souhaite prioriser la finalisation du Projet Educatif Global axé notamment sur le soutien à la parentalité et la prise en compte de la mixité sociale au sein des établissements municipaux (poursuite par exemple de la mise en œuvre du programme Parler Bambin). Enfin, la Ville envisage de poursuivre le développement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) sur son territoire et, pour le faciliter, d'accueillir ponctuellement les activités de LAEP au sein des RAM.

Chaque action inscrite au CEJ sur les volets Enfance et Parentalité (actualisée ou nouvelle) fait l'objet d'une fiche projet qui évalue les coûts financiers à la charge de la Ville, lesquels feront l'objet d'un co-financement de la CAF. Ce co-financement est évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

➤ **Pour le Volet Jeunesse**

Les principales orientations politiques en matière de jeunesse et d'éducation sont déclinées dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT) dont s'est doté la Ville et qui a été signé pour trois ans (2018-2021) par l'ensemble des partenaires institutionnels (Caf, DDCS, Education nationale, Ville).

Le PEDT s'articule autour des grands axes suivants :

- Assurer un environnement propice à la réussite éducative : cet axe correspond aux missions « socles » de la collectivité. Il s'agit d'assurer un accueil de qualité des enfants et un service scolaire de proximité ainsi que le bien-être des enfants grâce à une restauration scolaire saine et équilibrée ;
- Aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative : les parents sont des acteurs essentiels et l'objectif est de favoriser leur participation aux instances de décision et de concertation du PEDT ;
- Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif dans le respect de son rythme de vie.

Le dernier axe décline et intensifie les priorités de la Ville :

- Améliorer l'accueil des enfants les plus fragiles (le jeune enfant accueilli à l'école maternelle, les enfants en situation de handicap, les enfants présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaire, éducatifs, sociaux ou sanitaires).
- Favoriser la cohérence entre les projets d'école et les projets pédagogiques des accueils péri et extrascolaires. En effet, l'amélioration de la cohérence et de la continuité éducative entre le champ

Délibération n°V2019-510

scolaire et le champ péri et extrascolaire est un enjeu majeur. Les accueils périscolaires ont été aménagés comme des temps de transition entre le temps familial et le temps collectif, entre des activités municipales et la reprise de la classe.

- Renforcer les échanges entre enfants issus de quartiers différents dans les lieux éducatifs. Il s'agit de multiplier les possibilités de rencontre entre des enfants issus de milieux sociaux différents.
- Lutter contre la fracture numérique en s'appuyant notamment sur le projet de labélisation des écoles piloté par l'Education Nationale et la Métropole. La campagne de labélisation vise à inscrire le numérique dans les enseignements mais aussi dans les programmes d'activités périscolaires et extrascolaires. Elle vise également à développer de nouvelles pratiques pédagogiques interactives et à réduire les inégalités sociales et territoriales.
- Co-construire un parcours citoyen de l'enfant qui, conformément aux orientations de l'Education Nationale, vise à l'amener à devenir un citoyen responsable et libre. Cet objectif pourra se décliner en plusieurs thématiques et notamment :
 - Egalité entre les filles et les garçons,
 - Prévention santé,
 - Développement durable,
 - Lien intergénérationnel,
 - Lutte contre les discriminations.

Du point de vue des loisirs offerts aux enfants et aux jeunes, ces grands axes se traduiront par l'engagement des actions suivantes :

- Adapter le maillage territorial des ALSH en fonction des besoins des familles : à ce jour, 2882 places sont ouvertes pour une population scolaire de 21 474 enfants, soit une place pour 7 enfants en moyenne. En fonction de l'évolution des effectifs scolaires, la Ville ajustera la capacité d'accueil maternelle et élémentaire. La gestion de places supplémentaires sera principalement confiée à des partenaires associatifs qui ont pleinement démontré leur capacité et leur implication.
- Mettre en place l'avenant au PEdT « Plan Mercredi » : le Plan Mercredi de la Ville de Montpellier est notamment articulé autour des 3 axes suivants :
 - Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle (démarche en cours d'une CGEAC) ;
 - Échanges inter-centres afin de faire découvrir la ville, ses quartiers, ses habitants aux enfants et leur permettre la mise en place d'activités communes dans une démarche de mixité ;
 - Harmonisation à travers un projet commun des Accueils de Loisirs Périscolaires municipaux et associatifs.
- Poursuivre le processus de généralisation des Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP) : la Ville va poursuivre la déclaration des accueils périscolaires auprès des services de la DDSCS. Seront déclarés les accueils du matin, le temps méridien et les accueils du soir et les déclarations s'effectueront par groupe scolaire (66 groupes scolaires à l'échelle de la Ville). La mise en œuvre des accueils déclarés se fera selon le calendrier suivant :
 - Rentrée scolaire 2018/2019 : 53 groupes scolaires
 - Rentrée scolaire 2019/2020 : 58 groupes scolaires
 - Rentrée scolaire 2020/2021 : 66 groupes scolaires

La création des ALP nécessite un effort important de formation qui s'inscrit dans un plan de formation pluriannuel et le recrutement d'intervenants qualifiés.

- Le développement de l'offre en accueil collectif pour les 12-17 ans : actuellement, la Ville gère 4 accueils de loisirs adolescents installés dans des Maisons Pour Tous (MPT) et proposant 96 places.

Délibération n°V2019-510

Ils sont ouverts pendant les vacances et quelques journées hors vacances sur projet. Des travaux prévus d'ici 2022 dans les MPT concernées devraient permettre des horaires d'accueil décalés en soirée par exemple. Dans le courant de l'année 2020, la création d'un accueil de loisirs de 24 places supplémentaires est programmée sur la MPT Georges BRASSENS. Cela portera la capacité totale à 120 places. Parallèlement, une réflexion est engagée sur la création d'un accueil de Jeunes (à partir de 14 ans) sur les MPT Michel COLUCCI, Albert DUBOUT et Louis FEUILLADE autour de projets spécifiques.

Sur le volet Jeunesse, en application d'une directive de la CAF (comme indiqué dans un courrier du 08/01/19 de la CAF à la Ville) il ne sera plus possible désormais de prévoir de nouveaux cofinancements dans le cadre du CEJ pour le fonctionnement des accueils de loisirs 3/17 ans, les séjours et les actions de pilotage.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de la signature du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET CONVENTION CEJ 2019 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Partenariat Ville de Montpellier - Structures associatives de la Petite Enfance dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'engage fortement dans le secteur de la petite enfance, et tout particulièrement dans le développement et le soutien d'une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Par délibération du 13 juin 2005, le Conseil Municipal a mis en place un partenariat pour le financement des établissements associatifs d'accueil de petite enfance sous forme de prestations de service municipales pour l'accueil des petits Montpelliérains.

Cette prestation de service horaire par enfant, d'un montant d'un euro d'abord, a progressivement été augmentée dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2008-2010, en passant à 1,50 euros en 2009 puis à 1,70 euros en 2010.

L'accompagnement et le soutien financier des structures associatives ont toujours été un axe fort du CEJ.

Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente, en 2019, près de 628 places, soit 25% de l'offre d'accueil totale, la Ville a, par délibération du Conseil Municipal du 18 juin 2015, revalorisé le montant de la prestation de service horaire à 1,85 € à compter du 1^{er} janvier 2015.

Dans le cadre du CEJ 2019-2022, la Ville prévoit le co-financement de 64 places associatives supplémentaires, dont 56 seront inscrites ultérieurement par avenant.

Conformément aux dispositions du CEJ, la participation financière de la Ville peut aussi s'établir sur une base forfaitaire si l'association participe à une action spécifique et, à ce titre, s'engage :

- à mettre en œuvre des modalités d'accueil spécifiques pour satisfaire au mieux les besoins des familles dont les deux parents, ou le parent unique, suivent un stage d'insertion sociale et/ou professionnelle.
- à offrir aux familles un accueil selon des modalités atypiques.

Enfin, la Ville contribue également financièrement au fonctionnement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) et au réseau des crèches associatives et parentales de l'Hérault (Collectif 34).

L'ensemble de ces actions font l'objet d'un co-financement de la Caf évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Pour le CEJ 2019-2022, les actions cofinancées (existantes et nouvelles) sont les suivantes :

Gestionnaire	Type d'établissement	Nom de l'établissement	Nombre de places conventionnées / places agréées	Type de prestation	
				Prestation horaire	Prestation forfaitaire
Accroche cœur	EAJE	Accroche cœur	16 / 16	x	
La Bambinerie	EAJE	La Bambinerie	17 / 17	x	
Bamboubulle	EAJE	Bamboubulle	20 / 20	x	
Les Bambins du Lez	EAJE	Les Bambins du Lez	42 / 42	x	
Familles Rurales Hérault	EAJE	La Belle journée	20 / 20	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	Sucre d'Orge	40 / 40	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	La Coccinelle	41 / 41	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	Moussia	24 / 24	x	
UDAF Hérault	EAJE	Costebelle	31 / 31	x	
La Gerbe	EAJE	La Gerbe	20 / 20	x	
ALPJ	EAJE	Ginkgo Biloba Collectif	38 / 38	x	
ALPJ	EAJE	Fabulettes	10 / 10	x	x
ALPJ	EAJE	Les Infantines	15 / 15	x	
ACSP	EAJE	Les Lutins	57 / 57	x	
Les Moussaillons	EAJE	Les Moussaillons	16 / 16	x	
Ribambelle	EAJE	Ribambelle	20 / 20	x	
Ricochet	EAJE	Ricochet	16 / 16	x	
Une Souris verte	EAJE	Une Souris verte	20 / 20	x	
Familles Rurales Hérault	EAJE	Tom Pouce	28 / 28	x	
Mas du Moulins	EAJE	Baby car	10 / 10	x	x
Présence Verte Service	EAJE	L'Arbre à Chouettes	19 / 29	x	
Issue	EAJE	La Marelle	10 / 10	x	
MFGS	EAJE	Les Petites Mayas	34 / 34	x	
Adages	EAJE	Les Lilas	26 / 26		x
Adages	SAF	Les Lilas	20 / 20		x
Adages	SAFI	SAFI et poste de coordination	4 / 8	x	x
Pause Goûter	LAEP	Pause goûter	/		x
Jouons en ludothèque	LAEP	Les P'tites Guirlandes	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Antigone	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Boutonnet	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Mosson	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Croix d'Argent	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Voltaire	/		x
Collectif 34	/	Poste de coordination	/		x
Total places existantes			614 / 628		

Gestionnaire	Type d'établissement	Nom de l'établissement	Nombre de places conventionnées / places agréées	Type de prestation	
				Prestation horaire	Prestation forfaitaire
ALPJ	EAJE	Les Infantines	1 / 1	x	
ALPJ	EAJE	Ginkgo Biloba Collectif	7 / 7	x	
Total places nouvelles			8 / 8		

Les modalités du financement municipal de ces actions, ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs, sont précisées par une convention signée entre la Ville et l'association conclue sur la durée du CEJ 2019-2022. Afin d'assurer la continuité du financement de ces actions, chaque convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion du prochain CEJ (ou du contrat substitutif suivant) dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1^{er} janvier 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le modèle ci-joint de convention de partenariat qui prévoit les modalités de financement des différentes opérations listées ci-dessus ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles actions, créées au titre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022, ou déjà prévues dans les précédents contrats, sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention partenariat 2019-2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Convention d'objectifs relative à une action de soutien à la parentalité entre la Ville de Montpellier et la Maison départementale des solidarités du Montpellierain - Service territorial PMI Ecusson

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté sociale et détectées par les services de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (PMIS).

Cette action de partenariat entre la Maison départementale des solidarités du Montpellierain – STPMI Ecusson et la Ville de Montpellier consiste à réserver des places au sein des établissements municipaux. Initialement prévue au multi-accueil « la Maison des Enfants », cette action a été étendue, au fil du temps, à 7 établissements afin de pouvoir mieux répondre aux besoins des familles.

Ce partenariat avec la PMIS a permis d'accueillir, sur l'année scolaire 2018-2019, 29 enfants répartis sur 4 places au total.

Ainsi, compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2020, en réservant 4 places réparties, en fonction des besoins, sur les établissements suivants :

- multi-accueil « la Maison des Enfants » ;
- crèche « Pinocchio-Ile au trésor » ;
- crèche « Cléonice Pouzin » ;

- crèche « Edelweiss » ;
- crèche « Antigone » ;
- crèche « Petit Prince de Boutonnet » ;
- crèche « Agropolis ».

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de cette action peuvent éventuellement bénéficier d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, d'une gratuité.

Pour compenser les coûts de réservation et de cette tarification spécifique, la Ville perçoit en contrepartie une subvention annuelle d'un montant de 13 000 euros de la part du Conseil Départemental qui fait l'objet de la convention de partenariat jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de cette action et le renouvellement de la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Classement de la Ville de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les communes qui mettent en œuvre une politique de tourisme et qui offrent des capacités d'hébergement pour l'accueil d'une population non résidente peuvent être dénommées communes touristiques.

L'article R 133-32 et suivants du Code du Tourisme fixe les conditions de la dénomination.

« *Peuvent être dénommées communes touristiques les communes qui :*

- *Disposent d'un office de tourisme classé ;*
- *Organisent en périodes touristiques, des animations compatibles avec le statut des sites ou des espaces naturels protégés, notamment dans le domaine culturel, artistique, gastronomique ou sportif ;*
- *Disposent d'une capacité d'hébergement d'une population non permanente dont le rapport à la population municipale de la commune telle que définie à l'article R 2151-1 du code général des collectivités territoriales est supérieur ou égal à un pourcentage fixé à l'article R 133-33 ».*

La Ville de Montpellier satisfait à ces critères et a obtenu à plusieurs reprises le statut de commune touristique et notamment par Arrêté Préfectoral 2015 – 362 - 02 du 31 décembre 2015 pour une durée de 5 ans.

Le classement actuel arrive donc à échéance le 31 décembre 2020.

La Ville de Montpellier souhaite dès à présent renouveler sa dénomination de « commune touristique » dans la perspective de solliciter le classement en « station de tourisme » reconnaissant ainsi le caractère d'attractivité pérenne et durable de la ville et les moyens mis en œuvre pour construire une offre d'excellence.

La dénomination « commune touristique » étant un préalable et devant être valable pour plus d'une année au moment du dépôt du dossier de classement en station de tourisme, il convient dès à présent de solliciter son renouvellement.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 a transféré à la Métropole la compétence « promotion du tourisme ». Ainsi, au 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de politique touristique sur l'ensemble du territoire intercommunal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager la démarche de renouvellement de dénomination « commune touristique » de Montpellier, auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Montpellier Grand Coeur Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon l'article L. 2121-29 du code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « FOLIE DOUCE », prêt-à-porter

Gérante : Mme Catherine TEYSSIER

3 rue de la Coquille

Subvention travaux = 4 350 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 5 350,00 €

Enseigne « Atelier d'artisan d'art », atelier exposition d'Art

Gérante : Mme Christine MASDURAUD

9 rue du Général Maureilhan

Subvention travaux = 3 750 €

Montant à verser : 3 750,00 €

Enseigne « L'OASIS », restauration rapide
Gérant : M. BEN MAMMA (BMD SARL)
9 rue de Verdun

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés
Subvention travaux = 6 000 €
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €
Prime travaux de mise en accessibilité P.M.R. = 500 €

Montant à verser : 3 750,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 12.850 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale de fermeture pour les débits de boissons et restaurants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le mois de novembre 2018, la ville de Montpellier, et particulièrement son centre-ville, sont impactés par des manifestations hebdomadaires de gilets jaunes.

C'est pourquoi, un plan d'actions de dynamisation commerciale a été coproduit par l'ensemble des acteurs économiques de Montpellier, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. Parmi ces actions, un certain nombre d'entre elles visent à venir en aide aux commerces de bouche.

La Ville de Montpellier souhaite aller plus loin, en autorisant tous les débits de boissons et les restaurants, à fermer plus tardivement dix fois par an, en remplacement des cinq soirées tolérées jusqu'à maintenant. Ces dix fermetures tardives permettront d'animer le centre-ville et ainsi attirer plus de clientèle au sein des établissements.

Cependant, ces dérogations ne seront délivrées qu'à condition que les établissements n'aient pas fait l'objet de procédure relevant des troubles à l'ordre public et qu'ils soient à jour de toutes créances.

En complément de la délibération municipale, l'arrêté préfectoral n°2016-I-DEB-I en date du 21 décembre 2016 précise toutes les modalités d'application et d'exercice des dérogations horaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer annuellement et par établissement, dix dérogations horaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

Convention d'occupation du domaine public - Restaurant-Bar-Buvette Parc Zoologique de Lunaret - Désignation de l'occupant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville a désigné la SARL JOLIVET FRERES, titulaire de la convention d'occupation du Restaurant-Bar-Buvette du Parc Zoologique de Lunaret.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de septembre une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature le 4 novembre 2019, deux dossiers ont été déposés par M. MOUSSOUNI Farid et Mme RIBERA Claudy (SARL RM) d'une part, et M. JOURDAN Jean-Charles et M. HISTE Christophe (SARL SAVEURS DES GARRIGUES) d'autre part.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs

- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par M. JOURDAN Jean-Charles et M. HISTE Christophe, professionnels dans le domaine commercial et de la restauration traiteur, est la plus satisfaisante au regard des trois critères suscités que la deuxième candidature.

La convention porte sur une durée de 1 an et 8 mois à compter de la date de mise à disposition des locaux et le montant de la redevance annuelle est fixé à 7% du chiffre d'affaires hors taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer l'autorisation d'occupation du Restaurant-bar-buvette du Parc Zoologique de Lunaret à Monsieur JOURDAN Jean-Charles et Monsieur HISTE Christophe (SARL SAVEURS DES GARRIGUES) pour une durée de 1 an et 8 mois ;
- d'approuver le projet de convention ci-joint ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Espaces verts, Parc de
Lunaret et Commissions de
Sécurité et d'Accessibilité**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

Jardins familiaux Les Grands Grès - Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les jardins familiaux des Grands Grès situés dans le quartier Port Marianne ont été créés en 2006 et sont constitués de 76 parcelles.

Outre l'intérêt social, économique et écologique qu'ils représentent pour les locataires, les jardins familiaux sont des espaces propices à la découverte de la nature et à la protection de l'environnement mais aussi sont de véritables conservatoires des traditions rurales et maraîchères. Ils sont également un moyen efficace pour la Ville de gérer l'espace en permettant de valoriser des terrains impropres à la construction et en participant à la continuité des milieux naturels.

En 2019, les jardins familiaux « Les Grands Grès » ont connu des dégradations importantes, au niveau du matériel ainsi que des productions maraîchères.

La jouissance paisible des jardins familiaux ayant été rendue impossible au titre de l'année 2019, il est proposé que l'occupation des parcelles pour cette même année, à titre exceptionnel, ne donne pas lieu à un paiement des loyers de la part des locataires des Grands Grès, conformément à la délibération des tarifs municipaux de 2019. L'incidence financière pour la Ville est de 8375 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition des jardins familiaux des Grands Grès à titre gratuit pour la période du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2020, excepté la consommation en eau ;
- d'approuver la signature des avenants aux baux des locataires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

Montpellier Contemporain (MoCo) Convention de financement - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°V2017/176 du 22 juin 2017, la Ville de Montpellier a approuvé la création et les statuts de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain (MoCo). Ce nouvel établissement, composé de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier, de la Panacée et de l'Hôtel des Collections, est le fruit d'un partenariat entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Les principales missions de Montpellier Contemporain sont de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques, de développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain, dans et hors ses murs, d'encourager la création contemporaine et de participer à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines.

Les statuts de l'EPCC MoCo prévoient les montants des contributions annuelles versées par les trois membres de l'établissement.

Pour l'exercice 2020, ces contributions sont établies comme suit :

- Etat : 350 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 3 230 000 € ;
- Ville de Montpellier : 2 760 000 €.

Une convention de financement doit ainsi être conclue entre la Ville de Montpellier et l'EPCC MoCo, convention détaillant l'objet et les modalités de versement de cette contribution financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain par la Ville de Montpellier pour l'exercice 2020, jointe en annexe ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de financement 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Avenant à la convention pluriannuelle pour l'année scolaire 2019-2020 - Demande de subvention à la DRAC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education Nationale et du Ministère de la Culture, il est référent dans le domaine de l'art à l'école.

Un partenariat existe depuis 2010 avec le lycée Victor Hugo de Lunel pour l'organisation de l'option facultative théâtre. Celle-ci prend la forme de trois ateliers d'une durée totale de 180 heures, encadrés par des comédiens du territoire.

Dans le cadre de ce partenariat pluriannuel et de son avenant pour l'année scolaire 2019-2020, le lycée organise l'activité et finance 50% de la rémunération des compagnies théâtrales, pour un montant total de 4 500 € TTC, auquel s'ajoute le financement de 6 heures d'intervention dans le cadre du stage Ecole du spectateur (300 €) et le défraiement des trajets des compagnies (400 €). La somme totale versée par le lycée Victor Hugo s'élève ainsi à 5 200 € TTC.

Le théâtre Jean Vilar s'engage à accueillir les élèves aux représentations des spectacles *A nos Atrides*, *Andy's gone*, *Le Roi Lear* et *Perplexe*, ainsi qu'à des répétitions et représentations dans le cadre de la Cour des Arts. Le théâtre Jean Vilar finance également 50% de la rémunération des compagnies, pour un montant global de

Délibération n°V2019-519

4 500 € TTC, ainsi que 6 heures d'intervention dans le cadre du stage Ecole du spectateur (300 €) et 15 heures d'intervention de la compagnie Nivatyep pour la participation du niveau Terminale à la Cour des Arts. La somme totale versée par le théâtre Jean Vilar s'élève ainsi à 5 550 € TTC.

Ces actions sont entièrement financées par des subventions de l'Etat, Ministère de la Culture, au titre du programme d'éducation artistique et culturelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention pluriannuelle de partenariat 2019-2022, jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier (théâtre Jean Vilar) et le lycée Victor Hugo de Lunel, pour l'organisation de l'option facultative théâtre, ainsi que l'avenant 2019-2020 à cette convention, également joint en annexe ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser le dépôt de demandes de subvention pour un montant équivalent auprès du Ministère de la Culture, Direction Régionale des Affaires Culturelles, conformément aux attributions prévues par l'Etat au titre de son programme d'éducation artistique et culturelle.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention pluriannuelle

- avenant 2019 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL.

Programmation des lieux d'art de la Ville de Montpellier - Saison 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier porte une politique ambitieuse et volontaire en faveur de l'accès de tous à une offre culturelle de qualité. Garante de l'ouverture d'esprit et offrant la possibilité de porter un autre regard sur les grands sujets de société, la culture est au cœur des politiques publiques montpelliéraines.

L'art, et notamment l'art contemporain, tient une place particulière dans ce secteur. En effet, la Ville de Montpellier propose quatre lieux d'exposition dédiés à l'art contemporain :

- le Pavillon Populaire, espace dédié à l'art photographique ;
- l'Espace Dominique Bagouet, lieu d'art et de patrimoine ouvert aux artistes de la région ;
- l'Espace Saint-Ravy, espace dédié aux artistes émergents ;
- le Carré Sainte-Anne, espace d'exposition d'art contemporain.

A ce réseau s'ajoute désormais le MOCO – Montpellier Contemporain, structure multi-sites inédite dédiée à l'art contemporain, qui inclut le centre d'art La Panacée, l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier et l'hôtel des collections, qui a ouvert ses portes en juin 2019.

La politique artistique de la Ville de Montpellier est un gage de rayonnement national et international. Elle assure également aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir gratuitement et souvent en première nationale des artistes dont la renommée dépasse largement les frontières hexagonales et européennes. Leurs œuvres sont présentées au sein d'expositions inédites dont la qualité est désormais reconnue au plan national et international. Enfin, un parcours de création est proposé aux artistes du territoire leur ouvrant la possibilité d'une carrière artistique.

Les Montpelliérains, mais également les visiteurs en provenance de la région et de toute la France, ainsi que les touristes étrangers, adhèrent fortement à cette programmation puisqu'ils ont été 180 000 visiteurs à

passer les portes des lieux d'art en 2019.

En 2020, la Ville de Montpellier proposera la programmation suivante :

Programmation du Pavillon Populaire :

Comme les années passées, les expositions présentées au Pavillon Populaire en 2020, toujours inédites, originales et créées spécifiquement pour le lieu, seront confiées à des commissaires experts parmi les plus reconnus en leur domaine, gages d'une qualité scientifique indéniable pour chaque projet et chaque catalogue édité.

Comme les expositions très remarquées de l'année 2019, le programme de l'année 2020 créera l'évènement. Il permettra au grand public de voir les œuvres de grands artistes rarement montrés en France au cours des dernières décennies, et dont le travail a toujours privilégié une approche humaniste du monde : le photoreporter Jean-Philippe Charbonnier (1921-2004), représentant majeur de l'école photographique humaniste française, le grand maître portugais Jorge Molder (né en 1947), et les membres de l'école de New York, courant majeur de la photographie américaine du XXème siècle. Ces expositions seront complétées par l'accueil des Boutographies au mois de mai, comme à l'accoutumée.

Le programme suivant est donc proposé :

- Du 5 février au 19 avril 2020
Jean-Philippe Charbonnier. Raconter l'autre et l'ailleurs, 1944-1983
Sous le commissariat d'Emmanuelle de l'Ecotais
- Du 2 au 24 mai 2020
Rencontres photographiques de Montpellier – Festival « Les Boutographies » (20^{ème} édition)
- Du 24 juin au 27 septembre 2020
New-York la Bouillonnante. L'école photographique de New-York. 1935-1965
Sous le commissariat d'Howard Greenberg et Gilles Mora
- Du 28 octobre 2020 au 17 janvier 2021
Jorge Molder le mystérieux : rétrospective, 1971-2019
Sous le commissariat de Gilles Mora

Programmation de l'Espace Dominique Bagouet :

L'espace Dominique Bagouet propose des expositions dédiées aux artistes régionaux du 19e et du 20e siècle ainsi qu'à des artistes contemporains régionaux reconnus ou en devenir. En 2020, cet espace proposera à nouveau des expositions inédites et conçues spécifiquement pour ce lieu, qui permettront au plus grand nombre de découvrir l'art et le patrimoine régional moderne et contemporain.

- Depuis le 18 décembre 2019 et jusqu'au 29 mars 2020
David Bioulès. A la ville, à la mer. (cf. délibération V2019-031 du 6 février 2019)
- Du 4 juin au 20 septembre 2020 : *Colette Richarme*
- Du 25 novembre 2020 au 28 mars 2021 : *Raoul Joseph Lambert*

Au cours des mois d'avril et d'octobre 2020, un programme de travaux de rénovation structurelle de l'établissement sera mis en œuvre afin de garantir la pérennité du lieu d'exposition et d'offrir au public des conditions de visite optimisées.

Programmation de l'Espace Saint-Ravy :

L'Espace Saint-Ravy accueille les œuvres d'artistes émergents du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, sélectionnés par un jury de représentants de la Ville et de professionnels des arts plastiques, après appel à projets. D'une durée normale de trois semaines, ces expositions sont souvent l'occasion pour les lauréats de montrer leur travail pour la première fois, et donc de s'impliquer dans tous les aspects d'un projet d'exposition, de la sélection d'œuvres à la médiation au public – grand public et professionnels de l'art

Délibération n°V2019-520

contemporain – en passant par la mise en espace, l'éclairage et la communication.

Une période d'exposition au mois de mars est réservée à un projet hors sélection du jury.

- Du 11 janvier au 2 février 2020 : *Danièle Sanchez*
- Du 8 février au 1^{er} mars 2020 : *Asto et Sicko*
- Du 7 au 29 mars 2020 : *Ernest Pignon Ernest, en partenariat avec l'AFPS34*
- Les 3, 4 et 5 avril 2020 : *Les Briscarts – 27ème Parcours d'Ateliers d'Artistes*
- Du 11 avril au 3 mai 2020 : *Katarzyna Wyrembelska*
- Du 8 au 31 mai 2020 : *20 ans de Boutographies, par l'Association Grain d'Images*
- Du 6 au 28 juin 2020 : *Collectif Machahou*
- Du 4 au 26 juillet 2020 : *Théodora Guyader*
- Du 1^{er} au 23 août 2020 : *Camille Adra*

Programmation du Carré Sainte-Anne :

Le Carré Sainte-Anne, fermé pour travaux, ne proposera pas d'exposition au cours de l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la programmation 2020 des lieux d'art de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions ;
- de prélever les dépenses liées sur les crédits inscrits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Appel à projets d'exposition pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Espace Saint-Ravy est un lieu municipal dédié aux artistes plasticiens et photographes émergents issus du territoire métropolitain. Les artistes intéressés répondent à un appel à candidatures annuel, puis sont sélectionnés par un jury composé de professionnels et d'élus municipaux. Au cours de la saison 2018-2019, terminée le 20 août 2019, 12 projets artistiques et 2 parcours d'ateliers d'artistes de l'association Les Briscarts ont été montrés. Environ 22 000 visiteurs ont été reçus, soit 88 visiteurs par jour en moyenne.

Un nouvel appel à projets sera lancé de début janvier à mi-février 2020 afin de choisir les expositions à montrer entre septembre 2020 et août 2021. Il s'agit ici de définir les modalités de cet appel à projets.

Programme :

13 projets à sélectionner par le jury, soit :

- 10 projets devant donner lieu à une exposition de trois semaines, sur sélection par le jury ;
- 3 projets à conserver sur liste d'attente pour parer à tout désistement.

4 projets à inclure hors sélection du jury :

- 2 week-ends d'exposition inclus dans les parcours d'ateliers d'artistes de l'association Les Briscarts ;
- 1 exposition en mars 2021 à choisir par Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe à la Culture ;

Délibération n°V2019-521

- la présentation du lauréat du salon Drawing Room de l'année précédente. Ce salon ayant cette année été remplacé par « BOOM19 » (exposition produite par le MOCO-Panacée), il est proposé de présenter, à la place, les œuvres d'un artiste montpelliérain issu de l'ESBA-MOCO et qui a participé à cette exposition.

Calendrier :

- 8 janvier 2020 : lancement de l'appel à candidatures
- 8 février : clôture de l'appel à candidatures
- Fin février : réunion du jury de sélection en une ou deux sessions
- Mi-avril : communication des résultats aux artistes après validation de la sélection par Monsieur le Maire.

Composition du jury de sélection :

Ce jury est présidé par Madame l'adjointe au Maire déléguée à la culture, accompagnée de deux élus de son choix. Pour la sélection à opérer après appel à projets de début 2020, il est proposé de renouveler le jury tel qu'il était constitué en 2019 :

- Mme Isabelle MARSALA, adjointe au Maire, délégué à la Culture ;
- M. Guy BARRAL, adjoint au Maire, délégué au Patrimoine bâti historique et contemporain et aux Cultures régionales ;
- Mme Nicole LIZA, conseillère municipale, déléguée aux Archives, au Livre et Littératures ;
- M. Rabii YOUSSEF, adjoint au Maire, délégué au Quartier Centre ;
- M. Nicolas BOURRIAUD, directeur général du MOCO ;
- M. Michel HILAIRE, directeur du musée Fabre et directeur artistique en charge du Carré Sainte-Anne ;
- M. Julien PRADE, chef du service Lieux d'art et d'histoire, coordinateur des lieux d'art et musée ;
- Mme Zélie DUREL, chargée de la coordination de l'Espace Saint-Ravy.

Conditions de candidature :

Comme les années passées, l'appel à candidatures sera ouvert aux artistes et photographes, seuls ou en collectif, et domiciliés à Montpellier ou sur le territoire de l'une des communes de Montpellier Méditerranée Métropole. La priorité sera donnée aux artistes ayant peu, voire jamais, exposé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'organisation de l'appel à projet pour la saison 2020-2021 de l'espace Saint Ravy ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-521

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo) - Avenant n°1 relatif à la mise à disposition d'une licence de 3ème catégorie de débit de boissons

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°V2018-463, la Ville de Montpellier a approuvé la mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain (MoCo).

Dans son article 2.1, la convention prévoit que le contrat d'occupation temporaire du domaine public conclu entre la Ville et la société PANAPOPOP pour l'exploitation du café restaurant sera transféré à l'EPCC MoCo. Cette convention étant arrivée à son terme, il convient de transférer à l'EPCC MoCo la licence de troisième catégorie de débit de boissons, propriété de la Ville, afin que l'EPCC MoCo puisse la mettre à disposition du nouvel exploitant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la mise à disposition de la licence de troisième catégorie de débit de boisson de la Panacée à l'EPCC MoCo ;

Délibération n°V2019-522

- d'autoriser la signature de l'avenant n°1, joint en annexe, à la convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine la Panacée à l'EPCC MoCo ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Acteur majeur et incontournable du paysage culturel métropolitain, l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie est une association loi 1901, créée en 2001 et ayant pour objet « *la promotion de l'Opéra de Montpellier et de l'Orchestre national de Montpellier par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa région, en France et à l'étranger, de toutes activités lyriques, chorégraphiques, symphoniques, phonographiques, radiophoniques, télévisuelles, cinématographiques ou audiovisuelles et toutes autres activités conformes à son objet statutaire* ». Il constitue un ensemble unique regroupant un opéra et un orchestre symphonique bénéficiant de deux labels nationaux délivrés par le Ministère de la Culture : « *Opéra national en région* » et « *Orchestre national en région* ». Il représente en outre le seul Opéra national en région, au Sud d'une ligne Bordeaux/Lyon, et le seul Orchestre national en région avec l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, au Sud de cette même ligne.

Son répertoire, très large, s'étend de la musique baroque du XX^{ème} siècle. Composé de quatre-vingt-treize musiciens et d'un chœur de trente-et-un artistes, il propose chaque année une riche programmation lyrique et symphonique au sein de l'Opéra Comédie et de l'Opéra Berlioz notamment. Afin de sensibiliser de nouveaux publics à la musique classique, l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie programme également des concerts « *hors les murs* » dans les médiathèques, maisons pour tous, écoles, universités, prisons etc. Il accueille par ailleurs des milliers d'élèves et d'étudiants lors de répétitions générales et de concerts.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie et les partenaires publics, à savoir le Ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole,

la Ville de Montpellier, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de l'Opéra Orchestre national de Montpellier Occitanie, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par sa directrice et approuvé par son conseil d'administration, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités concernées. La convention est conclue pour une durée de 3 ans, couvrant la période 2019-2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole la Ville de Montpellier et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPO 2019 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations aux publics et Affaires militaires

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Élections - Rémunération des personnels lors des consultations électorales

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Différentes catégories de personnel sont amenées à participer à la mise en œuvre des consultations électorales. Compte-tenu de l'évolution des organisations, des métiers et des techniques et considérant qu'il y a lieu de réactualiser en conséquence les mesures qui étaient en vigueur jusqu'à ce jour (délibérations des Conseils municipaux du 1^{er} octobre 2001 et du 26 mars 2012), il est proposé d'appliquer les modes de rémunération détaillés ci-après :

1° - Indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

Le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint des Services en charge du département « Proximité et modernisation de l'action publique », la Directrice des Relations aux Publics et la responsable du service Population, percevront les indemnités forfaitaires complémentaires pour élections, en application des textes suivants : arrêté ministériel du 27 février 1962, le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 et la circulaire ministérielle du 11 octobre 2002.

2° - Heures supplémentaires

Les personnels (Ville/CCAS/Métropole) ci-après désignés affectés à des missions dont la durée fluctue en fonction du type d'élection, seront rémunérés en heures supplémentaires :

- agents du service population,

Délibération n°V2019-524

- agents venant en renfort du personnel du service population et affectés aux mêmes tâches
- agents chargés de la vérification et de la préparation du matériel électoral
- agents chargés de la pose, de la dépose et du nettoyage des panneaux d'affichage électoral
- agents chargés de la livraison et de la récupération du matériel dans les points de vote
- agents du standard au-delà de 23 h
- agents d'accueil au-delà de 23 h

3° - Vacations

Les personnels désignés en annexe, affectés à des missions dont la nature et la durée sont semblables quel que soit le type d'élection, seront rémunérés en vacations.

La vacation de base est fixée à ce jour à 45,81 €. Le montant de cette vacation sera indexé sur l'évolution de la valeur du point d'indice servant de calcul à la rémunération du personnel territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter le principe de la rémunération des personnels lors des consultations électorales, tel qu'exposé ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rémunération élections

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance franco-suédoise pour un urbanisme durable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2015, l'Agence Suédoise de l'Énergie et le Ministère de la transition écologique et solidaire co-pilotent un réseau de collectivités françaises et suédoises sur le thème du développement urbain durable, the Alliance for Urban Sustainability – Alliance pour un Urbanisme Durable.

Les villes participant à cette Alliance sont aujourd'hui : La Rochelle, Saint Briec, Strasbourg et Grenoble côté français, et Göteborg, Borås, Umeå et Linköping côté suédois. Le travail de ce réseau se concrétise lors de rencontres et d'échanges bilatéraux entre les villes sur des projets concrets, notamment européens (Urbact, H2020), pouvant permettre l'obtention de financements européens dédiés.

De plus, un partenariat stratégique a été signé entre le Premier Ministre suédois et le Président de la République fin 2017, citant ainsi l'Alliance comme une instance de mise en œuvre du partenariat stratégique entre les deux pays.

Les 5 thèmes de travail de l'Alliance sont :

- L'engagement citoyen et la promotion de modes de vie durables ;
- Les méthodologies de l'innovation (au sein de l'organisation de la collectivité, dans la conduite des projets urbains, dans la recherche de solutions avec les habitants) ;

- L'équité et la justice environnementale ;
- La rénovation énergétique des logements ;
- L'évaluation et la mesure du progrès : les indicateurs de développement durable, ODD et Agenda 2030.

Sur invitation du Ministère de la transition écologique et solidaire, la Ville de Montpellier est ainsi conviée à rejoindre l'Alliance afin de partager son expérience, en particulier autour du Guide AURA (2011) et du Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste (2019), reconnus pour leur caractère innovant et pertinent face aux enjeux environnementaux et de solidarité de notre siècle. La Ville de Montpellier a ainsi présenté ses travaux lors de la rencontre annuelle de l'Alliance en mai 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Alliance Franco-Suédoise pour un urbanisme durable ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Signature de la Déclaration de Durban et adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Global Parliament of Mayors se réunit pour la première fois à La Hague en septembre 2016. L'institution se définit comme « un mouvement mondial de villes pour promouvoir les droits, basé sur un principe de gouvernance autonome » et partenaire d'organisations internationales comme le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés, UN-Habitat, l'UNICEF ou des réseaux de villes internationaux. Une de ses principales missions est de faciliter les échanges entre les villes, les gouvernements nationaux et les organisations internationales et mener des actions systématiques pour relever des défis d'échelles nationales et internationales.

Lors de la rencontre annuelle de novembre 2019, le Global Parliament of Mayors a voté la Déclaration de Durban autour de quatre engagements principaux :

- Gouvernance multi-niveau : appeler à une meilleure collaboration des gouvernements nationaux avec les villes afin de renforcer les actions prises en matière de changement climatique, de santé publique, de sécurité et d'immigration.
- Immigration : convenir de normes d'accueil qui permettent d'assurer aux personnes que leurs besoins basiques et l'accueil soient garantis sans discrimination, et mettre en place dans nos villes le Pacte Mondial pour l'Immigration, accord international voté en 2018 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies.
- Sécurité : réduire toute forme de violence dans nos villes et adopter des mesures de sécurité intelligentes portées par l'ensemble des parties prenantes concernées et construites à partir de l'analyse des données du terrain.

Délibération n°V2019-526

- Santé Publique : réduire les informations erronées qui circulent sur la littérature sanitaire, en particulier auprès des populations les plus vulnérables et participer à limiter la propagation des maladies infectieuses.

Suite à l'engagement de la Ville de Montpellier tant en matière de collaboration internationale et nationale, d'immigration, de sécurité et des mesures prises en matière de santé publique, il est proposé de soutenir la Déclaration de Durban du Global Parliament of Mayors.

Par ailleurs, suite au renforcement des liens qui lient les villes de Montpellier et de Palerme jusqu'à l'officialisation de leur jumelage en 2016, la Ville a été invitée par le Maire Leoluca Orlando à rejoindre le Global Parliament of Mayors, invitation renouvelée par les deux co-présidents de l'institution : le Maire de la Ville de Mannheim, Peter Kurz, et le Maire de la Ville de Bristol au Royaume-Uni, Marvin Rees. Le montant de l'adhésion annuelle s'élève à 5 800€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier au Global Parliament of Mayors ;
- d'autoriser la signature de la Déclaration de Durban du Global Parliament of Mayors, datée de novembre 2019 ;
- de prélever les dépenses inhérentes à l'adhésion à ce réseau sur le budget de la Ville, pour un montant annuel de 5 800 €, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
1679	CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES - CROUS	Projet	PARRAINAGE INTERNATIONAL	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 2 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Maud BODKIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Nicole LIZA.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Fonds d'Urgence Climatique - Création - Adoption

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre d'opérations à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2311-3), la Ville de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Par délibération n°V2018/179 du 26 juin 2018, la Ville a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} décembre 2019 à 482 714 835 €.

**Créations d'une nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le
cadre de la décision modificative 2019 n°2 :**

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP EN DM2 2019
V19FUC01	FONDS D'URGENCE CLIMATIQUE	15 000 000

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 497 714 835 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création de l'autorisation de programme mentionnée ci-dessus ;
- de retenir comme échéancier de crédits de paiement le tableau joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- FUC DM2 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Budget 2019 - Décision modificative n°2 - Adoption

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative n°2 du Budget de la Ville de Montpellier s'équilibre à **0 euros en fonctionnement** et à **-3 357 765,55 euros en investissement**.

La Décision Modificative n°2 concernant le Budget de la Ville de Montpellier se présente de la façon suivante :

FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-7 700,00		-7 700,00
934	Santé et action sociale	-19 000,00		-19 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	435 000,00		435 000,00

Délibération n°V2019-529

936	Action économique	-28 000,00		-28 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	1 090 000,00		1 090 000,00
946	Transfert entre les sections		15 000,00	15 000,00
953	Virement à la section d'investissement		-1 485 300,00	-1 485 300,00
Total		1 470 300,00	-1 470 300,00	0,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Total		0,00	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-306 112,08		-306 112,08
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-1 750 304,82		-1 750 304,82
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-148 190,29		-148 190,29
904	Santé et action sociale	-71 858,36		-71 858,36
905	Aménagement des territoires et habitat	-252 400,00		-252 400,00
923	Dettes et autres opérations financières	-828 900,00		-828 900,00
Total		-3 357 765,55	0,00	-3 357 765,55

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
923	Dettes et autres opérations financières	-1 887 465,55		-1 887 465,55
926	Transferts entre les sections		15 000,00	15 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		-1 485 300,00	-1 485 300,00
Total		-1 887 465,55	-1 470 300,00	-3 357 765,55

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la Décision Modificative n°2 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DM2 2019 provisoire VILLE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Budget - Autorisation d'ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Maire est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, la M57, instruction budgétaire et comptable utilisée par la Ville prévoit que « pour les dépenses d'investissement incluses dans une autorisation de programme, l'engagement s'effectue dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations de programme ouvertes au cours de l'exercice précédent ».

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonctions	Libellés	Crédits votés en 2019	Ouverture de crédits 2020
930	Services généraux	66 411 874	66 411 874
931	Sécurité et salubrité publique	13 200 211	13 200 211
932	Enseignement, formation professionnelle apprentissage	72 897 177	72 897 177
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	39 142 681	39 142 681
934	Santé et action sociale	43 289 815	43 289 815
935	Aménagement des territoires et habitat	17 959 219	17 959 219
936	Action économique	8 077 766	8 077 766
937	Environnement	1 813 700	1 813 700
938	Transports	3 724 500	3 724 500
940	Impositions directes	34 273 300	34 273 300
943	Opérations financières	5 055 845	5 055 845
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	260 000	260 000
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 140 000	2 140 000
Total		308 246 088	308 246 088

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2020, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2020, sont retracées dans les tableaux suivants :

Fonction et Libellé		Crédits votées en 2019		1/4*	1/3	Ouverture de crédit 2020
900	Services généraux	hors AP	9 372 467	2 343 117		5 232 195
		en AP	8 667 236		2 889 079	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	824 575	206 144		351 612
		en AP	436 406		145 469	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	hors AP	14 171 095	3 542 774		13 322 121
		en AP	29 338 041		9 779 347	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	5 937 872	1 484 468		3 929 610
		en AP	7 335 427		2 445 142	
904	Santé et action sociale	hors AP	1 497 355	374 339		790 486
		en AP	1 248 441		416 147	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	27 072 977	6 768 244		12 398 101
		en AP	16 889 569		5 629 856	
906	Action économique	hors AP	741 050	185 262		895 868
		en AP	2 131 817		710 606	

Délibération n°V2019-530

907	Environnement	hors AP	290 567	72 642		72 642
921	Taxes non affectées	hors AP	715 000	178 750		178 750
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%)*	hors AP	61 458 874	50 988 874		50 988 874
Total			188 128 769	66 144 614	22 015 645	88 160 259

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations de voirie sur le territoire de la ville.

Ces opérations de voirie contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la ville de Montpellier et participent au développement et à l'aménagement de son territoire.

A ce titre, la ville de Montpellier prendra en charge une partie du financement 2019 de la réalisation de ces opérations par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

En effet, en application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du Conseil Municipal et du Conseil Métropolitain.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de ces opérations, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Dans ce cadre, le montant du fonds de concours 2019, établi en fonction du budget prévisionnel des opérations telles que défini dans le projet de convention joint en annexe, s'élève à 4 238 187,35€. Il se décompose comme suit :

Opérations	Montant HT	Montant du Fonds de concours	Taux
Programme de maintenance Eclairage public	2 986 895	1 463 578,55 €	49%
Programme de maintenance Voirie	7 981 590	2 554 108,80 €	32%
Montpellier au quotidien Voirie	350 000.00	171 500,00 €	49%
Montpellier au quotidien Eclairage public	100 000	49 000,00 €	49%
TOTAL	11 418 485 €	4 238 187,35 €	37%

Le montant du fonds de concours sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général des opérations dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Le projet de convention de fonds de concours détermine notamment les modalités de versement par la commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement d'un fonds de concours d'un montant prévisionnel de 4 238 187,35€, pour la réalisation des opérations définies ci-dessus,
- d'approuver la convention définissant les modalités de mise en œuvre de ce fonds, jointe en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention après approbation concordante de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La constitution de provisions comptables est une dépense prévue par l'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Par cette délibération, il est proposé de définir les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application.

Les enjeux et la méthodologie de la politique de provisionnement de la Ville sont détaillés ci-après.

1- Un provisionnement nécessaire pour atteindre la certification des comptes de la Ville de Montpellier :

Les principaux enjeux de la certification sont de garantir la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité, et d'assurer la qualité et la fiabilité des comptes de la Ville afin de disposer d'un socle robuste pour la bonne gestion des fonds publics.

La mise en œuvre d'une politique de provisionnement permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

2- Un provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité :

Provisionner une dépense ne signifie pas accepter une perte éventuelle : au contraire, en vertu du principe comptable de prudence, le fait de provisionner assure à la collectivité une capacité à faire face à ses obligations dans les années futures.

Au-delà du respect du principe de prudence, la sincérité des comptes est également visée puisque la collectivité intègre ces risques éventuels dans les documents budgétaires.

3- L'historique du provisionnement :

Depuis 2013, la Ville a comptabilisé chaque année des provisions pour litiges et contentieux et pour créances irrécouvrables (restes à recouvrer).

En 2017, ce provisionnement a été élargi au compte épargne temps, aux créances irrécouvrables liées aux sociétés en liquidation et redressement judiciaire et à la dépréciation des titres de participation.

Au 31 décembre 2018, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 3 500 959.67 euros et se répartissait de la façon suivante :

Provision pour litiges et contentieux	42 655.00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (reste à recouvrer)	300 000.00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (sociétés en liquidation ou redressement judiciaire)	838 581.17 euros
Provision pour Compte Epargne Temps	366 537.50 euros
Provision pour dépréciation des titres de participation	1 953 186.00 euros
Total	3 500 959.67 euros

4- Le cadre réglementaire :

Par application du 29° de l'article L. 2321-2, une provision doit être constituée par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants :

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la commune à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la commune. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la commune en fonction du risque financier encouru ;
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

En dehors de ces cas, la commune peut décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque avéré.

Pour l'ensemble des provisions prévues aux alinéas précédents, la commune peut décider de constituer la provision sur plusieurs exercices précédant la réalisation du risque.

Délibération n°V2019-532

La provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Une délibération détermine les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision.

Le montant de la provision, ainsi que son évolution et son emploi sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Du point de vue comptable et quelle que soit la collectivité ou l'établissement public local, une provision doit impérativement être enregistrée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- le risque ou la charge doit être nettement précisé quant à son objet ;
- la réalisation du risque ou de la charge est encore incertaine, mais des événements survenus ou en cours, la rendent probable ;
- l'échéance de la sortie de ressources ou le montant ne sont pas connus précisément, mais ils sont néanmoins évaluables avec une approximation suffisante.

De manière générale, les provisions pour risques et charges doivent être comptabilisées même si le résultat (comptable ou budgétaire) est négatif.

5- Conditions de constitution et chiffrage des dotations :

Il est proposé de valider les conditions de constitution des provisions et dépréciations selon les modalités décrites ci-dessous.

Provision pour litiges et contentieux : une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : En complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Les provisions seront ajustées chaque année en fonction des éléments transmis.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2019, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	42 655,00	42 655,00	464 720,00	464 720.00
Restes à recouvrer	300 000,00		992 776.79	1 292 776.79
Liquidation et redressement judiciaire	838 581,17	174 179.66	394 374.56	1 058 776.07
Compte épargne temps	366 537,50		279 197,50	645 735,00
Dépréciation Titres de participation	1 953 186,00			1 953 186,00
Total	3 500 959,67	216 834.66	2 131 068.85	5 415 193.86

6- Comptabilisation des provisions :

D'un point de vue budgétaire, les provisions peuvent se traduire de deux manières, selon les types de collectivités et éventuellement leur décision propre :

a. en cas d'opération semi-budgétaire, il y a uniquement une dépense ou recette de fonctionnement regroupée sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions » ou « Reprises sur provision » ;

b. en cas d'opération budgétaire, il y a une dépense (ou recette) de fonctionnement et une recette (ou dépense) d'investissement de même montant en contrepartie, respectivement retracées aux chapitres 926 et 946 « Opérations d'ordre de transfert entre sections ».

Afin d'homogénéiser la procédure de provisionnement avec celle des dotations aux amortissements, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter, à compter de l'exercice 2020, la comptabilisation des provisions en opération budgétaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2019 ;
- de dire que les crédits y afférents sont prévus au budget de l'exercice 2019, chapitre 945 ;
- de dire qu'à compter de l'exercice 2020, les provisions seront comptabilisées en opération budgétaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
Pour : 59 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL

Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement RESTANQUE - 6 500 000 € - Exercice 2019

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement RESTANQUE confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 6 500 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a retenu auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- o Capital : 6 500 000 €
- o Durée : 10 ans
- o Période de mobilisation : 12 mois
- o Durée d'amortissement : 9 ans
- o Taux fixe maximum : 0,97%
- o Périodicité trimestrielle
- o Échéances constantes avec 1 an de différé d'amortissement
- o Remboursement anticipé moyennant indemnité actuarielle
- o Garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80%
- o Commission d'engagement : 0,10 %

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci.

Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder le cautionnement de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt de 6 500 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque CAISSE D'EPARGNE DU LANGUEDOC ROUSSILLON, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Mylène CHARDES, Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

Tarifs pour la Ville de Montpellier

Les tarifs municipaux présentés seront applicables au 1^{er} janvier 2020 ou à la date précisée.

Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

Les tarifs proposés intègrent la volonté de préserver le pouvoir d'achat des usagers, complémentaire de la décision de non-augmentation des taux de fiscalité de la Ville depuis 6 ans. Ils sont donc principalement stables.

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;

- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevance : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Enfance

- Réussite éducative
- Restauration scolaire
- Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH)
- Renouvellement et développement urbain
- Sécurité, Propreté, Hygiène, Salubrité
- Culture
- Maison pour tous
- Sports et Jeunesse
- Environnement et espaces verts
- Attractivité et rayonnement
- Services à la population
- Autres

ENFANCE

LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Près de 6200 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles indépendantes installées à Montpellier. Au total, près de 29 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année civile. La circulaire n°2019-005 du 5 juin 2019 prévoit une évolution du barème national des participations familiales de 0.8% par an entre 2019 et 2022, ainsi qu'une évolution progressive des ressources plafond sur cette même période.

Tarif horaire = Taux de participation des familles x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

▪ Taux applicables pour 2020

Ressources plancher 2020	705,27 €
Ressources plafond 2020	5 600,00 €

	Taux de participation	Tarifs plancher 2020	Tarif plafond 2020
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,0610%	0,43 €	3,42 €
2 enfants	0,0508%	0,36 €	2,84 €
3 enfants	0,0406%	0,29 €	2,27 €
4 à 7 enfants	0,0305%	0,22 €	1,71 €
8 enfants et au-delà	0,0203%	0,14 €	1,14 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,0508%	0,36 €	2,84 €
2 enfants	0,0406%	0,29 €	2,27 €
3 à 5 enfants	0,0305%	0,22 €	1,71 €
6 enfants et au-delà	0,0203%	0,14 €	1,14 €
TARIFICATION MAJOREE			
Familles non affiliées au régime général CAF ou au régime social agricole (MSA)	Tarifs majorés de 50%		

Délibération n°V2019-534

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.12 € ($0.0508\% \times 2\,200\text{€}$).

Le tarif lié au handicap d'un enfant :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap et bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux de participation familiale immédiatement inférieur.

Par dérogation :

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

1. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire.

TARIFICATION POUR LES ACCUEILS	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H30 (ou 8H45 si horaire dérogatoire) ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 ou 17h45-18h30 si horaire dérogatoire (prix par enfant inscrit)				
Famille avec 1 enfant à charge	0,32 €	0,012%	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge	0,29 €	0,010%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,26 €	0,009%		
Accueil après la classe ou Etude surveillée 16h30-17h30 (ou 16h45-17h45 si horaire dérogatoire)	GRATUIT			
TARIFICATION SPECIFIQUE				Tarif unitaire
Pénalités appliquées à chaque retard à compter du 2 ^{ème} retard constaté dans l'année scolaire le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30				10 €

2. LA MISE A DISPOSITION DES LOCAUX SCOLAIRES

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de formation initiale ou continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations, sous réserve que la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Locaux scolaires	Tarifs
Tarif par heure et par salle	5,00 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 12 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

▪ Modalités de détermination des tarifs

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

Tarif = Part fixe + (Taux d'effort x Revenu mensuel avant abattement) encadré par un plancher et un plafond.

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour du tarif a lieu chaque année en juillet. Il n'est pas possible de faire des mises-à-jour en cours d'année scolaire.

▪ Modalités de réservation des repas et des accueils :

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines avant le début de chaque vacance scolaire et dure deux semaines. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine de classe.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville** : www.montpellier.fr (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte ») ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;

- Au service Prest'O à l'Hôtel de Ville ;
- Dans les mairies de proximité Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson

Tarifs applicables depuis le 3 septembre 2018

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES				
Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10.00 €

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH)

Les Accueils de Loisirs municipaux sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 21 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

Tarif journée (sans repas) = Taux d'effort x revenu mensuel avant abattement

▪ Les revenus pris en compte

Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CDAP à partir du numéro CAF de la famille) ;

Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante. Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut s'opérer en cours d'année.

Tarifs applicables depuis le 03/09/2018 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587%	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536%	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485%	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

Une pénalité de retard sera appliquée pour un montant de 10 euros après 15 minutes de retard suite à la fermeture de la structure à 18 h 00.

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; Francois Villon et l'Escoutaire

L'ALSH ADOS de la maison Pour Tous André Chamson est ouvert en juillet uniquement.

RENOUVELLEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN

1. LE STATIONNEMENT

Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarif
Tarif normal 1h	2,00 €
Tarif normal 2h	4,00 €
Tarif normal 3h	10,00 €
Tarif normal 4h	17,00 €
Tarif normal 5h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif
Tarif normal 1h	1,00 €
Tarif normal 2h	2,00 €
Tarif normal 3h	3,00 €
Tarif normal 4h	4,00 €
Tarif normal 5h	10,00 €
Tarif normal 6h	17,00 €
Tarif normal 7h	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17,00 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarif
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1,00 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4,00 €
Tarif normal 8h	10,00 €
Tarif normal 9h	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	10,00 €

Les usagers titulaires de la carte européenne de stationnement ou de la carte mobilité inclusion bénéficient de la gratuité du stationnement sur l'ensemble des places payantes (loi du 18-03-2015).

Pour simplifier l'accès à la gratuité et lutter contre la recrudescence d'utilisation frauduleuse de cartes de stationnement qui porte préjudice aux personnes à mobilité réduite de nouvelles dispositions sont mises en places.

La durée de la gratuité du stationnement est portée de 12 heures à 24 heures consécutives.

Un système de gestion des droits dématérialisés est mis en service afin de générer automatiquement un ticket pour une durée de 24 heures.

Description des deux modes de fonctionnement

- a) Usager avec profil enregistré dans le système de gestion des droits dématérialisés (utilisateur régulier du stationnement payant)
- Obligation de déclaration de l'immatriculation du véhicule dans le système.
 - Ticket dématérialisé généré automatiquement par tranche de 24h00 avec l'immatriculation enregistrée.
 - Obligation de modification de l'immatriculation en cas de changement de véhicule
 - Obligation d'affichage de la carte GIG-GIG ou carte CMI sur le véhicule utilisé.
- b) Usager sans profil enregistré dans le système de gestion des droits dématérialisés.
(Usager utilisateur occasionnel du stationnement payant)
- Obligation d'utilisation d'un ticket délivré par l'horodateur ou avec l'application mobile M Ticket.
 - Obligation de déclaration de l'immatriculation du véhicule à l'horodateur ou sur l'application M Ticket
 - Obligation d'affichage de la carte GIG-GIG ou carte CMI sur le véhicule utilisé.

En cas de non-respect des conditions ci-dessus, un avis de paiement sera notifié à l'utilisateur pour non-paiement du stationnement.

Précision : la carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) devra obligatoirement être apposée de façon visible à l'intérieur du véhicule. La carte mobilité inclusion (ou la carte GIC-GIG) en cours de validité devra être apposée à l'avant du véhicule et la totalité des indications réglementaires devra être lisible, complétée, non modifiée, non raturée. Les copies de justificatif réglementaire seront considérées comme non valable.

En cas de non-respect des conditions ci-dessus, un avis de paiement sera notifié à l'utilisateur pour non-paiement du stationnement.

Personne à Mobilité Réduite	Tarif
PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 24 heures maximum (loi du 18/03/2015)	0,00 €

Paiement de la redevance

Les tarifs horaires seront fractionnés en fonction des contraintes mécaniques et/ou informatiques.

- Sur les automates de paiement, pour le paiement par pièces de monnaie, les tarifs horaires seront fractionnés par unité monétaire de 0,10€, pour le paiement par carte bancaire un minimum de paiement de 1,00 € pourra être appliqué.
- Pour les modes de paiement dématérialisés, les tarifs horaires seront fractionnés selon les fonctionnalités logicielles et un minimum de paiement de 1,00 € pourra être appliqué.

Un montant minimum de paiement sera appliqué, quel que soit le mode de paiement, à condition qu'il soit supérieur ou égal à :

- 15 minutes en zone de stationnement courte durée, soit 0,50 € ;
- 30 minutes en zone de stationnement moyenne durée, soit 0,50 € ;
- 60 minutes en zone de stationnement longue durée, soit 0,80 €.

Précision : en cas de paiement du Forfait Post Stationnement (FPS) au tarif minoré, aucun montant ne pourra être déduit du FPS si le paiement initial du stationnement n'était que partiel (Exemple : cas du FPS pour

cause de temps dépassé).

La carte de stationnement multimodale

30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant (une carte par véhicule uniquement)	Tarif
Gratuité accessible avec la carte de stationnement multimodale – 30 minutes	0,00 €

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande, résident, non-résident, personne morale, sur présentation des justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité ;
- Certificat d'immatriculation du véhicule ;
- Justificatif de domicile ;
- 1 photo d'identité pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

La carte de stationnement multimodale constitue le support matériel des profils tout en permettant l'accès aux différents services de mobilité. Cette carte est personnelle et incessible, sa délivrance nécessite la justification de l'identité de l'usager et la fourniture d'une photographie personnelle.

Cependant, à titre exceptionnel, une carte non personnalisée pourra être remise aux abonnés personnes morales (entreprise, association, etc.) qui demandent le rattachement à leur compte de plusieurs véhicules. Dans ce cas, la carte ne permettra pas de bénéficier de la totalité des services de mobilité.

L'usager est responsable de l'exactitude et de la sincérité des données déclarées et/ou enregistrées dans le système de gestion des profils.

Il s'engage à actualiser la totalité des informations justifiant son profil via internet, courrier ou aux agences commerciales de l'exploitant et notamment en cas de :

- Changement d'adresse ;
- Changement de numéros d'immatriculation ;
- Changement de statuts professionnels ou personnels.

L'usager est totalement responsable de l'utilisation des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé.

L'usager utilisant frauduleusement ou ayant favorisé l'utilisation frauduleuse par un tiers des moyens de paiement, des justificatifs de paiement matérialisé et dématérialisé ainsi que du mode de justification des profils sera réputé ne pas avoir acquitté la redevance d'occupation du domaine public.

En cas de pratiques frauduleuses ou d'abus de droit :

- L'usager devra acquitter la totalité du Forfait de Post Stationnement : aucun droit à remboursement des sommes déjà réglées ne sera ouvert du fait d'une utilisation erronée ou frauduleuse des droits réservés aux abonnés, ou en cas d'utilisation frauduleuse d'une carte mobilité inclusion ou GIC/GIG.
- L'exploitant sera autorisé à clôturer le profil en cours, à refuser le renouvellement et/ou la création d'un profil à l'usager responsable ainsi qu'au tiers ayant bénéficié ou tenté de bénéficier d'avantages de façon frauduleuse.

Délibération n°V2019-534

Tout usager sollicitant la délivrance d'une carte de stationnement multimodale doit présenter un certificat d'immatriculation du véhicule portant les mentions actualisées concernant le propriétaire et la désignation de son adresse.

Dans l'attente de la régularisation du certificat d'immatriculation, un profil provisoire d'un mois sera accordé à l'usager. A titre exceptionnel, dans le cas d'une immatriculation provisoire (WW), la durée d'un profil provisoire pourra être prolongée d'un mois supplémentaire.

La carte multimodale permet d'accéder aux profils suivants :

▪ **Le tarif résident :**

Le profil résident est accessible à toute personne physique pouvant justifier de sa résidence à l'adresse pour laquelle elle souhaite bénéficier de conditions particulières de stationnement.

L'abonnement résident n'est valable qu'à l'intérieur du secteur de rattachement et dans le périmètre de l'extension de secteur autorisée.

Abonnement résident valable dans le secteur de résidence + un secteur limitrophe (tarif par véhicule – 2 véhicules maximum par résident)	Tarifs
Abonnement résident mensuel	15 €
Abonnement résident mensuel avec abonnement aux transports collectifs	3 €
Abonnement résident annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	150 €
Abonnement résident annuel avec abonnement aux transports collectifs (12 mois pour le prix de 10 mois)	30 €

▪ **Le tarif résident – transports collectifs**

L'usager doit être en mesure de justifier de sa condition d'utilisateur habituel du véhicule déclaré dans l'abonnement. C'est-à-dire qu'il doit y avoir unité d'identité entre le titulaire de l'abonnement aux transports collectifs, le titulaire du permis de conduire, du certificat d'immatriculation ou de l'assurance du véhicule.

Liste des produits TaM ouvrant droit au tarif stationnement + transports collectifs
Contrat annuel mobilité jeune
Contrat annuel mobilité pour tous
Contrat annuel mobilité senior
Contrat annuel mobilité PDE
Contrat Kartatoo (TaM + TER)
Contrat annuel carte d'or
Contrat annuel mutilé de guerre
Abonnement annuel personne handicapée
Abonnement mensuel demandeur emploi
Abonnement mensuel personne handicapée
Abonnement mensuel Carte d'or
Abonnement mensuel demandeur d'asile

En pratique, l'usager résident doit présenter 4 justificatifs : (profil résident ou profil résident transports collectifs selon liste produits TaM ci-dessus):

- Une pièce d'identité,
- Deux justificatifs pour la résidence ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale

Documents acceptés pour justifier l'adresse du domicile du résident	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer	en cours de validité
Carte nationale d'identité / passeport / permis de conduire	moins de 12 mois
Document fiscal sur la taxe d'habitation (recto accepté)	moins de 12 mois
Contrat de bail en cours	moins de 12 mois
Titre de propriété	moins de 12 mois
Document relatif à l'assurance du véhicule à enregistrer (2ème nom ou conducteur secondaire couvert)	moins de 6 mois
Document émanant d'un fournisseur d'énergie	moins de 6 mois
Document émanant d'un fournisseur de téléphonie fixe/mobile/internet	moins de 6 mois
Document émanant d'un établissement financier : RIB, relevé de compte	moins de 3 mois
Document émanant d'un organisme public : sécurité sociale, pôle emploi, CAF, MSA, ...	moins de 3 mois
Document émanant d'une mutuelle de santé	moins de 3 mois
Attestation d'hébergement pour les étudiants (carte d'étudiant à présenter)	moins de 3 mois
Attestation d'hébergement pour les personnes vivant en foyer d'hébergement	moins de 3 mois
Attestation d'assurance habitation	moins de 6 mois
Quittance de loyer	moins de 3 mois

Documents relatif au véhicule du résident	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule à enregistrer	en cours de validité
Attestation d'assurance du véhicule au nom du demandeur	en cours de validité
Certificat de cession accompagné du certificat d'immatriculation barré	moins de 1 mois
Contrat de location du véhicule à enregistrer	moins de 3 mois
Attestation de l'employeur pour les véhicules de fonction	moins de 3 mois

Les forfaits spécifiques :

Forfaits Artisans / Aide à domicile / Santé (tarif par véhicule)	Tarifs
<i>Stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sur l'amplitude de 9h00 à 18h00</i>	
Forfait 1 jour	2 €
Forfait mensuel	20 €
Forfait annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	200 €

▪ **Le forfait « artisan »**

Les artisans pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels qui effectuent des déplacements au domicile des résidents du périmètre du stationnement payant pour y effectuer des travaux d'entretien ou d'aménagement dans l'immeuble ou l'habitation nécessitant le transport de matériaux et d'outillages lourds ou encombrants.

Par extension, les professionnels inscrits au registre du commerce et des sociétés (RCS) sont éligibles au tarif artisan.

Le nombre de véhicules par artisan est limité à 5 (activité en nom personnel ou en société).

En pratique, l'usager artisan doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité (de l'artisan ou du mandataire social ou du gérant) ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité d'artisan	Ancienneté
Un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APRM) et l'adresse où s'exerce l'activité	en cours de validité
Documents relatifs au véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'artisan ou de la société	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'artisan ou de l'entreprise	moins de 3 mois

Précisions :

Activité Principale au Répertoire des Métiers (APRM) - LISTE DES CODES OUVRANT DROIT AU TARIF ARTISAN

- **43.2 TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE, PLOMBERIE ET AUTRES**

- 43.21A-A Installation d'antennes
- 43.21A-B Installation électrique
- 43.22A-Z Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
- 43.22B-A Installation et entretien de climatisation et chaufferie
- 43.22B-B Installation de chauffage individuel
- 43.22B-C Entretien de chaudières domestiques
- 43.29A-Z Travaux d'isolation
- 43.29B-A Installation d'ascenseurs
- 43.29B-B Montage de clôtures et de grilles
- 43.29B-C Installation de stores et bannes

- **43.3 TRAVAUX DE FINITION**

- 43.31Z-A Travaux de plâtrerie d'extérieur
- 43.31Z-B Travaux de plâtrerie d'intérieur
- 43.32A-A Menuiserie bois

43.32A-B Menuiserie PVC
 43.32B-A Installation de serres et de vérandas
 43.32B-B Métallerie, serrurerie
 43.33Z-Z Travaux de revêtement des sols et des murs
 43.34Z-A Travaux de miroiterie de bâtiment, vitrerie
 43.34Z-B Travaux de peinture extérieure
 43.34Z-C Travaux de peinture intérieure et peinture plâtrerie
 43.39Z-Z Autres travaux de finition

43.9 AUTRES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS

43.91A-Z Travaux de charpente
 43.91B-Z Travaux de couverture par éléments
 43.99A-Z Travaux d'étanchéification
 43.99B-Z Travaux de montage de structures métalliques
 43.99C-Z Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment

81.2 ACTIVITÉS DE NETTOYAGE

81.21Z-Z Nettoyage courant des bâtiments
 81.29A-Z Désinfection, désinsectisation, dératisation

▪ **Le forfait « aide à domicile »**

Les personnes pouvant bénéficier du forfait sont les professionnels titulaires de l'agrément préfectoral qui effectuent des visites à domicile et des services d'auxiliaires de vie rendus aux domiciles des personnes âgées et handicapées résidant du périmètre du stationnement payant (code APE 8810A et code 8810B).

Le nombre de véhicule par aide à domicile ou par salarié de l'entreprise ou de l'association est limité à 1.

En pratique, l'aide à domicile agréée doit présenter 3 justificatifs :

- Une pièce d'identité ;
- Un justificatif pour l'activité et l'adresse ;
- Un justificatif pour le véhicule ;
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité à domicile avec agrément	Ancienneté
L'agrément préfectoral de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A et code 8810B) et l'adresse de l'activité. Pour les salariés, la fourniture d'un agrément annuel et collectif de l'employeur sera admis.	en cours de validité
Documents relatifs au véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom de l'aide à domicile, de l'entreprise ou de l'association.	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom de l'aide à domicile ou de l'association.	moins de 3 mois

▪ **Le forfait « professionnels de santé »**

Les professionnels de santé pouvant bénéficier du forfait exercent une activité, non salariée, nécessitant la pratique des soins aux domiciles des patients de façon régulière et dont l'activité principale ne s'exerce pas dans un local, une officine, un cabinet, un établissement, un laboratoire, etc... par conséquent, sont exclus les salariés des entreprises et des associations.

Les professionnels qui répondent à la définition sont principalement les suivants : les infirmiers et les sages-femmes, les kinésithérapeutes, les médecins généralistes, les psychomotriciens, les ergothérapeutes, les orthophonistes, les aides-soignants à domicile code (APE 8690), les ambulanciers, les auxiliaires de puériculture, les pédicures podologues, les médecins biologistes et les infirmières des laboratoires qui effectuent des prélèvements à domicile.

Le nombre de véhicule par professionnel de la santé est limité à 1.

En pratique, le professionnel de santé et d'action sociale doit présenter les justificatifs suivants :

- Une pièce d'identité
- Un justificatif d'appartenance professionnelle et de l'adresse de l'activité
- Un justificatif de l'activité à domicile pour les activités non mentionnées dans la liste ci-dessus
- Un justificatif pour le véhicule
- 1 photo pour personnaliser la carte de stationnement multimodale.

Documents acceptés pour justifier de l'activité de santé & action sociale à domicile (professionnels inclus dans la liste)	Ancienneté
Une carte professionnelle	en cours de validité
Une feuille de soins mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur	en cours de validité
Une facture ou annexe de facture mentionnant l'activité professionnelle et l'adresse du demandeur	en cours de validité
Document supplémentaire obligatoire pour justifier de l'activité de santé & action sociale à domicile (professionnel non-inclus dans la liste)	Ancienneté
La justification d'une activité à domicile significative, définie à 100 visites minimum par an appréciés au travers du nombre de visites du relevé SNIR le plus récent de l'année N-1 ou N-2.	Relevé de l'année N-1 ou N-2
1 justificatif obligatoire pour le véhicule	Ancienneté
Certificat d'immatriculation du véhicule au nom du professionnel de la santé	en cours de validité
Contrat de location du véhicule à enregistrer au nom du professionnel de la santé.	moins de 3 mois

2. LES DROITS DE VOIRIE

Parking stade « La Mosson »	Tarif
Entrée parking stade de la Mosson	2€/unité

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarif
Tarif remplacement Carte Pass (accès zone piétonne) en cas de perte, vol ou détérioration	12,00 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (Bip)	153,00 €

3. AUTOPARTAGE SANS STATION FIXE

L'autopartage permet à plusieurs personnes d'utiliser un véhicule commun à ses utilisateurs ou abonnés.

L'activité d'autopartage est définie par l'article L.1231-14 du code des transports comme :

« la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

Sans attendre le renforcement de son rôle par le législateur, la Ville de Montpellier avait instauré un tarif pour l'occupation de son domaine public par les opérateurs d'autopartage avec station fixe.

L'autopartage « sans station » se développant et étant moins consommateur d'espace que l'autopartage avec station, il est donc proposé de mettre en place un tarif complémentaire :

	Unité	Tarif
Autopartage sans station fixe	an/véhicule	30,00 €

Ce tarif est applicable pour l'occupation du domaine public pour tous véhicules électriques en autopartage sans station fixe.

4. AUTOPARTAGE AVEC STATION FIXE

	Unité	Tarif
Emplacement de stationnement	an/emplacement	170,00 €

SECURITE, PROPRETE, HYGIENE, SALUBRITE

1. CAPTURE DES ANIMAUX

Le Code Rural impose ou permet au Maire de prendre certaines dispositions dans le cadre de la gestion des animaux. Dans ce cas, la Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours.

En cas de refacturation, de prestations engagées par la ville, auprès des tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration pour frais de gestion.

Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	112 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	140 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	185 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	224 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi	90 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi	90 €

Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport (équidés...) pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Tarifs
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00	140 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00	175 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)	232 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)	280 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi	100 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi	100 €

Majoration et exonération	Tarifs
Majoration lors de la refacturation des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutive au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt	5%
Majoration appliquée lors de la refacturation d'enlèvement de cadavres d'animaux identifiés sur voie publique	5%
Exonération des frais de capture d'un animal en cas de force majeure*	0 €

**Exonération de paiement des frais de capture dans deux cas de force majeure, faisant suite à l'intervention de la Police Nationale ou des pompiers sur le propriétaire de l'animal :*

- *Prise en charge de l'animal sur la voie publique et transport au lieu de dépôt dans l'attente du retour de son propriétaire*

- *Prise en charge de l'animal sur la voie publique et transport au lieu de dépôt dans l'attente de trouver un membre de la famille qui reprenne ou abandonne l'animal. (SPA)*

Dans ces cas particuliers, il ne s'agit pas de capture mais seulement de mise en sécurité de l'animal.

2. CAISSES DE TRANSPORT D'ANIMAUX

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs
Taille 2 - Très petite (50cms < L < 55cms)	U	52 €
Taille 3 - Petite (55cms < L < 60cms)	U	71 €
Taille 4 - Moyenne (60cms < L < 65cms)	U	88 €
Taille 5 - Grande (65cms < L < 75cms)	U	128 €
Taille 6 - Très grande (75cms < L < 100cms)	U	200 €
Modèle : caisse en bois simple	Unité	Tarifs
Très petite	U	150 €
Petite	U	250 €
Moyenne	U	350 €
Grande	U	400 €
Très grande	U	500 €
Modèle : caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs
Très petite	U	200 €
Petite	U	300 €
Moyenne	U	400 €
Grande	U	500 €
Très grande	U	600 €
Modèle : caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs
Très petite	U	400 €
Petite	U	750 €
Moyenne	U	1 000 €
Grande	U	1 500 €
Très grande	U	2 000 €

3. OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT

Le débroussaillage est un acte civique responsable et rendu obligatoire par l'article 131-6 du code forestier. Il constitue la meilleure protection contre le feu, en ralentissant sa propagation. C'est aussi le meilleur moyen de protéger sa maison et ses biens et faciliter l'accès des secours.

Dans l'Hérault, l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013, oblige chaque propriétaire à débroussailler à 50 mètres de son habitation et à 5 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès, y compris sur les propriétés voisines si nécessaire.

En zone urbaine, ZAC, camping et aire de caravanes, c'est la totalité du terrain qui doit être débroussaillé. Les végétaux à couper sont les broussailles, les sous-bois (buissons et arbustes), les végétaux morts, les hautes herbes, les branches basses des arbres et toutes les essences les plus inflammables. Il est préférable de couper les végétaux ligneux (arbustes et arbres) en période hivernale et les plantes herbacées au printemps. Les travaux de débroussaillage en été où le risque incendie est le plus important (forte température et

faible hygrométrie) sont à éviter.

En cas de non-respect de la loi portant obligation de débroussaillage, la Ville, après mise en demeure, procédera au débroussaillage d'office et facturera les prestations (entreprise de débroussaillage, huissier et frais annexes associés) au propriétaire au tarif suivant :

	Unité	Tarif
Travaux d'office de débroussaillage	/	suivant devis à la date de l'intervention + majoration de 8% de frais de gestion

4. AFFICHAGE SAUVAGE

(Application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement)

Lutte contre l'affichage sauvage	Tarif
Frais d'enlèvement	150,00 €

CULTURE

1. LA SERRE AMAZONIENNE

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Métropole permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2020	Sans Pass Métropole	Avec Pass Métropole
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40,00 €	40,00 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour :	Gratuit	Gratuit
Les enfants de moins de 6 ans		
Les bénéficiaires de minima sociaux		
Enfants et accompagnateurs des crèches, écoles primaires et ALSH de Montpellier		
Tarif groupes		
Comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	4,00 €	4,00 €
Groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3,00 €	3,00 €
Groupes scolaires primaires et ALSH hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Enfants des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	Gratuit	Gratuit
Accompagnateurs des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	2,00 €	2,00 €
Visite guidée -journée -parc de Lunaret (parc et/ou serre amazonienne)	10,00 €	10,00 €
Visite nocturne et guidée	10,00 €	10,00 €
Location d'audio-guide	1,00 €	1,00 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

2. LE PARCOURS MUSEOGRAPHIQUE

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- Au musée du Vieux Montpellier
- A la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique	Tarifs
Tarif normal individuel	3,00 €

Tarif réduit pour :	
Les groupes (à partir de 10 personnes)	2,00 €
Les familles nombreuses sur présentation de la carte	2,00 €
Les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
Les moins de 26 ans et les plus de 60 ans	gratuit
Les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux	
Les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants	
Les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme de Montpellier Méditerranée Métropole	
Les groupes effectuant une visite guidée thématique programmée par l'Office du Tourisme de Montpellier Méditerranée Métropole	
Les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants	
A l'occasion de la Nuit Européenne des Musées (pour tous les publics)	
Lors des Journées du Patrimoine (pour tous les publics)	
Le 1er dimanche de chaque mois (pour tous les publics)	

3. LE THEATRE JEAN VILAR

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpelliérain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Ces tarifs sont applicables à partir de juin 2020, pour les spectacles de la saison 2020/2021.

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Plein tarif	19,00 €
Tarif réduit pour les étudiants, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité, titulaires du Pass Métropole	11,00 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant	5,00 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima sociaux	1,00 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles	
Plein tarif (13 € / spectacle supplémentaire)	52,00 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), titulaires du Pass Métropole	36,00 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)	14,00 €
Dispositifs particuliers	
Dispositif YOOT (convention avec le CROUS)	9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours)	10,00 €

Cultures et sport solidaires 34	gratuit
Maison des chômeurs	5,00 €

Les tarifs de location sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2020

Théâtre Jean Vilar	Tarifs
Grande salle	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 690 €
L'heure avant 9h et après 23h	258 €
Caution	1 950 €
Bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 1 régisseur d'accueil technique, 3 agents de sécurité, 1 contrôleur. Par journée de location de 9h à 23h	1 725 €
L'heure avant 9h et après 23h	184 €
Caution	1 330 €
Grande salle + bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 4 agents de sécurité, 5 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 900 €
L'heure avant 9h et après 23h	295 €
Caution	2 200 €

4. LE CINEMA NESTOR BURMA

Depuis son ouverture en 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma a accueilli plus de 154 000 spectateurs.

Outil culturel de proximité, ouvert à tous, il conjugue une programmation généraliste et populaire avec des films de qualité qui lui ont valu en 2018 le renouvellement du classement Art et Essai assorti des labels « jeune public et Patrimoine, répertoire » par le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5,00 €
Tarif individuel Dispositif YOOT (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3,00 €
Tarif moins de 14 ans	4,00 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45,00 €
Tarif Comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les	2,70 €

accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	
Tarif spécial (événement conventionné ou séance à la carte - enseignant, centre de loisirs, IME)	3,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Supplément (3D)	1,00 €
Remplacement de lunettes 3D endommagées	45,00 €

5. LA MAISON DES CHŒURS

La Maison des Chœurs est destinée à promouvoir le chant choral sous toutes ses formes en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à cette pratique et qui participent à la vie culturelle de la cité.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués :

- La nef centrale
- Les salles de répétition Ravel et Debussy
- La Maison des Chœurs dans son ensemble

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

***Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés.

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Forfait de Base*
Nef centrale	Session de 4H	650 €	30 €
Salle de répétition Ravel ou Debussy	Session de 4H	300 €	15 €
La maison des chœurs (Nef + salles de répétition)	Session de 4H	1 250 €	60 €
Cautionnement			
Caution pour tout espace loué	U	1 530 €	
Refacturation de mise à disposition d'un agent			
Mise à disposition d'un agent les soirs de concert	/heure	30 €	

6. LOCATION DU CARRE SAINT ANNE

Ces tarifs prennent en compte le projet d'établissement ainsi que les coûts de fonctionnement de tels accueils.

Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité du lieu et avec accord préalable

***Demi-tarif** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, n'entraînant pas de recettes.

Carré Sainte-Anne	Unité	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000,00 €	1 500,00 €	500,00 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000,00 €	1 000,00 €	250,00 €
<i>Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes</i>				

7. LOCATION DU PAVILLON POPULAIRE

Pavillon Populaire	Unité	Plein tarif
Visite privée guidée 60 personnes	1 soirée de 3h (de 19h à 22h)	1 000 €
Visite privée guidée et réception 60 personnes	1 soirée de 3h (de 19h à 22h)	1 750 €

Ce tarif comprend la présence d'1 guide médiateur et 2 agents de sécurité de 18h30 à 22h30.

Il inclut également, si Réception, 1 agent d'entretien de 18h à 22h.

Un effectif d'agents de sécurité supplémentaire pourra être facturé en sus si le dispositif souhaité par le client le nécessite.

MAISON POUR TOUS

1. LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent environ 500 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

▪ Inscription dans les Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour Tous encadrées par les animateurs de la Ville ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Cartes d'abonnement	Tarifs
Adulte	7,00 €
Enfant (moins de 18 ans)	3,50 €

▪ Les cotisations annuelles pour les activités (hors vacances scolaires)

Activités collectives	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (pour la saison scolaire)	135 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40 €

Activités individualisées	Musique	Musique + atelier collectif solfège (1heure/semaine)
Tarification séances de musique individualisées à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500 €	580 €
Tarification séances de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380 €	460 €
Tarification séances de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250 €	330 €

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

Conditions de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'utilisateur, changement d'emploi du temps professionnel de l'utilisateur, déménagement de l'utilisateur, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

▪ **Les réductions**

Réductions accordées pour les activités collectifs et cours individuels :	
Réduction comité d'entreprises (COSC ...)	20%
Etudiants (engagés dans un cursus d'enseignement supérieur) et lycéens bénéficiaires des allocations temporaire d'attente(ATA), solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, revenu de solidarité active (RSA)	50%
Adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu'à la fin de la session.</i>	

▪ **Les cotisations ponctuelles pour les activités**

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2 €
Supplément transport hors TAM	3 €
Supplément repas	2 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2 €
Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2 €

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
Tarification / séance	3 €

Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
Tarification / heure	15 €

Une gratuité de certains événements sera appliquée à l'ensemble des usagers selon les projets spécifiques des Maisons pour tous.

2. LES SALLES DES MAISONS POUR TOUS

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires - Maisons Pour Tous	Tarifs
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300 €
Tarification pour 2 h et 10 personnes	165 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40 €

Salles pour activités ponctuelles – Maisons Pour Tous	Tarifs
1/2 journée salle de - 60 personnes	55 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110 €
Journée salle de - 20 personnes	55 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110 €
Journée salle de + 60 personnes	220 €
Week-end réunions et assemblées	110 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €
Caution location	150 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs
1/2 journée salle de - 60 personnes	30 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50 €
Journée salle de - 60 personnes	50 €
Journée salle de + 60 personnes	105 €
Week-end réunions et assemblées	50 €
Week-end stages d'activités des associations	50 €

Caution	150 €
---------	-------

3. LE THEATRE GERARD PHILIPPE

	Tarifs
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

4. LE CINEMA LOUIS FEUILLADE

▪ Le cinéma

La Maison pour tous Louis Feuillade exploite un cinéma.

Les séances sont proposées aux tarifs suivants :

Entrée cinéma	Tarifs
Tarif individuel	6,00 €
Tarif réduit pour les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses, et les abonnés des maisons pour tous.	4,00 €
Tarif moins de 12 ans (enfants obligatoirement accompagnés)	3,00 €
Carte 5 places (non nominative et valable 1 an)	22,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe enfants (centres de loisirs, associations) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif de groupe + 12 ans (associations / ASH Ado...) / gratuité pour les accompagnants (à raison d'1 pour 10)	3,50 €
Tarif CE / COSC / CROUS	4,50 €
Fête du cinéma	3,00 €
Lunettes 3D	1,00 €

▪ Le théâtre et le studio vidéo

La nouvelle Maison pour tous Louis Feuillade exploite un théâtre de quartier de 150 places, il accueille une programmation régulière ainsi que des propositions associatives, ainsi qu'un studio vidéo pour accompagner les projets des vidéastes et cinéastes amateurs.

Ces deux espaces peuvent être mis à disposition moyennant les tarifications suivantes :

Délibération n°V2019-534

Théâtre - LOCATION	Tarifs
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

Studio vidéo	Tarifs
Tarification / heure	15 €

SPORTS ET JEUNESSE

1. LES PRESTATIONS JEUNESSE

▪ La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes Montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations de loisirs à un tarif préférentiel. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer de juin à septembre.

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

▪ Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

▪ Les Photocopies et impression de CV

Ces prestations permettent à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

▪ Exposition & vide-studio annuel

Les jeunes artistes montpelliérains non professionnels et le tissu associatif partenaire du service Jeunesse peuvent exposer gratuitement à l'EMJ.

Pour les jeunes de moins de 30 ans, ayant un lien avec Montpellier, et pour les associations partenaires, il est mis à disposition un emplacement gratuit pour le vide studio (puces) : journée d'échange et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

Prestation	Tarifs
Carte été jeune	25,00 €
Ateliers « découverte »	21,00 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

2. LES ACTIVITES SPORTIVES

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Prestation	Tarif
Carte Montpellier Sports	5,00 €

3. LES LOCATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Les mises à disposition se font dans le cadre de créneaux annuels liés à l'activité de l'association, de stages sportifs ou de manifestations sportives.

Les installations sportives n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs
Location gymnase	heure	15,30 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,10 €
Location de terrain	heure	11,70 €
Location de mur d'escalade	heure	10,00 €
Location de skate parc	heure	9,80 €
Location de court de tennis, de boulodromes	heure	6,60 €
Autres usagers	Unité	Tarifs
Location gymnase	heure	53,30 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	8,20 €
Location d'installation athlétisme	heure	53,30 €
Location de mur d'escalade	heure	47,20 €
Location de terrain	heure	41,30 €
Location de court de tennis, de boulodromes	heure	47,20 €
Location de skate parc	heure	47,20 €
Location terrain de BMX – équipe française	½ jour	125 €
Location terrain de BMX – équipe étrangère	½ jour	250 €
Location terrain de BMX – Fédération Française de Cyclisme	semaine	900 €
Location Pas de Tir Montmaur pour les polices municipales des communes de Montpellier Méditerranée Métropole séance de 3 heures pour 7 personnes maximum	séance	202,00 €
Manifestations sportives dans les installations sportives ou sur le domaine public	j	0,00 €
Montage et démontage de la manifestation		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée + 60 personnes	1 j	121,00 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée - 60 personnes	1/2 j	60,50 €

4. LES SALLES DE L'ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE (EMJ)

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans porteurs de projet. Le service Jeunesse pour répondre au mieux à la demande des associations, propose également une mise à disposition de la salle à l'heure.

Délibération n°V2019-534

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers ni à des associations culturelles.

Salles de l'Espace Montpellier Jeunesse	Unité	Tarifs
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature, avec un montant identique à celui des Maisons pour tous pour une salle de 20 à 60 personnes)	Jour	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans	Jour	Gratuit

ENVIRONNEMENT ET ESPACES VERTS

1. LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	241 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	682 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	962 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	602 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs
Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	118,00 €
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	1,50 €
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	0,75 €
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	25,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	18,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	18,50 €
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7,40 €
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarifs
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention

2. LA LOCATION DES JARDINS FAMILIAUX

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Nota Bene : la date de renouvellement de bail se faisant au 1er août de chaque année, le tarif suivant est donc valable du 01/08/2020 au 31/07/2021

Location des jardins familiaux	Unité	Tarifs au 01/08/2020
Location de jardin familial	m²/an	1,04 €
Parcelle standard de 120m²	€/an	125,00 €
Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	125,00 €

3. LA TAXE SUR LA PUBLICITE LOCALE EXTERIEURE (TLPE)

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarifs
Enseigne < à 7 m²	m²/an	0 €
Enseigne > à 7 m² et ≤ à 20 m²	m²/an	30 €
Enseigne > à 20 m² et ≤ à 50 m²	m²/an	60 €
Enseigne > à 50 m²	m²/an	120 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarifs
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m²/an	30 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m²/an	60 €

ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

1. LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires), pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 21h à l'Espace Martin Luther King et à 22h à la Maison des Relations Internationales.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	912 €	456 €	51 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	314 €	157 €	31 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	101 €	51 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 317 €	659 €	21 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	507 €	254 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif à la semaine)	/semaine	658 €	329 €	12 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif à la semaine)	/semaine	253 €	126 €	10 €
Cautionnement				
Caution	/ U	1 530 €		

2. LES MARCHES

Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seules les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarifs
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m ² / avec véhicule / séance de marché	U/Jour	20 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m ² / avec véhicule	séance	26 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m ²)/ avec véhicules	séance	34 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m ² / 1 camion	séance	52 €

Marché aux Plants	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m ² /trimestre	14 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m ² /trimestre	10 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	300 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	200 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	40 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	30 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarifs
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	20 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	25 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m ²	séance	50 €
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou / CNS 100m ²	trimestre	510 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	30 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	40 €

Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m ²	séance	80 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	14 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m ² /trimestre	5,10 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m ² /trimestre	7,60 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m ² /h/trimestre	0,50 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m ² /1/2 jour	1,50 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m ² /jour	2,20 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m ² /1/2 jour	2,00 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m ² /jour	2,90 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,00 €
Bouquiniste 18m ²	u/jour	15,40 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m ²	38,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m ² /jour	11,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m ² /jour	22,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

3. LES HALLES

Halle des Quatre Saisons	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	7,90 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	41,50 €

Halles Jacques Cœur	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	15,90 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	76,50 €

Halles Castellane	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	21,10 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	57,50 €
Redevance occupation d'une cave non alimentée en électricité	trimestre	85,00 €
Redevance occupation d'une cave alimentée en électricité	trimestre	171,00 €

Halles Laissac	Unité	Tarifs
----------------	-------	--------

Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	20,80 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	75,50 €

Droits d'entrée halles couvertes	Unité	Tarifs
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 150 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	3 650 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	3 960 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	4 380 €
Surface étal de 25m² et +	u	5 000 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0 €

Redevances spécifiques	Unité	Tarifs
Redevance sur ventes réalisées via l'application "Bon et Local" Halles et Marchés connectés (sur états trimestriels communiqués par le prestataire)	réel/trimestre	1% du montant des ventes

La Ville met à disposition des commerçants une application permettant de vendre leurs produits en ligne « Bon et Local, Halles et Marchés connectés », avec possibilité pour les acheteurs de venir récupérer leur marchandise ou de se faire livrer.

Mise à disposition des Halles:

Mise à disposition	Unité	Tarifs
En semaine (du lundi au jeudi)	soirée	2 000,00 €
Le week-end (du vendredi au dimanche)	soirée	2 500,00 €

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit maximum.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

Toutes les prestations de sécurité (filtrage, gardiennage...) sont à la charge de l'organisateur et doivent être validées par la Ville en amont de la manifestation.

4. LES DROITS TERRASSES

Cf. carte de zonage en annexe 1. La zone 4 non légendée est constituée par défaut de tout emplacement qui n'est ni en zone 1,2 ou 3 sur le territoire montpelliérain.

Cas spécifiques prévus :

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation
- Exonération de redevances des commerçants pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses

- Tout mois commencé est dû (prorata du tarif annuel)
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	99 €
Zone 2	m²/an	61 €
Zone 3	m²/an	44 €
Zone 4	m²/an	38 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	139 €
Zone 2	m²/an	111 €
Zone 3	m²/an	98 €
Zone 4	m²/an	70 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	200 €
Zone 2	m²/an	160 €
Zone 3	m²/an	140 €
Zone 4	m²/an	100 €

Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipée des éléments de confort proches d'une installation en dur)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	324 €
Zone 2	m²/an	254 €
Zone 3	m²/an	203 €
Zone 4	m²/an	173 €

5. LES STANDS, KIOSQUES & VEHICULES AMENAGES

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarifs
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour/véhicule	23 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m2	an/véhicule	4 000 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou	m²/jour	33 €

culturelles, fête du 14 juillet		
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons... hors manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	unité de 2m²/jour	20 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	117 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes, snack - tout site	mois	325 €

6. LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarifs
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	11,50 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarifs
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué)	m²/an	130,00 €
Vitrine mobile non alimentaire	u/an	95,00 €
Porte menus hors terrasse	u/an	54,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire	u/an	420,00 €
Banc de fruits de mer	u/an	515,00 €
Tourniquet, porte cartes	u/an	70,00 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarifs
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150,00 €

7. LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC

Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.

Exonération : les occupations techniques du domaine public à des fins d'utilité publique ne sont pas soumises à redevance.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarifs
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	17 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarifs
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine	30 €
l'unité de 6m² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	60 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection : m² de sol occupé ou projeté au sol (toute semaine commencée est due)		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m²/ semaine	5 €

Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m²/ semaine	17 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable	m²/3 mois	75 €
Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m²/3mois	95 €

Concessions d'occupation du domaine public	Unité	Tarifs
Concession de tous ordres	u/an	7% du CA

PENALITES

Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarifs
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	260 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial

8. LES AUTRES REDEVANCES

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée.

Estivales - Esplanade Charles De Gaulle	Unité	Tarifs
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnés	m²/jour	7,60 €
Bouquiniste 18m²	u/Jour	25,00 €
Viticulteurs - forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m²/jour	17,20 €
Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	17,20 €

Occupation du domaine public	Unité	Tarifs
Diverses occupations - Espaces libres divers	m²/jour	2,35 €
Diverses occupations - Espace Grammont	m²/jour	1,85 €
Diverses occupations - Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	7,20 €
Diverses occupations - Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1,85 €
Diverses occupations - Espace libre Peyrou	m²/jour	4,10 €
Diverses occupations - Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	6,20 €
Stand de vente 12m² environ, tout site promotion d'un territoire (alimentaire ou non alimentaire)	u/jour	30,00 €
Food truck dans le cadre d'une manifestation autorisée par la Ville	u/jour	150,00 €
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	325,00 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour		0,00 €

comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m²/jour	0,20 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an	6 625,00 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an	4 250,00 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour	2 150,00 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats/goodies/promotion commerciale forfait 100m²	jour/100m²	630,00 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général	u/jour	0,00 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour	150,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour	300,00 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour	450,00 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour	600,00 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour	0,00 €
Poneys/Chevaux ou autres animaux : promenade ou démonstration	jour/animal	150,00 €
Stand fleuriste/pépiniériste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m²)	jour	40,00 €
Course d'orientation, chasse au trésor ou escape game avec droits d'entrée sur l'espace public	jour	30,00 €

Autres manifestations publiques	Unité	Tarifs
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes/ Emplacement 18 m²	u/Jour	15,40 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/Jour	30,00 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/Jour	30,00 €
Festival d'Art et de Feu Stand 12 m² environ	u/Jour	20,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	500,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	semaine	850,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²/ chalet associatif* (maximum 1 par manifestation)	semaine	0,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Activité Restauration	semaine	1 050,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	700,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m²	semaine	1 150,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Activité Restauration	semaine	1 400,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Artisans Métiers d'Arts, Artistes auteurs, Artistes libres, Maitres Artisans	semaine	1 200,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m²	semaine	1 720,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Activité Restauration	semaine	2 100,00 €
Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	semaine	520,00 €

**La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à but*

Délibération n°V2019-534

humanitaire ou caritatif (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire), dans la limite d'un chalet par manifestation.

Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif.

Une demande écrite devra être adressée aux services de la DUVEP qui en appréciera l'éligibilité.

La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (Objectifs, organisation administrative, projet, justification).

La DUVEP s'engage à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

	Unité	Tarifs
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U	50 €
Forfait appliqué si domaine public restitué non nettoyé (déchets, dégradations) après manifestation	U	100 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	U/an	45 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique	U/an	55 €
Vide greniers	U/an	0 €

SERVICES À LA POPULATION

1. CONCESSIONS FUNÉRAIRES ET REDEVANCES

La Ville a en charge la gestion des 5 cimetières (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. La Ville émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, aux exhumations, aux convois et aux crémations.

Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

ACHAT de concessions/columbarium	Tarifs
Concessions 2 m²	
Concession 15 ans 2 m ² pleine terre	530,00 €
Concession 30 ans 2 m ² pleine terre	1 070,00 €
Concession 50 ans 2 m ² pleine terre	1 820,00 €
Concessions 4 m²	
Concession 30 ans 4 m ² pour bâti	2 140,00 €
Concession 50 ans 4 m ² pour bâti	3 640,00 €
m² supplémentaire à la concession	
m ² supplémentaire à la concession 30 ans pour bâti	535,00 €
m ² supplémentaire à la concession 50 ans pour bâti	910,00 €
Columbarium	
Columbarium 30 ans 2/3 places	806,00 €
Columbarium 30 ans 4/6 places	1 619,00 €
Columbarium 50 ans 6/8 places	4 022,00 €
RENOUVELLEMENT de concessions/columbarium	Tarifs
Concessions 2 m²	
Concession 5 ans 2 m ² (renouvellement exclusivement)	172,00 €
Concession 10 ans 2 m ² (renouvellement exclusivement)	344,00 €
Concessions 4 m²	
Concession 5 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	344,00 €
Concession 10 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	688,00 €
Concession 15 ans 4 m ² (renouvellement exclusivement)	1 060,00 €
Columbarium	
Columbarium 5 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	134,00 €
Columbarium 10 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	268,00 €
Columbarium 15 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	402,00 €
Columbarium 5 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	272,00 €
Columbarium 10 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	544,00 €
Columbarium 15 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	816,00 €
Columbarium 5 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	405,00 €
Columbarium 10 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	810,00 €
Columbarium 15 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	1 215,00 €
Columbarium 30 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	2 430,00 €

Délibération n°V2019-534

Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	
	Tarifs
Caveau bâti neuf 2 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	3 198,16 €
Equipement sur terrain HT (Reprise Ville)	1 326,67 €
Revente infrastructure ancienne existante avec le terrain	
	Tarifs
Fosse bâtie 2 places secteur E St Etienne (HT) (reprise Ville)	634,17 €
Fosse bâtie 4 places secteur E St Etienne (HT) (reprise Ville)	896,67 €
Taxes, redevances et vacations de police	
	Tarifs
Caveau d'attente - séjour / jour & pénalités de retard travaux	11,00 €
Taxes inhumations	73,00 €
Dispersions	73,00 €
Redevances d'exhumation	73,00 €
Taxes de convois	73,00 €
Taxes de crémations	73,00 €
Vacations de police	20,00 €

AUTRES

1. LES SALLES MUNICIPALES

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23 h (départ public).

Sous conditions tarifaires, les salles Rencontres, Pagézy et Grammont pourront être utilisées jusqu'à 1 h du matin (départ public):

- Un ½ tarif sera appliqué à la place d'un forfait de base
- Un plein tarif sera appliqué à la place d'un ½ tarif

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle PAGEZY pourront être mises à disposition jusqu'à 03h00 du matin au plein tarif.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Tarifs 2020		
		Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville)	à la semaine	3 300,00 €	1 650,00 €	31,50 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 250,00 €	1 125,00 €	53,00 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 350,00 €	1 675,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 110,00 €	2 055,00 €	106,00 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 820,00 €	1 410,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 090,00 €	1 545,00 €	106,00 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au samedi)	2 090,00 €	1 045,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 090,00 €	1 545,00 €	106,00 €
Salle Jules Pagezy (ancien	/ jour (du lundi	1 680,00 €	840,00 €	53,00 €

hôtel de ville)	au samedi)			
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 060,00 €	1 030,00 €	106,00 €
Centre Rabelais (bd Sarraill - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 360,00 €	680,00 €	53,00 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 060,00 €	1 030,00 €	106,00 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	268,00 €	134,00 €	27,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	533,00 €	266,50 €	54,00 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	630,00 €	315,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 260,00 €	630,00 €	63,00 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	464,00 €	232,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	928,00 €	464,00 €	63,00 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	326,00 €	163,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	632,00 €	316,00 €	63,00 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	326,00 €	163,00 €	31,50 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	632,00 €	316,00 €	63,00 €
Cautionnement				
Caution pour tout espace loué	u	1 600,00 €		

2. LE MATERIEL MUNICIPAL

Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Matériels	Unité	Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,33 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,40 €	0 €

Grille-caddie	u/jour	6,10 €	0 €
Podium	m²/jour	8,10 €	0 €
Barrière	u/jour	8,10 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,83 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	123 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	72 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	52 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	155 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		375 €	370 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1370 €	1 370 €

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

3. LA MAISON DE LA DEMOCRATIE

Accueillant la plus ancienne faculté de Médecine du monde occidental encore en activité, doté d'établissements médicaux à la renommée internationale, œuvrant pour le développement économique à travers l'ambitieux projet « Montpellier Capital Santé », le territoire de Montpellier noue un lien intime avec la santé, marqueur fort de l'identité méditerranéenne.

C'est avec ce souci de délivrer un service public de qualité et de proximité que sont mises à disposition **des permanences des associations de santé** à la Maison de la démocratie. Chaque mois plus d'une vingtaine d'associations sont présentes pour prodiguer écoute, conseils et orientation.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués par les associations :

- La salle A
- La salle B

Les salles sont mises à disposition sur les plages horaires suivantes :

- De 9h00 à 12h30
- De 13h30 à 17h30

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations partenaires et pour les associations ayant un projet en cohérence avec « Montpellier Capital Santé ».

Plein tarif (Valorisation de l'aide en nature) : 27 €/session

Caution pour tout espace loué : 150 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

4. LES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

La Ville de Montpellier est amenée à effectuer diverses prestations de reprographie de documents, de numérisation, de photocopie et duplication de documents administratifs (*) et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville et de cartes postales.

Les fonds d'archives publiques détenus par les Archives de la Ville Montpellier sont réutilisables dans le respect de la loi n°2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public et de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (codifiées dans le code des relations entre le public et l'administration, articles L.321-1 à L.327-1). Cette réutilisation est gratuite pour des usages privés et commerciaux, sous réserve de citer systématiquement et de façon visible « *Archives de la Ville de Montpellier, cote du document, titre du document* » et de ne pas modifier ni d'altérer le sens du document.

(*) à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Photocopies et impressions papier	Tarifs
Photocopie A3 Couleur	1,40 €
Photocopie A3 Noir& Blanc	1,30 €
Photocopie A4 (microforme)	0,35 €
Photocopie A4 Couleur	0,35 €
Photocopie A4 Noir& Blanc (tarif règlementé)	0,18 €
Reprographie, Numérisation, Fourniture de fichier numérique existant, Transmission de fichier numérique et Droits de réutilisation de données publiques	Tarifs
Reprographie de plan de permis de construire	sur devis du prestataire
Numérisation (document non encore numérisé) < A3 (prix unitaire)	3,10 €
Numérisation (document non encore numérisé) ≥ A3 et < A1	5,10 €

(prix unitaire)	
Fourniture de fichier numérique existant :	Tarifs
De 1 à 100 images	gratuit
De 101 à 1000 images (prix unitaire)	1,00 €
De 1001 à 10 000 images (prix unitaire)	0,50 €
De 10 001 à 50 000 images (prix unitaire)	0,30 €
De 50 001 à 100 000 images (prix unitaire)	0,10 €
De 100 001 à 500 000 images (prix unitaire)	0,07 €
Au-delà de 500 000 images (prix unitaire)	0,05 €
Transmission de fichier numérique (aucun support amovible extérieur ne sera accepté) :	Tarifs
Envoi par mail (jusqu'à 8 Mo) / serveur FTP (au-delà de 8 Mo)	gratuit
Fourniture de CD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	2,80 €
Fourniture de DVD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	5,10 €
Frais de port pour envoi de CD ou de DVD	2,65 €
Droits de réutilisation de données publiques	gratuit
Publications	Tarifs
Inventaire (prix unitaire)	25,00 €
Inventaire numérique (prix unitaire)	5,10 €
<i>Bulletin historique de la Ville de Montpellier</i>	8,40 €
Ancien numéro du <i>Bulletin Historique de la Ville de Montpellier</i>	5,00 €
Carte postale	0,80 €
Catalogue d'exposition - refacturation du prix fixé par l'éditeur	prix éditeur

Fourniture de listes électorales	Tarifs
Liste électorale sur support papier - prix par page	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom - prix par CD Rom	2,75 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1,00 €
Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €

5. MATERIELS ET PRESTATIONS DE TRAVAUX DIVERS

Prestations	Tarifs
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public et de police de la publicité	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
---	--

6. L'ORGANISATION DES PRIMAIRES DES PARTIS POLITIQUES

Les primaires seront organisées dans des écoles de la Ville ou tout autre équipement reconnu comme un bureau de vote pour les élections nationales et locales.

Le tarif par bureau comprend :

- le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville (installation, préparation, ouverture/fermeture des sites, entretien des locaux, ...),
- la mise à disposition des locaux (basé sur le tarif de mise à disposition de salles des écoles) et la livraison du matériel.

Il est à noter que le matériel est mis à disposition gratuitement et qu'il est composé, par bureau de vote, de 3 isolements dont 1 isolement PMR, 1 tabouret, 1 urne, 4 tables et 8 chaises.

Le tarif proposé est de 390€ par bureau et par tour de scrutin.

7. LA MOBILISATION D'UN AGENT

- Direction Sécurité Tranquillité Publique

Mobilisation d'un agent	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	24,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	48,00 €

- Direction du Parc du Lunaret

	Unité	Sécurité accueil	Animalier	Technique
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	22,00 €	25,00 €	21,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 Dimanche et jours fériés	H / agent	36,00 €	41,00 €	35,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	44,00 €	49,00 €	42,00 €

8. LA MOBILISATION D'UN VEHICULE

Mobilisation d'un véhicule	Unité	Tarifs
Tarif véhicule motorisé 4 roues ou 2 roues	H / véhicule	7,00 €
Tarif fourgon	H / véhicule	10,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les tarifs municipaux présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Barème pour le calcul de l'indemnité des dommages causés aux arbres
- Droits terrasses Zone de tarification 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.